

الجزيرة

Les dirigeants du parti communiste ont été arrêtés au Brésil

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 45 p. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 950 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 Kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Tiraillements entre Paris et Alger

Bien que le roi Boudiaf ne se soit jamais rendu en visite officielle à Alger, alors que deux présidents français y sont allés — M. Valéry Giscard d'Estaing, en avril 1975, et M. François Mitterrand, en novembre 1981, — M. Chadli Bendjedid a réservé à la Belgique, où il est arrivé ce mardi 14 décembre, le premier déplacement officiel effectué en Europe par un chef d'Etat algérien depuis l'indépendance en 1962. Le successeur de M. Ben Bella et de Boumedienne fera cependant une escale de travail à Paris, vendredi, et sera l'hôte de l'Elysée.

Les autorités algériennes font valoir qu'après avoir visité le monde arabe, l'Afrique, les pays socialistes et les pays non alignés, ce qui est conforme aux grandes orientations idéologiques de leur pays, le président Chadli aborde tout naturellement l'Europe en commençant par « sa capitale », où il rencontrera M. Gaston Thorn, président de la Commission de la C.E.E. Sans doute les dix sous-ils à la fois les premiers fournisseurs et les premiers clients de l'Algérie — la France, l'Italie et la R.F.A. assurant à elles seules plus de 50 % des importations algériennes, — mais l'argument, pour être habile, ne trompe personne, et la présence de M. Chadli à Bruxelles se situe avant tout dans un cadre bilatéral.

En établissant ainsi son programme, le président algérien a tenu compte de plusieurs facteurs, les uns conjoncturels, les autres de fond. L'arrivée de la gauche au pouvoir le 10 mai 1981 avait laissé espérer que les rapports entre Paris et Alger atteindraient une qualité rarement égalée dans le passé, les deux capitales affirmant leur volonté d'établir un nouvel ordre international et de donner un caractère exemplaire à leur coopération. C'était ignorer à la fois le poids des réalités et l'aspect souvent passionnel qui sous-tend depuis vingt ans les relations bilatérales.

Tenant compte de l'aspect globalement positif de ces relations, les Algériens ont longtemps évité de mettre l'accent sur l'inquiétude que leur inspirent certains aspects de la politique française à l'égard du Proche-Orient et quelques prises de position du P.S. Mais d'autres craintes sont apparues depuis, notamment en ce qui concerne le roulement d'Algériens se rendant en France, les manœuvres militaires communes franco-marocaines, la position réelle de Paris à l'égard du conflit saharien et, d'une façon générale, l'évolution de la politique française face au tiers-monde dans un sens « plus réaliste ».

Mais il n'y a pas que cela. Les autorités algériennes restent dans le vague quand on les interroge sur la date possible d'une visite officielle et soulignent que « l'accueil populaire devrait être comparable à celui offert à Alger à M. Mitterrand et à son prédécesseur ». Déjà, dans le passé, les invitations adressées par le général de Gaulle, Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing n'avaient pas été suivies d'effet, soit parce que les souvenirs de la guerre étaient encore vifs, soit parce que se posaient des problèmes de protocole — le visiteur ne devait-il pas comme tous les hôtes officiels se rendre à l'Arc de triomphe ? — soit parce qu'avaient surgi des crises graves comme celle du pétrole ou celle du conflit saharien.

Avec le temps, cependant, les passions s'apaisant, l'escalade du président Chadli à Paris n'est-elle qu'un compromis ou une étape sur le chemin de la réconciliation qui devrait sceller sa visite officielle ?

(Lire nos informations page 4.)

La France est une alliée «solide» mais «indépendante» souligne l'Elysée à l'occasion du séjour à Paris de M. Shultz

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est arrivé à Paris ce mardi 14 décembre, venant de Rome. Après un entretien avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures, il devait avoir un tête-à-tête suivi d'un déjeuner avec le président de la République. Dans l'après-midi, M. Shultz devait rencontrer M. Heron, ministre de la Défense, M. Delors, ministre de l'Economie et des Finances, et de nouveau M. Cheysson. Il se rendra mercredi à Madrid.

M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a souligné lundi devant la presse que la France est une alliée d'autant plus «solide» des Etats-Unis qu'elle est indépendante.

La France est «une bonne et solide alliée» des Etats-Unis, a déclaré lundi 13 décembre M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, en commentant la visite du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à Paris. A plusieurs reprises, M. Vauzelle, indiquant ce que le président de la République voulait faire connaître aux Américains, a souligné la lien entre la «solidité» de l'alliance de la France et «le respect de sa souveraineté» et de son indépendance. Entre la France et les Etats-Unis, a-t-il dit, «il n'y a pas de crise ni même de véritables problèmes», mais la France «a besoin de faire comprendre sa conception de ce qu'est un bon allié», spécialement dans les domaines militaire et économique.

Être militairement solide, a poursuivi le porte-parole de l'Elysée, c'est d'abord «être soucieux de l'équilibre des forces en Europe». Comme «il y a actuellement déséquilibre, la France souhaite que les négociations américano-soviétiques de Genève aboutissent», mais en l'absence d'accord «elle s'oppose fermement l'installation de bases américaines en Europe». «Ce n'est pas cher, nous», a-t-il ajouté, «que se manifeste «sous couleur de pacifisme» un mouvement qui conduirait à un désarmement unilatéral de l'Europe occidentale «face au fantastique arsenal de l'Est». «Il y a une liaison, a-t-il dit, entre l'effort de défense et l'autonomie de décision»; ailleurs, «là où la défense est assurée par d'autres, les réactions peuvent être diverses».

Cette solidarité, a encore dit M. Vauzelle, «tient aussi à l'effort que la France déploie pour sa défense en toute indépendance, effort souligné par M. Mitterrand, tant pour la force de dissuasion que

pour les autres formes d'armement». Faisant allusion à la controverse suscitée par la publication de rapports des Etats-majors sur les réductions budgétaires, M. Vauzelle a souligné qu'il faudra juger la politique française quand les textes définitifs «pour une défense moderne et efficace» seront étudiés au printemps.

Ne pas se laisser régenter

Cependant — a poursuivi le porte-parole — «on ne peut demander un effort de défense considérable si on ne prend pas les moyens économiques nécessaires». «C'est l'importance de l'effort économique demandé qui a incité les parlementaires américains à refuser des crédits militaires», a-t-il remarqué à propos du rejet par la Chambre des représentants des Etats-Unis de crédits pour les nouvelles fusées MX.

Les alliés doivent donc «s'entraider»; «il est dans l'intérêt de tous de ne pas se faire le complice du désarroi économique» et, a ajouté en substance M. Vauzelle, il est temps que les Etats-Unis adoptent «une attitude positive» dans les problèmes monétaires et ceux du commerce extérieur.

(Lire la suite page 4.)

AU YÉMEN DU NORD

Un séisme provoque la mort de plusieurs centaines de personnes

LIRE PAGE 42

D'abord le Liban

Rien n'est plus fugace que l'espoir. Il y a quelques semaines, avec le plan Reagan, le sommet de Fès, l'élection quasi-unanime d'Amine Gemayel à la présidence du Liban, une lueur s'était allumée au fond de l'interminable tunnel du Proche-Orient. Aujourd'hui, hélas ! c'est à nouveau l'obscurité. Tout se passe comme si l'occasion — le momentum, comme disent les Anglo-Saxons — n'avait pas été saisie.

Le partage de leur pays entre Damas et Jérusalem, que beaucoup de Libanais ont toujours soupçonné les Etats-Unis de rechercher, est réa-

par ANDRÉ FONTAINE

lisé dans les faits, le pouvoir d'Amine ne s'exerçant guère que sur sa capitale, il est vrai, enfin réunifiée. On se bat tout près de là, dans le Chouf, entre Druzes et chrétiens, sans que l'occupant israélien s'en mêle beaucoup. On se bat aussi à Tripoli, dans le nord. Et chacun sait bien que si Walid Joumblat n'avait pas miraculeusement échappé à l'attentat dirigé, l'autre jour, contre lui, l'engrenage de la vendetta qui a conduit, en 1975, à la guerre dite civile, se serait aussitôt remis en marche.

La solution du problème israélo-palestinien n'a pas elle non plus progressé d'un pas. On est plus loin que jamais de cette «acceptation mutuelle» que préconise, à juste titre, François Mitterrand. Chacun demande toujours à l'autre de faire le premier pas, et chacun a confirmé qu'il ne le ferait pas. Malgré l'émotion qui s'est manifestée en Israël après les massacres de Sabra et de Chatila, malgré la mise en cause par la commission d'enquête officielle de la responsabilité personnelle de Begin et de Sharon dans l'affaire, le gouvernement actuel, qui a fait de l'intransigence sa loi, paraît assuré de remporter de nouvelles élections avec une majorité renforcée. Et Ibrahim Souss, le représentant de l'O.L.P. en France, qu'on croyait avoir entendu plus d'une fois dire en privé le contraire, a déclaré que «jamais» elle ne reconnaîtrait Israël. Quant aux Iraniens et aux Iraquiens, ils continuent de s'entre-tuer massivement au milieu de l'indifférence générale, sauf pour les pétroliers à se réjouir de la poursuite d'un conflit dont la fin risquerait de faire chuter encore un peu plus les cours.

Faut-il donc baisser les bras ? Se dire que décidément il est impossible d'amener à s'entendre entre eux ces peuples sans doute trop nombreux pour une même terre ? L'exemple de tant de conflits qui paraissent jadis inexpiables est là pour nous montrer que s'il y a un temps, souvent interminable, pour la guerre, il y en a un autre, plus court, pour la paix. Qui aurait cru, en juin 1940, que le général de Gaulle en personne consacrerait un jour la réconciliation franco-allemande ? Qui aurait cru, au moment de la guerre d'octobre 1973, que Sadate se ferait applaudir, quatre ans plus tard à Jérusalem, par le Parlement israélien ?

(Lire la suite page 2.)

Les Occidentaux accueillent avec prudence les mesures de détente en Pologne

Tous les internés doivent être libérés

Le train de mesures accompagnant la «suspension de l'état de guerre» — notamment la libération de tous les internés, — présenté lundi 13 décembre au Parlement polonais, devra encore être adopté par la Diète, probablement le 18 décembre. La «suspension» et les diverses mesures entrant en vigueur le 31 décembre.

Les réactions en Occident sont fort prudentes : avant de se prononcer, les gouvernements veulent se rendre compte de la portée réelle des mesures envisagées et consulter leurs alliés. De ces consultations dépendra aussi le réajustement de la dette polonaise envers les Etats et les banques privées occidentales. Pour leur part, les syndicats réclament la levée de toutes les mesures répressives. De nombreuses manifestations de soutien aux syndicalistes polonais ont eu lieu dans plusieurs capitales européennes.

Un adoucissement réversible

De notre correspondant

Varsovie. — On savait depuis le discours du général Jaruzelski que la «suspension» de l'état de guerre n'en serait que l'adoucissement. Depuis la réunion de la Diète le lendemain, lundi 13 décembre, on sait que l'adoucissement sera non seulement très relatif, mais aussi réversible.

Le premier des deux projets de loi présentés en première lecture aux députés ne se contente en effet pas de conférer à la notion de «suspension de l'état de guerre» la valeur juridique dont elle était auparavant dépourvue. Il donne également au Conseil d'Etat (1), auquel il revient de décréter cette suspension — lorsque les nouvelles lois auront été adoptées par la Diète, — le pouvoir de revenir totalement ou partiellement sur cette mesure. Il suffira pour cela que demande en soit fait

par le gouvernement, qui n'aura à la motiver que par l'existence d'une «menace pour la paix et l'ordre public».

On se trouve ainsi dans une situation — permettant, — comme l'a expliqué M. Barcikowski, secrétaire du comité central, une élasticité des démarches — et face aussi à une habile opération de promotion internationale de l'image du régime. L'état de guerre, étant, «suspendu» — ou plutôt pouvant l'être à la fin de l'année après une seconde lecture et la publication du décret du Conseil d'Etat, — on ne peut plus, en bonne logique, parler de lui qu'au passé. En réalité, il restera en vigueur, le changement à venir n'étant qu'une redéfinition de ces dispositions, qui est elle-même sujette à modification par simple décret dans le sens, soit d'un assouplissement plus marqué, soit d'un durcissement allant jusqu'à la réintroduction de la loi martiale dans sa plénitude.

En d'autres termes, la notion de «suspension de l'état de guerre» définit une période de durée indéterminée durant laquelle l'exécutif peut à son gré et du jour au lendemain, dire ce qu'est la loi.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

(1) Présidence collégiale de la République.

Les États-Unis réduisent le taux d'escompte pour relancer l'économie

La réduction du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, ramené de 9 à 8,5 % au plus bas niveau depuis quatre ans, a entraîné, mardi 14 décembre, un repli du cours du dollar qui, la veille au soir, s'orientait à la hausse, atteignant 7,02 F et 2,47 DM, et sont revenus à 6,97 F et 2,4570 DM environ.

« Cette nouvelle réduction du taux d'escompte (la septième depuis juillet), a été décidée à la lumière des conditions économiques actuelles, des fortes pressions compétitives sur les prix, d'une nouvelle réduction de la hausse des coûts, d'un ralentissement de la demande privée de crédit, et de certaines indications d'une décelération de la croissance de l'ensemble des liquidités », déclare le Fed.

En clair, cela veut dire que l'ampleur de la récession, et l'absence de signes de reprise de l'économie des Etats-Unis, ont poussé les autorités monétaires à accélérer le processus de détente des taux, dont la prochaine étape, après celle du 19 novembre dernier, n'était attendue que le 21 décembre au plus tôt ou pour le début de l'année 1983.

Cela veut dire, également, que le gonflement, plus rapide que prévu, de la masse monétaire américaine, n'a pas été pris en compte par le Fed pour qui cette masse, au surplus, devrait désormais croître moins rapidement après les turbulences dues à des changements récents de la réglementation des dépôts bancaires.

Enfin, c'est la seconde fois depuis juillet que le Fed abaisse son taux d'escompte sans que cette mesure ne soit que «l'accompagnement» d'une réduction préalable de leur taux de base par les banques. Cette initiative devrait donc inciter les établissements à diminuer à nouveau leur taux de base actuellement de 11,5 %.

BRUNO FRAPPAT.

AU JOUR LE JOUR

Soixante-trois jours dans une prison sordide et inhumaine. Deux mois d'angoisse pendant lesquels tout contact avec l'extérieur est impossible. Un espace réduit. Tout mouvement interdit. Des geôliers - menaçants, dont les propos alimentent une peur qui ne quittera jamais le détenu, même quand il aura

Humanisation

été libéré. Une carrière brisée et une personnalité entamée.

M. Edouard-Jean Empain peut, légitimement, se demander si les mesures qu'on annonce pour humaniser la vie en prison ne viennent pas un peu tard.

LA THÉORIE D'EINSTEIN SOUS EXPÉRIENCE

Dieu joue probablement aux dés

Dieu joue-t-il aux dés ? De la réponse à cette question dépend l'issue du grand débat qui, pendant près de trente ans, opposa les physiciens Albert Einstein et Niels Bohr sur la mécanique quantique. L'espoir d'Einstein était de trouver une théorie plus complète que la mécanique quantique qui reproduirait les résultats de celle-ci, mais fournirait aussi des informations supplémentaires, rétablissant ainsi une image déterministe du monde.

En d'autres termes, la question était de savoir si la mécanique quantique fournit une information entière sur les phénomènes qu'elle régit et si elle donne une description complète du monde. Pour Niels Bohr, une réponse affirmative à ces deux questions ne faisait pas de doute, thèse qu'Einstein était loin d'accepter dans sa totalité.

Longtemps, on a discuté à perte de vue sur ces thèmes, mais il a fallu attendre autour des années 65 et la découverte théorique d'un physicien irlandais pour éclairer d'un jour nouveau ce débat qui touche à la conception même que l'on a du monde. Depuis, d'autres expériences ont été menées, comme celles, récentes, d'une équipe de physiciens d'Orsay qui, elles aussi, semblent donner tort au grand homme. N'en déplaise à Albert Einstein, Dieu joue probablement aux dés. Si le débat scientifique est peut-être sur le point d'être tranché, persiste toujours le débat philosophique pour lequel beaucoup reste à dire.

(Lire page 13 l'article de M. AURICE ARVONNY dans «Le Monde des sciences et des techniques».)


Paul Thorez

Les enfants modèles

C'est un livre affectueux, ironique, attendri, nostalgique que nous offre Paul Thorez, «petit-fils du peuple».

Nicole Zand - Le Monde

Lieu Commun diffusé par Colmann-Lévy



(Lire nos informations page 4.)

Le Monde

idées

Reconnaissance ou « statu quo » ?

par AFNAN EL QASEM (*)

La guerre de quatre-vingts jours au Liban fut à l'origine de manifestations de rue menées par une partie du peuple israélien qui prit conscience de la gravité de la question palestinienne. En même temps, l'O.L.P. se rendit compte de la force que constitue cette frange du peuple israélien et de l'influence qu'elle peut exercer dans l'avenir sur toute décision politique, comme l'a exprimé Yasser Arafat dans son « autocritique ». Il y a fait part des « lacunes de l'O.L.P. par rapport à l'opinion publique israélienne ».

Cette « découverte » mutuelle rappelle la célèbre phrase de Rimbaud « moi c'est l'autre » : elle signifie le refus de toute aliénation et le recours au type de la reconnaissance politique.

C'est là le but stratégique dominant après la guerre du Liban autour duquel se regroupent toutes les parties en cause, même si tactiquement elles s'affrontent. Dans tous les cas, la décision palestinienne sera déterminante.

Trois options

La marge de manœuvre dont dispose l'O.L.P. pour défendre sa légitimité en tant que représentant unique du peuple palestinien et en tant que vainqueur politique récent contre Israël est limitée. Il lui appartient cependant de décider de la création d'un État indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. De ce fait, l'O.L.P. ne peut agir sans tenir compte des alternatives en présence du problème palestinien :

1) L'alternative arabe, qui, malgré les décisions du sommet de Fès, semble adopter complètement l'initiative de Reagan. Le fait d'avoir écarté les Palestiniens du comité des sept, conduit par le roi Hassan II à la Maison Blanche, est une première indication sur le ralliement arabe au plan de paix américain, qui parle, d'une manière obscure, d'une « entité » palestinienne liée à la Jordanie ;

2) L'alternative américaine : les Américains demandent à l'O.L.P. de reconnaître Israël, entendant par là le gouvernement Begin, car l'O.L.P. a reconnu officiellement, par la bouche de Yasser Arafat, le peuple isra-

lien qui est descendu dans la rue pour dénoncer la guerre et réclamer la paix.

En fait, la reconnaissance du gouvernement de Begin par l'O.L.P. ne conduira pas, pour autant, à un changement dans la position américaine, comme le confirme le secrétaire d'État Shultz, et ne garantit nullement la reconnaissance de l'O.L.P. par Begin ;

3) L'alternative palestinienne, que la Syrie essaie de prendre à son compte en application de la fameuse formule « diviser pour régner ». Ainsi, après le départ de l'O.L.P. du Liban, la Syrie a perdu un moyen de pression très important ; aussi tente-t-elle d'opposer les factions de l'O.L.P. les unes contre les autres dans le but d'enlever toute légitimité à l'O.L.P. C'est en ce sens que le ministre de l'information syrien, Ahmad Iskandar, a affirmé que « Yasser Arafat ne représentait que lui-même ».

Ces trois données ont le même objectif, celui de préserver le statu quo ante. Les régimes arabes trouvent ainsi une occasion pour justifier leur défaite et pour la faire accepter à leurs peuples, faisant preuve une fois de plus de leur esprit de capitulation et d'abandon. L'Amérique pour consolider davantage son hégémonie sur les richesses naturelles de la région en participant à l'aliénation psychologique et politique de l'homme arabe, tout en donnant de nouveau au gouvernement Begin l'occasion de réaliser son projet d'annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en application des prescriptions de la Torah ! Aussi, la Syrie pourra-t-elle continuer à bénéficier des « richesses » du Golan grâce à l'assistance financière des pays pétroliers dont dépend totalement l'économie du pays, confirmant ainsi les propos de ce poète palestinien qui disait que « le Golan était le pétrole de la Syrie » !

De tout cela, il ressort que la reconnaissance solennelle par l'O.L.P. des masses israéliennes descendues dans la rue, en d'autres termes, à « l'Israël de la paix », revêt une extrême importance. Elle pourra modifier considérablement les données actuelles du problème : en Israël, elle constituera un obstacle devant Begin chaque fois qu'il voudra invoquer la « sécurité d'Israël ». D'ailleurs, nous venons de

(*) Écrivain palestinien, enseignant à l'Université de la Sorbonne nouvelle, Paris-III.

voir combien le recours à ce prétexte désormais devenu classique était injustifié dans la guerre du Liban.

Cette reconnaissance permettra également de consolider les mouvements pacifistes qui ont vu le jour en Israël, auxquels se joindront tous ceux qui ont eu la conscience déchirée après les massacres de Sabra et de Chatila. Enfin, elle participera au renforcement de la position des six cent mille Arabes vivant en Israël qui peuvent, à eux seuls, réunir près de trente députés à la Knesset autour de Meir Vilner ou de Miri Avnery, voire du général Peled, lors des prochaines élections.

Quant aux États-Unis, ils dévoileront leur cynisme et leur perfidie, car, même s'ils recourent à d'autres manœuvres, ils ne pourront pas continuer à ignorer l'O.L.P. et la question palestinienne — jusqu'aux prochaines élections présidentielles par exemple, — ce qui revient à quatre années de « paisible » statu quo jusqu'en 1986.

Dans ce contexte, il est possible que l'administration américaine ait permis à l'Iran d'occuper Bagdad, contribuant ainsi à aggraver la crise du Moyen-Orient, en vue de déclencher l'importance du conflit avec Israël.

S'agissant des pays arabes, et en particulier de la Syrie et de la Jordanie, il est permis de penser que ce dernier pays n'ira pas s'associer aux négociations de Camp David, avec tous ses « rêves expansionnistes ».

La Syrie aura le choix entre se contenter des subsides que lui rapporte son « Golan pétrolier » ou de lutter durablement pour la récupération de ses territoires occupés. L'O.L.P. doit comprendre que la reconnaissance officielle de l'Israël de la paix ne lui permettra pas de voir se réaliser demain une partie de ses espérances nationales d'un État indépendant ; elle contribuera néanmoins à saper les bases du statu quo en obligeant toutes les parties concernées à tenir compte de sa décision. C'est d'autant plus vrai que l'homme de la rue arabe, actuellement opprimé, sera prêt plus que jamais, à se ranger aux côtés de ceux qui ont résisté seuls à Beyrouth, et en qui l'homme de la rue en Occident a découvert des Palestiniens combattants et sacrifiés qui ont un droit à l'existence.

Reconnaissance ou statu quo ? La réponse appartient, bien sûr, au prochain Conseil national palestinien, lequel, en sa qualité d'organe législatif suprême, possède la mission historique d'une telle décision.

D'abord le Liban

(Suite de la première page.)

Ce qui fait passer de la guerre à la paix, le plus souvent, ce n'est pas un soudain accès de sagesse ou de générosité, c'est l'épuisement. Quand trop de sang a été versé, quand l'économie a été ruinée, les ambitions doivent bien se modérer, et l'exemple de Napoléon, de Hitler et de quelques autres avant eux est là pour montrer ce qu'il en coûte de vouloir s'y accrocher coûte que coûte.

Mûr pour la paix

De ce point de vue le Proche-Orient paraît tout à fait mûr pour la paix. Israël, dont la raison d'être était de fournir un havre de paix au peuple juif toujours menacé, au long de son exil quasi bimillénaire, de quelque persécution, vit, depuis sa naissance, sur le pied de guerre. C'est l'État du monde dont la population, hommes et femmes mêlés, passe le plus de temps sous les drapeaux. Celui qui consacre la plus forte proportion de ses ressources aux armements. Celui dont les diplomates sont à la fois le plus mal payés et le plus exposés aux tirs des assassins. Celui qui, chaque fois qu'il a gagné une bataille, doit se préparer à la suivante, sachant qu'il ne peut se permettre d'en perdre une seule. Celui où, étonnamment, les citoyens acceptent sans barguigner de donner leur sang, leur temps, leur argent, pour la survie de la patrie, mais ne vont pas jusqu'à faire les enfants sans lesquels cette survie, face à la démographie galopante arabe, sera de plus en plus difficile à assurer.

Les Palestiniens ont subi une défaite terrible. Comme l'écrit *Time Magazine*, « l'O.L.P. avait mis plus d'une décennie à bâtir une structure militaire au Liban. Maintenant cette structure n'existe plus et la perte est si profonde et irréparable que la nature même de l'organisation s'en trouve changée ». Plus de trois mois après l'évacuation de Beyrouth, elle n'a même pas un quartier général digne de ce nom, le bâtiment que la Tunisie avait mis à la disposition de Yasser Arafat étant à peine occupé. Les Palestiniens, qui avaient perdu depuis longtemps toute illusion quant à la nature du soutien, autre que financier, à attendre des États arabes, ont constaté que l'U.R.S.S. elle non plus n'avait pas levé le petit doigt, l'été dernier.

pour venir à leur secours. C'est aux États-Unis, à la France et à l'Italie que leurs combattants doivent d'avoir pu quitter la capitale libanaise la tête haute. Étrangement brouillé avec la Syrie, Arafat a dû se jeter dans les bras de Hussein de Jordanie, dont les Bédouins, il y a douze ans, avaient allégrement massacré ses fidèles.

Le Liban a payé un prix énorme pour un conflit qui ne le concernait en rien. Il tombe sous le sens qu'il n'aurait pas été des années durant le théâtre d'une guerre prétendument civile si les Palestiniens n'avaient pas cherché à faire de lui la base de leur guerre permanente contre l'État hébreu. Et si les Syriens n'étaient pas intervenus pour empêcher tout à tour les chrétiens pro-israéliens et l'O.L.P. de s'emparer d'un État qu'ils voudraient bien conserver dans leur zone d'influence. L'invasion israélienne a fait succéder une tragédie à une autre, tant, avec les Palestiniens, des milliers de Libanais désarmés, sans que s'arrête le terrorisme qui a coûté la vie, à peine six, au président Bechir Gemayel, avant que son vicaire Adnan Fattouh échappât de peu au même sort.

Un conflit impossible à contenir

Toute guerre est par définition abominable. Celle qui ravage par intermittence le Proche-Orient, et qui est en train de prendre les proportions d'une guerre de Cent Ans, l'est particulièrement dans la mesure où elle fait s'entre-déchirer des peuples qui sous des formes différentes vénèrent le même Dieu et proviennent de la même lignée : celle d'Abraham. L'espoir de contenir le conflit, à défaut de pouvoir le régler dans des limites raisonnables, est voué à l'échec quand ce ne serait que parce que la montée du fondamentalisme islamique, dont l'offensive iranienne en Irak est le signe le plus visible, inscrit à l'horizon la menace d'un élargissement du champ de bataille et d'un durcissement des positions.

Il est donc temps, et plus que temps, que les pays dont l'influence a parfois réussi, au cours de ces dernières années, à rapprocher un peu les points de vue en présence remettent l'ouvrage sur le métier. Quels que soient la patience, le courage et l'habileté diplomatique de Hussein de Jordanie, quelles que soient les pressions de l'Arabie Saoudite et du Maroc, il leur faudra beaucoup de temps pour amener à la table de négociation les Israéliens et des porte-parole sinon de l'O.L.P., du moins, ce qui est la condition sine qua non du succès, acceptés par l'O.L.P. Or celle-ci est retombée dans ses divisions profondes.

Arafat, qui paraissait s'être imposé l'été dernier comme son chef incontesté, s'épuise à nouveau à jouer les médiateurs contre les divers courants qui le constituent. C'est en point que Simon Malley se déclare bien en peine, dans *Afrique Asie* du 6 décembre, de prévoir à laquelle des quatre options qu'il énumère, fort diverses puisqu'elles vont de la continuation de la lutte à la reconnaissance d'Israël, se ralliera le Parlement de l'O.L.P. lorsque celui-ci se réunira au début de 1983 à Alger. Comme le dit le président de la République, le danger est que les deux principales formules proposées, le plan Reagan et la résolution du sommet de Fès de septembre dernier, se neutralisent l'une l'autre, même si son inaliénable optimisme pousse le négociateur américain Philip Habib à croire que petit à petit les choses avancent, et qu'il lui reste huit bons mois pour tenter d'enclencher sérieusement le processus de paix.

Le ciel entend ce diplomate hors pair ! Mais le fait est que contrairement à ce qu'il paraissait croire au début de l'automne, l'autre négociation, celle qui porte sur l'évacuation du Liban, est en panne. Tant les Syriens que les Israéliens, il y a quelques mois, s'étaient déclarés prêts à un retrait simultané de leurs troupes. Maintenant, chacun attend que l'autre commence. Si l'on ne fait rien, elles seront encore là dans dix ans, et le Liban n'existera plus que sur la carte et dans le cœur de ses enfants et de ses amis.

Il est grand temps de frapper les opinions, comme avait su le faire Sadate en se rendant à Jérusalem, et de montrer par un geste symbolique que la paix entre Israéliens et Arabes n'est pas une chimère. Le départ progressif et parallèle des Israéliens et des Syriens du Liban n'implique aucune concession des uns ou des autres, Noël approche. Ne pourrait-ce être l'occasion pour tous ceux qui, à Paris, au Vatican, à Washington et ailleurs ont un moyen de se faire entendre de donner, de la voix dans ce sens ?

ANDRÉ FONTAINE

Impasse au Proche-Orient

Après un moment d'espoir, le Proche-Orient est retombé dans l'ornière. Il faut relancer le processus de paix : à cet effet Félix Nataf demande aux Israéliens d'accepter le principe d'un État palestinien. Afnan El Qasem invite ses compatriotes palestiniens à reconnaître ce qu'il appelle « l'Israël de paix ». André Fontaine croit nécessaire, avant tout, pour tous ceux qui ont leur mot à dire, d'insister pour une évacuation rapide des forces étrangères du Liban.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE DÉCEMBRE

LE SEUIL CRITIQUE EN U.R.S.S.

Adopter l'économie aux besoins de la société (Jean-Marie Chauvier). — La logique de M. Andropov (Marc Ferro).

ESQUISSES IDÉOLOGIQUES POUR TEMPS DE CRISE

Mausolée pour deux absents (C. J.). — Le discours sur les inégalités (Christian de Brie).

PROCÈS EN ITALIE

La justice politique, un poison pour la démocratie (Gérard Soulier).

QUELLE STRATÉGIE SOCIALISTE POUR L'ESPAGNE ?

(Jean Rony).

L'IRLANDE ÉTERNELLE DANS SA GUERRE SANS FIN

La maturation politique et la lutte pour la liberté (Dora C. Valayer). — Dix ans de plans britanniques (R. F.). — Du Nord au Sud, le trait d'union de la pauvreté (Roger Fallot). — La résistance dans les prisons (D.C.V.).

Dossier : Classes ouvrières dans le tiers-monde

En Afrique noire, un monde instable (Jean Copane). — Les travailleurs non salariés en Afrique (Alain Morice). — Algérie : du privilège aux droits (Miake). — Deux variantes de la mise au travail en Asie (Patrick Tisser). — Inde : disparités et combats (Vijay Singh). — Brésil : émergence d'un nouveau prolétariat (Gilberto Mathias et Michael Lowy).

Égypte : une autre « révolution rectificative » ? (Mohamed Sid-Ahmed). — A la recherche d'une cohérence idéologique (Marie-Christine Aulas).

Caméras politiques : « Ombres électriques » en Chine (Ignacio Ramonet, Brigitte de Beer-Luong, Christian Zimmer et Régis Bergeron).

La République de Corée (Supplément).

Reportage :

LE MEXIQUE SOUS LE CHOC

Par Ignacio Ramonet

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du « Monde ». En vente partout
Le numéro : 10 F

Un Etat palestinien, tôt ou tard...

par FÉLIX NATAF (*)

David, il ne pourra l'empêcher sous une forme ou sous une autre.

En attendant, ne serait-ce que pour ses implantations en Cisjordanie, Israël est conduit inévitablement à multiplier ses efforts pour développer et moderniser la région, améliorer le niveau de vie et de bien-être matériel de ses habitants.

La Cisjordanie connaît ainsi progressivement un développement qui amènera plus de compréhension entre les deux peuples israélien et palestinien. La naissance du nouvel État palestinien, survenant dans un tel climat, les mouvements d'échanges entre les deux pays s'accroîtront et se renforceront, autant et peut-être d'avantage qu'avec l'Égypte.

Car l'aide qu'apportera Israël au nouvel État sera à la mesure de ses besoins immenses. Elle sera d'autant

(*) Docteur en droit, fondateur des Amis marocains, auteur de *L'indépendance du Maroc et de Juf naghrin*.

plus encouragée qu'elle trouvera un terrain d'accueil plus favorable, s'agissant d'un peuple vigoureux, dynamique, tenu par ses besoins, et d'une élite remarquable née des souffrances subies et d'autant plus réceptive aux apports étrangers et particulièrement israéliens (1).

C'est ainsi que l'État palestinien réalisera pleinement son destin de nation souveraine, ouverte à la modernité, à l'égal des nations démocratiques.

Une paix véritable s'établira au Proche-Orient, par le moyen de l'économie et du développement.

Et pourquoi pas la réconciliation des deux branches abrahamiques cousines ?

Le rêve de Herzl est devenu réalité. Serait-il interdit aujourd'hui de rêver d'une future confédération israélo-jordanienne (judéo-musulmane) ?

(1) Un pays arabe qui n'est cher sera le premier, si la paix acquiesce au Proche-Orient, à faire appel au concours des techniciens israéliens pour mettre en valeur des régions entières aujourd'hui incultes (à l'exemple du Négnev).

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30



Le Monde
EUROPE

Un adouc

MEETING DES SYNO

Les difficultés de l

1250 1250

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

Un adoucissement réversible

(Suite de la première page.)

Cet enrichissement de l'histoire du droit a l'avantage pour le pouvoir de donner à la population la notion que c'est de son attitude politique que dépendra l'évolution du degré de rigueur de l'état de guerre.

Pour l'instant, le second des projets de loi dévoilés lundi - celui qui établit l'actuelle réglementation de la loi martiale - ne comporte qu'une seule très bonne nouvelle : il ne sera plus fait recours à l'exception. Cela signifie bien, a précisé le porte-parole du gouvernement, M. Urban, que tous les internés restent détenus, c'est-à-dire les principaux cadres et conseillers de Solidarité, seront bientôt libérés. L'un d'eux, M. Sliwinski, qui était l'un des responsables de l'organisation varsoivienne du syndicat, a d'ailleurs été libéré dès lundi, et tous pourraient l'être « pour les fêtes ».

M. Urban a pourtant tenu à laisser planer une menace sur eux, en rappelant qu'il était possible de les arrêter ensuite (2). Pour les quelques trois mille six cents prisonniers politiques inculpés ou condamnés dans l'année écoulée, l'espoir est en revanche mince. Ils ne pourront bénéficier d'une grâce qu'à la condition d'en faire la demande eux-mêmes, d'avoir manifesté un repentir et d'être dans une situation de santé ou de famille le justifiant. Donc, pas question d'amnistie.

Volonté pour la clémence. Pour le reste on est dans les faux-semblants, les demi-tours et les innovations inquiétantes. Les restrictions à la liberté de circulation sur le territoire national, dont on annonce la levée, n'étaient déjà plus appliquées depuis plusieurs mois. La suppression de l'autorisation préalable pour l'organisation de grèves ou de manifestations sportives n'est que celle d'une démarche administrative. Les spectacles pourront aussi être montés sans cette autorisation préalable. En revanche, la censure reste en vigueur, et non pas dans sa forme libérale qu'avait introduite la loi votée du temps de la Solidarité. Le droit de grève n'est plus suspendu par l'état de guerre, mais en tout état de cause la nouvelle loi syndicale l'interdit avant un an encore et lui fixe de telles limitations qu'il n'est que théorique.

Mesures sur les associations

La suspension des associations qui n'ont pas déjà été dissoutes est en principe levée, mais elles ne pourront reprendre leurs activités que sur autorisation de l'administration qui les avait suspendues, et qui a six mois pour prendre sa décision. En clair, le pouvoir se donne ce délai pour les étouffer à mort, en l'occu-

rence à changer ceux de leurs dirigeants jugés déplaçants. Les autorités peuvent toujours en cas d'échec, finir par les dissoudre.

Les organismes d'autogestion pourront recommencer à fonctionner dans les entreprises, mais ils ne participeront pas à la désignation des directeurs. Ils seront susceptibles d'être dissous et d'être aussi obligés à procéder à de nouvelles élections. La censure sur la correspondance et les télécommunications est levée, cela ne signifie pas pour autant qu'elles ne seront plus surveillées alors qu'elles l'étaient déjà largement avant l'instauration de l'état de guerre. Plus préoccupante, une modification du code pénal, étrangement introduite par cette loi d'exception, donne en ce domaine des pouvoirs nouveaux au parquet. Autre bon point : on pourra librement photographier, filmer et porter, à ses risques et périls, le badge de son choix.

Et la vie dans les entreprises ? Le nombre de celles qui avaient été militarisées est réduit, mais même dans celles qui après sont redevenues « civiles », un salarié ne pourra décider seul de donner sa démission. Il faudra pour cela l'accord de la direction, dont la décision sera sans appel. Les autorités pourront étendre très largement, à leur gré, le nombre des usines où une telle disposition sera en vigueur.

Dans de nombreux cas, les heures supplémentaires (jusqu'à quarante ou plus) pourront être imposées. Un licenciement pour faute professionnelle décidée dans toute entreprise d'Etat, aura pour conséquence pour sa victime qu'elle ne pourra être réembauchée ailleurs qu'au salaire le plus bas de sa catégorie professionnelle : elle ne pourra recevoir d'augmentation que par un délai d'un an. Pour être sûr que cette mesure sera bien appliquée, il faudra à l'embauche présenter un certificat établi par le précédent employeur. Toute participation à une grève ou une action de protestation sera assimilée à une faute professionnelle et entraînera un licenciement sans préavis, et automatique. Pour les mêmes motifs les étudiants seront immédiatement exclus de leur université.

Dans le domaine judiciaire, la procédure sommaire qui exclut toute possibilité d'appel ne sera plus appliquée qu'au délit de caractère politique. Les tribunaux militaires auront encore à connaître des délits directement politiques. D'autres modifications au code pénal sont introduites par ce projet de loi : un délit d'intention de diffuser des écrits ou des enregistrements subversifs (six mois à cinq ans) ; et un autre constitué par le fait d'entre-

prendre des actions visant à susciter des troubles publics (trois ans maximum).

L'ensemble des partis et groupes représentés au Parlement a approuvé ces projets, à l'exception du groupe catholique ZNAK au nom duquel M. Zablocki a émis de sérieuses réserves. « Une énorme majorité de la population s'attendait à une levée de l'état de guerre », a-t-il déclaré. M. Zablocki n'a pas hésité à dénoncer la perpétuation de l'arbitraire, notamment dans les licenciements, à demander si le maintien de tant de rigueurs était nécessaire, et à réclamer la possibilité pour les forces sociales de s'organiser afin de pouvoir s'opposer à la bureaucratie.

Enfin, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a annoncé lundi que l'instruction du dossier des dirigeants du KOR (dont MM. Kuron et Michnik), dont l'internement, serait terminée fin janvier.

BERNARD GUETTA.

(2) A l'Assemblée 2, lundi soir, M. Ryszard Wójcik, député et vice-président de la Commission internationale du comité central du parti, a dit que certains internés pourraient ne pas être libérés et leur cas être soumis à l'instruction.

■ Un prix scandaleux de la Liberté à M. Lech Walesa. - Deux journaux libéraux scandinaves, les *Dagens Nyheter* de Stockholm et le *Politiken* de Copenhague viennent de créer un prix de la Liberté doté de 50 000 couronnes (autant de francs). Ce prix a été décerné le lundi 13 décembre à M. Lech Walesa « pour son combat pour le droit de vivre dans la liberté et la vérité ». Selon le *Dagens Nyheter*, « cette lutte concerne les valeurs les plus importantes de la civilisation occidentale : la démocratie, la justice, le pluralisme, la tolérance et le respect de la vie humaine ». - (Reuter.)

Union soviétique

Quand M. Andropov joue les justiciers

Si, en un mois d'exercice du pouvoir, M. Andropov a pris peu de décisions publiques en ce qui concerne la politique étrangère, il n'en est pas de même de la politique intérieure. Comme le laissent prévoir de nombreuses « sources » soviétiques chargées de propager un portrait sympathique du successeur de Leonid Brejnev, c'est à la lutte contre la corruption et l'incompétence que s'est consacré M. Andropov. C'est en tout cas l'idée qu'il veut donner à ses compatriotes.

Il ne se passe pratiquement plus de jours sans que quelque journal soviétique n'annonce une nouvelle décision sur « le front de la lutte » contre la corruption, la criminalité, l'inefficacité de la bureaucratie. Lundi 13 décembre, par exemple, l'agence Tass a annoncé une remise en ordre du secteur des transports ferroviaires, dont le responsable, le ministre Ivan Pavlovski, a été révoqué à la fin du mois dernier. Deux lignes directrices sont données pour cette remise en ordre : amélioration de la planification et renforcement du lien entre le salaire et la productivité.

Ce même lundi, la Pravda critiquait la qualité des informations diffusées par la radio d'Etat. Les nouvelles d'ordre économique sont stéréotypées, affirmait le quotidien du parti ; quant aux informations étrangères, elles sont rarement polémiques et ne rétorquent pas de manière convaincante « aux démissions de propagande antisoviétique ». C'est-à-dire à ces radios occidentales que M. Andropov passerait une partie de son temps à écouter. En conclusion, l'agence Tass est invitée à faire un effort d'imaginer...

La Pravda du samedi 11 décembre commençait elle aussi des articles édifiants pour l'image que M. Andropov est en train de se construire. La plus importante faisait état de la décision du bureau politique d'adopter une attitude plus sévère à l'égard de la criminalité, de la corruption et des désordres publics. Il s'agit là d'une « première », car la presse ne mentionne jamais les décisions prises par le bureau politique lors de ses réunions hebdomadaires. Cet article de la Pravda doit être pris comme un avertissement à de nombreux membres de la « nomenklatura » ; il faisait en effet état de nombreuses lettres de Soviét-

Italie

L'ENQUÊTE SUR LA « FILIÈRE BULGARE »

Le rôle du syndicaliste « espion » est loin d'être éclairci

Le « cas bulgare » a figuré parmi les thèmes des entretiens du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, à Rome. Il a rencontré le président de la République, M. Sandro Pertini, et le ministre des affaires étrangères, M. Emilio Colombo.

An cours d'une conférence de presse, M. Shultz a déclaré que la mise en cause de la Bulgarie « est une affaire sérieuse qui comporte des implications importantes » et que le gouvernement américain attend la fin de l'enquête pour tirer ses propres conclusions. M. Colombo, estimant pour sa part que, pour l'instant, on ne peut « se baser sur des informations incomplètes et loin d'être fondées », a indiqué que rien ne prouvait l'implication de l'Union soviétique ou d'un pays du pacte de Varsovie. « Si ce fait était prouvé, a-t-il dit, cela serait suffisant pour en discu-

ter au sein des instances de l'OTAN et en tirer les conclusions nécessaires ».

A Sofia, l'agence de presse bulgare, sans faire référence à M. Ivanov Antonov, s'emploie à démontrer qu'Ali Agca, militant de la branche terroriste du Mouvement d'action nationaliste turc, a attesté à la vie du pape sur l'inspiration de la C.I.A., puis parlé « dans le sens de la campagne contre la Bulgarie et les pays socialistes ».

D'autre part, le quotidien turc *Hurriyet* (libéral) affirme que Bechtir Celenk, donné comme arrêté par les autorités bulgares, est en fait dans une villa luxueuse des environs de Sofia.

A Rome, c'est le rôle du syndicaliste Luigi Scricciolo qui fait l'objet de nouvelles questions.

De notre correspondant

pourrait organisée dans le plus grand secret, entre un membre de Solidarinos et un représentant des syndicats américains A.F.L.-C.I.O. Scricciolo avait été à l'origine de cette initiative.

En ce qui concerne les finances, écrit le *Corriere della Sera*, Scricciolo aurait parlé aux Bulgares d'un don de 40 milliards de lires fait à Solidarinos par l'ex-président du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi, sur la demande de Mgr Marcinkus qui dirige l'Institut pour les œuvres de religion. Scricciolo aurait en outre fourni des informations sur un plan de Solidarinos en cas d'invasion de la Pologne. Il aurait enfin incité M. Walesa et ses compagnons au radicalisme pour légitimer une répression soviétique.

Scricciolo aurait, d'autre part, à la demande des Bulgares, pris contact avec les Brigades rouges au moment de l'enlèvement du général Dozier (fin 1981) pour en recevoir les informations recueillies sur l'OTAN.

Si certains quotidiens, comme le *Corriere della Sera*, sont prudents, reconnaissant qu'on ignore « quel type d'informations Scricciolo a fournies sur Solidarinos, ni même s'il a fait des aveux en la matière », d'autres sont beaucoup plus proches, l'information chevauchant la spéculation.

Il paraît confirmé que le magistrat instructeur, le juge impostimato, a interrogé Scricciolo lundi 13 décembre. Dans les jours précédents, alors que la presse faisait état de ses « révélations », ses avocats nous affirmant qu'il n'avait pas comparu devant le juge. Du moins en leur présence, mais celle-ci est légalement requise.

Des « révélations » qui n'en sont pas

C'est apparemment grâce au témoignage du secrétaire général de l'U.I.L., M. Benvenuto, entendu samedi dernier par le juge d'instruction, que la magistrature espère vaincre les dernières résistances de Scricciolo qui, jusqu'à présent, a toujours nié avoir été un espion. L'accusation, grâce au témoignage de M. Benvenuto, cherche notamment à vérifier les faits (rencontres, informations, etc.) consignés minutieusement par Scricciolo dans des dossiers dont vraisemblablement, d'après la presse, il donnait des photocopies à ses contacts.

Ce que la presse italienne présente comme des « révélations » de Scricciolo consiste en faits déjà connus sinon établis depuis ses inter-

rogatoires du printemps. Apparemment, selon des sources judiciaires, si Scricciolo fait de nouvelles révélations, ce ne sont pas celles que rapporte la presse, mais d'autres dont on n'a pas encore connaissance. Les liens qu'il aurait entretenus avec les Bulgares sont établis depuis des mois. Scricciolo affirme qu'il ne faisait, au cours de ses rencontres, que commenter la situation italienne. Selon son cousin, Loris Scricciolo, membre des Brigades rouges, qui après son arrestation l'a mis en cause, l'ex-syndicaliste aurait eu pour mission d'organiser un rendez-vous, qui n'eut d'ailleurs pas lieu, dans un cinéma romain entre un brigadiste et un Bulgare au moment de l'affaire Dozier.

La thèse qui fait de Scricciolo un grand espion froid et calculateur à l'usage de l'Est paraît difficilement soutenable à la lumière de ce que l'on sait de sa personnalité. Venu de l'extrême gauche (du groupe Démocratie prolétaire), il n'est guère apparu comme un foudre de guerre, sinon un peu fanfaron. Ses lettres de prison à ses anciens collègues, à ses supérieurs, aux politiciens, sont plus pathétiques que révélatrices d'une forte personnalité. Sans doute pour une raison ou pour une autre était-il dans les mains des Bulgares avant d'entrer à l'U.I.L. Il avait certes été l'un des contacts de Walesa à Rome et l'un des premiers syndicalistes italiens à se rendre à Varsovie. Mais il n'était pas le seul syndicaliste à avoir des liens avec Solidarinos. Loin de là. Qu'il ait pu influencer M. Walesa et l'inciter au radicalisme est une thèse absolument écartée par une source autorisée au ministère de l'Intérieur. Qu'il ait pu fournir des informations aux Bulgares, et donc aux Soviétiques, et « trahir » M. Walesa est vraisemblable, mais on doute dans les milieux informés qu'il ait pu savoir des choses fondamentales.

Le plus surprenant dans le cas Scricciolo, c'est que ses « révélations », présentées comme nouvelles et qui en réalité ne le sont pas, soient précisément au moment où l'affaire Antonov - le fonctionnaire des lignes aériennes bulgares arrêté pour complicité dans l'attentat contre le pape - paraît au point mort. De source informée au ministère de l'Intérieur, on admet que l'on n'a contre ce dernier que les déclarations d'Ali Agca, l'auteur de l'attentat contre le pape. Les avocats de M. Antonov, pour leur part, nous affirment avoir les preuves que leur client n'était pas place Saint-Pierre ni le jour de l'attentat ni les deux jours qui le précédèrent.

PHILIPPE PONS.

MEETING DES SYNDICATS FRANÇAIS

Les difficultés de la solidarité

La salle de la Mutualité, à Paris, était aux deux tiers vide lorsque, le 13 décembre, en début de soirée, le meeting intersyndical organisé à l'initiative du comité de coordination de Solidarinos a commencé. L'état de siège en Pologne, même « suspendu », ne mobiliserait-il plus les militants syndicaux ? Au fur et à mesure que, sur une scène décorée de banderoles rouges et blanches de Solidarinos, s'élevaient les « messages de Pologne », témoignages clandestins souvent toujours acclamés, la salle s'est peu à peu remplie avec notamment le renfort du Collectif Solidarité pour Solidarinos, venant de Beauvoir. Mais la participation est restée en deçà de ce que les organisateurs espéraient.

Pourtant, pour la première fois depuis la bataille des élections prud'homales, les dirigeants de la C.F.D.T., de la C.F.T.C., de la C.G.C., de la FEN et de la F.O. étaient réunis dans une même salle, face à une assemblée à assez forte représentation cégétiste.

Parlant le premier, M. Edmond Maire a vivement attaqué le parti ouvrier polonais, qui « entend régner en maître et en despote, y compris

en dissimulant au gouste à gouste des mesures d'assouplissement pour tenter de se faire accepter ». Louant le peuple polonais, qui « refuse magistralement la prétention du pouvoir à imposer sa loi d'airain », le secrétaire général de la C.F.D.T. a invité « le gouvernement français à conditionner ses relations économiques, financières, culturelles et diplomatiques avec le gouvernement polonais à l'élargissement des libertés en Pologne et à l'instauration d'un dialogue indispensable avec Solidarinos ».

M. Jean Bonnaud, président de la C.F.T.C., a estimé que « la levée annoncée de l'état de siège ne peut être qu'une tromperie si elle n'est pas accompagnée de mesures très concrètes de libéralisation et si des lois continuent à être promulguées refusant toute organisation ou toute association qui ne serait pas aux ordres du pouvoir ».

L'assemblée, qui avait bien accueilli les interventions de MM. Maire et Bonnaud, est devenue plus houleuse lorsque M. Jean Mennu est monté sur la scène, obligeant même les organisateurs à un rappel à l'ordre. Le président de la C.G.C. a eu de nouveau droit à des sifflets lorsqu'il a jugé « significatif que la seule organisation syndicale qui ait enregistré un recul aux élections prud'homales soit celle qui est absente aujourd'hui ».

En l'absence des secrétaires généraux de ces organisations, MM. Le Nouanic (FEN) et Rouzier (F.O.) ont l'un et l'autre jugé incompatibles le communisme et la liberté. Mais le premier a vu dans les mesures d'assouplissement « des signes positifs », tandis que le second parlait de « fausse libéralisation ». Un spectacle de variétés a clôturé la soirée.

M. N.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
Imprimerie :
S. r. l. des Indes
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire : n° 57437.
ISSN : 0026 - 9360.

Marguerite YOURCENAR

Comme l'eau qui coule

nouvelles

GALLIMARD *urf*

EUROPE

De notre correspondant

Espagne

LA TENDANCE DÉMOCRATE-CHRÉTIENNE A IMPOSÉ SES VUES

(De notre correspondant.)

THIERRY MALINIAK

ALAIN CLÉMENT.**UNESCO**

La France cède sa place aux Etats-Unis au Conseil pour la communication

Le Conseil a, d'autre part, entendu un appel de M. Bolla (Suisse), représentant du directeur général de l'UNESCO, en faveur d'un soutien accru du P.I.C., afin de corriger le déséquilibre en matière de communication et de favoriser un nouvel ordre de l'information. La Norvège, les Etats-Unis, le Nigeria, l'Argentine et la Yougoslavie ont été les premiers à répondre à cet appel, en annonçant un total de 1 600 000 dollars de contributions supplémentaires.

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
 Institut privé des Sciences et
 Techniques Humaines
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
 trois certificats

- Au choix : cours du jour ou du soir
- Préparation complète :
 Janv. à Juin avec préparation
 intensive mi-Août au début Sept.

AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris. Tel. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tel. 585.59.35

DIPLOMATIE

(Suite de la première page.)

« Les officiels se prononcent pour l'augmentation des préparatifs militaires », ajoute le journal, qui relève en revanche l'existence en France de « forces agissant de plus en plus activement pour l'arrêt de la course aux armements - et qui - se rendent compte que le déploiement de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe occidentale représente un danger colossal pour la population de l'ensemble du Vieux continent, sans exception aucune ».

Le contentieux sur l'émigration altère sérieusement les relations entre la France et l'Algérie

LA FIN DU VOY

Le gouvern à développe

A l'affaire des refoulements
ajoutent des considérations liées à
l'éventualité de l'obligation d'un visa
pour les Maghrébins. Les officiels
algériens s'étonnent d'avoir « appris
cela par la presse alors qu'eux-
mêmes n'ont été saisis de rien ».
« Lier l'institution du visa au ter-
reux nous paraît inacceptable ; on

DISCOURS DE M. MAURO

M. Mabathir a répondu à Mauroy que son gouvernement haïte d'autant plus développer sa coopération avec la France qu'il ressent la pression de ses grands voisins américains et japonais. « La France est en vue de tous les pays de la région », a-t-il déclaré. M. Mabathir

J.G.

EN MALAISIE

ur se dit prêt
c la France

Les entreprises françaises sont aussi intéressées par d'autres projets à court terme qui nécessiteront des décisions avant la fin de 1983. Il s'agit notamment de construire une usine de traitement de gaz à Kertih (1,2 milliards de francs), une raffinerie à Malacca (près de 3 milliards de francs), une aciérie (3,5 milliards de francs), une usine de pâte à papier, et d'enlever le marché pour l'organisation des transports urbains dans la capitale. Au total, l'ensemble des projets à court terme dans lesquels la France espère devenir partenaire prédominante représente un enjeu d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN BOLLAT.

LA FIN DU VOYAGE DE M. MAUROY EN MALAISIE

Le gouvernement de Kuala-Lumpur se dit prêt à développer la coopération avec la France

Le premier ministre et la déléguée française ont eu, lundi 13 décembre, une première série d'échanges de vues avec les dirigeants malaisiens. MM. Mauroy et Bert, ministre du commerce extérieur, se sont d'abord entretenus de la situation internationale, au cours d'une séance de travail restreinte, et le premier ministre, M. Mahabathir, et son vice-premier ministre, M. Hitam Musa. Le chef de gouvernement a expliqué à son

De notre envoyé spécial

M. Mabathir a répondu à Mauroy que son gouvernement haïte d'autant plus développer sa coopération avec la France qu'il ressent la pression de ses grands voisins américains et japonais. « La France est en vue de tous les pays de la région », a-t-il déclaré. M. Mabathir

également exprimé sa préoccupation devant le regain de protectionnisme qu'engendre la bataille économique entre les Etats-Unis, le Japon et les pays de la C.E.E. Il a regretté, en particulier, que la France exige désormais que les documents d'importation parvenant à ses frontières soient rédigés en français.

M. Mauroy a précisé que, de tous les pays industrialisés, la France est celui qui, « en proportion de son commerce et de son potentiel économique, importe le plus en provenance des pays du tiers-monde » et « le seul à n'avoir jamais adopté de mesures protectionnistes non tarifaires ».

Au cours d'échanges d'opinions élargis qui ont suivi ces entretiens, M. Borel a notamment insisté sur les différents projets pour lesquels des crédits français ont été présentés. Parmi les propositions, on peut citer les décisions budgétaires de Kuala-Lumpur. Le gouvernement malaisien a déjà notamment se prononcer, au cours du premier semestre 1983, sur des crédits destinés à la construction de quatre cars wagons (600 millions de francs), sur un projet de renforcement des voies ferrées nord-sud et de réalisation d'un nouveau réseau ferré est-ouest (plusieurs millions de francs), à la construction de six hôpitaux (500 millions de francs) et sur l'implantation d'une centrale thermique (1,1 milliard de francs). Parmi les programmes immobiliers, un contrat a été signé, le vendredi 10 décembre, pour la construction de 400 logements par la Société générale électrique.

Les entreprises françaises sont aussi intéressées par d'autres projets à court terme qui nécessiteront des décisions avant la fin de 1983. Il s'agit notamment de construire une usine de traitement de gaz à Kertih (1,2 milliards de francs), une raffinerie à Malacca (près de 3 milliards de francs), une aciérie (3,5 milliards de francs), une usine de pâte à papier, et d'enlever le marché pour l'organisation des transports urbains dans la capitale. Au total, l'ensemble des projets à court terme dans lesquels la France espère devenir partenaire prédominante représente un enjeu d'environ 10 milliards de francs.

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL **TOLBIAC**
 Institut privé des Sciences et
 Techniques humaines
 • Concours d'entrée :
ENA
 • Examen d'entrée :
SC.P.O
 PRÉPARATIONS COMPLÈTES
 JANV. à JUIN • JUILLET - AOÛT
 • Entrée en 4^{ème}
 • Solution en cours d'AP
 • Procédure d'admission en 2^{ème} année
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE
 DEPUIS 1953
 AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
 75016 Paris Tel. 224.10.72
 TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
 Tel. 865.59.35

Centre **ISTH** Centre

AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

EXPERTISE COMPTABLE

DECS

diplôme
trois certificats

- **Au choix :** cours du jour ou du soir
- **Préparation complète :**
Janv. à Juin avec préparation
intensive mi-Août au début Sept.

AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 885.59.35

AFRIQUE

Algérie

Vingt-trois intégristes seront jugés pour appartenance à des « organisations subversives »

Alger. — Dans quelques semaines s'ouvrira devant la Cour de sûreté de l'Etat, en présence de la presse, assurant les autorités, un procès qui devrait lever une partie du voile sur les activités de ceux que les Algériens appellent, dans les dîners en ville, les « F.N.M. », ces frères musulmans contre lesquels le pouvoir a décidé de frapper un grand coup. Vingt-trois personnes comparaitront, accusées de constitution d'organisations subversives, de distribution de tracts de nature à nuire à l'unité nationale et de « provocation à attroupements ».

La plupart des accusés sont des enseignants, souvent âgés. Parmi eux, il y a un professeur d'université, M. Abassi Madati, qui a passé une partie de sa vie au Maroc. Un de ses cinq enfants est inscrit au lycée français d'Alger. Si ce détail a été révélé, ce n'est pas pour faire plaisir à Paris, nous a dit un membre du gouvernement, mais pour mettre en évidence le « double langage » d'un homme qui se réclame d'un mouvement hostile à la mixité des écoles, mais inscrit son propre fils dans un établissement étranger.

Un coup d'arrêt à une « trop grande tolérance »

L'annonce de ce procès quelques jours après l'investiture lancée aux activistes intégristes par le président Chadli (le Monde du 7 décembre) met fin, dit-on, officiellement à une période de « trop grande tolérance » à l'égard d'individus qui veulent assouvir leurs ambitions personnelles en utilisant une religion pour la célébration de laquelle « l'Algérie n'a de leçons à recevoir de personne ».

De fait, pendant des années, le pouvoir a donné de nombreux gages à l'islam, « religion d'Etat », selon la Constitution. A côté d'un ministère des affaires religieuses, un Haut Conseil islamique, dans lequel figurent de nombreux membres du parti, veille à la propagation de la pensée islamique, qui donne lieu chaque année à un séminaire national. Rétribués par le gouvernement, des imams ont le statut de la fonction publique. Ils officient dans des mosquées, dont la multiplication est prévue par le plan. Outre ceux qui sont financés par les fonds publics, y compris dans les casernes, il y a de plus en plus d'édifices religieux construits grâce à des souscriptions privées, sans entraves administratives.

Depuis la création de l'Ecole fondamentale de neuf ans, sous la tutelle du ministère de l'enseignement, il n'y a plus d'établissements confessionnels privés, mais des centres culturels islamiques ou des instituts de sciences islamiques se multiplient. Des cours de formation pour les imams dans les mosquées sont ouverts aux citoyens. Inaugurant récemment de tels cours à la mosquée d'El-Biar, près d'Alger, le ministre des affaires religieuses a dit que la mosquée, dans l'islam, fait aussi fonction d'université.

« L'arrogance des nouveaux riches »

Les autorités prêtent leur concours à l'organisation de pèlerinages à La Mecque, où le président Chadli s'est rendu deux fois. La prière du vendredi, jour de repos hebdomadaire, est retransmise à la télévision. Partout, l'appel du muezzin est amplifié par de puissants haut-parleurs pour la prière du matin.

Le pays a connu plusieurs alertes avant même les incidents enregistrés à Alger ces dernières semaines : commandos contre des hôtels de tourisme dans le Sud, attaque de jeunes filles vêtues à l'occidentale, affrontements entre musulmans activistes et militants marxistes dans les universités. Toutefois, peu d'actions d'envergure avaient été entreprises contre les meneurs. Le pouvoir tenait apparemment pour mineures ces déviations face à un courant

De notre correspondant

musulman moderniste, dont l'un des penseurs les plus célèbres officiellement est le cheikh Abdel Hamid Ben Badis, qui exerce une influence profonde en Algérie avant la seconde guerre mondiale.

L'islam, qui a inspiré la lutte d'indépendance, pourrait aussi, aux yeux des gouvernants, jouer un rôle de stabilisation sociale servant à faire accepter des « sacrifices » nécessaires pour la construction du pays. Mais en ouvrant les vannes à une religion dont les fidèles exaltent le caractère « torrentiel », le pouvoir a aussi pris le risque d'être débordé.

Peu à peu, des « mosquées sauvages » se sont multipliées : dans des garages, dans des appartements, dans les cités populaires, mais aussi dans les facultés et dans les hôpitaux. Plus incivils que le clergé souvent bureaucratisé des mosquées « officielles », se révèlent des prédicateurs échappant au contrôle du Haut Conseil islamique.

Dans la capitale, ces « prières » ont généralement lieu en cercle restreint, mais en province et même dans la proche banlieue des haut-parleurs portent jusque dans la rue, où s'assemblent ceux qui n'ont pas pu trouver de place à l'intérieur, des prêches enflammés. N'importe qui peut prendre la parole, un commerçant mécontent des impôts, un gréviste, le temporel se mêlant au spirituel dans la magie du verbe.

Les propos sur « la corruption », « l'arrogance des nouveaux riches », sont devenus de moins en moins prudents devant un public composé en grande partie de jeunes. Il y a ceux qui, en rupture d'études ou en chômage, trouvent un peu d'encouragement dans ces communautés. D'autres, installés dans la vie, seraient sans doute un auditoire moins facile à attirer si le pays offrait davantage de distractions. Dans un récent discours devant les cadres de la nation, le président Chadli a évoqué cet aspect du problème en soulignant la nécessité de « renforcer les capacités de loisir de la jeunesse ».

Faute de pouvoir s'exprimer dans le cadre d'une opposition légale, les hommes politiques en disgrâce tentent sans doute d'utiliser ces tribunes. Certains Algériens s'étonnent que des clans que le président Chadli a écartés du pouvoir continuent à s'exprimer sous une forme détournée dans les « mosquées sauvages ».

Des « connivences avec l'étranger »

En fait, c'est l'ombre de M. Ben Bella qui plane le plus souvent derrière cette agitation. Les autorités ne manquent pas de s'étonner de la subite fièvre mystique de l'ancien président à l'époque duquel « Alger grouillait d'agents trotskistes » et sont visiblement agacées par ses agissements en France. L'exilé aurait rencontré des Frères musulmans à Aix-en-Provence. Bien qu'il ait apparemment échoué à réconcilier des opposants libyens avec le colonel Kadhafi, il aurait ses entrées à Tripoli.

La presse algérienne présente les activités des « groupuscules » inté-

gristes comme une « tentative de déstabilisation de l'Algérie », par « des pays », jamais nommés, qui envieraient « des orientations et des subsides ». De source officielle, on indique que le procès révélera sans doute des « connivences avec l'étranger », mais on n'insiste pas outre mesure sur la thèse du complot ourdi par un ou des pays tiers. On se refuse, par ailleurs, à dire explicitement s'il y a un chef d'orchestre ou simplement plusieurs meneurs agissant en ordre dispersé.

En au moins une occasion, des intégristes ont montré qu'ils pouvaient lancer un mot d'ordre à l'échelle nationale. Il s'agissait, en juillet dernier, de rompre le Ramadan le jour « exact » de l'Aïd el-Segir, déterminé par l'apparition du croissant lunaire, soit un jour plus tôt que celui fixé par les autorités. Cette consigne a donné lieu à de véritables conflits au sein des familles, surtout dans les campagnes. Dans certaines régions, elle aurait été largement suivie.

Le courant intégriste ne trouve pas seulement des adeptes dans les couches sociales les plus déshéritées. Il a des partisans de tous rangs et de toutes professions, y compris parmi les professeurs de médecine. Les autorités ont cependant beau jeu de souligner son caractère réactionnaire et rétrograde en s'adressant aux citoyens, et surtout aux femmes. Dans la vie professionnelle, un clivage est en train de s'opérer entre le modernisme et l'intégrisme.

La bagarre entre fractions rivales qui a fait un mort et plusieurs blessés il y a quelques semaines à l'université d'Alger révèle le degré de cette atteinte en certains cas. Plus souvent, ce sont deux univers différents qui cohabitent en s'ignorant. Vendredi dernier, à Blida, une foule agglomérée écoutait sur le trottoir un prêche prononcé à l'intérieur d'un hangar. Une autre foule indifférente poursuivait son chemin au milieu de la chaussée. Le haut-parleur du prédicateur fonctionnait au maximum de sa puissance, comme pour troubler les conversations entre les hommes qui se tenaient à la terrasse d'un café voisin. A une table, il était question des émissions de télévision étrangères par satellites qui pourraient être captées en Algérie dès 1983. Une grande fenêtre sur l'extérieur, si elle n'est pas refermée. L'intégrisme islamique est un phénomène général, mais qui pourrait devenir particulièrement explosif dans un pays où la recherche d'une identité culturelle est peut-être plus complexe encore qu'ailleurs (1).

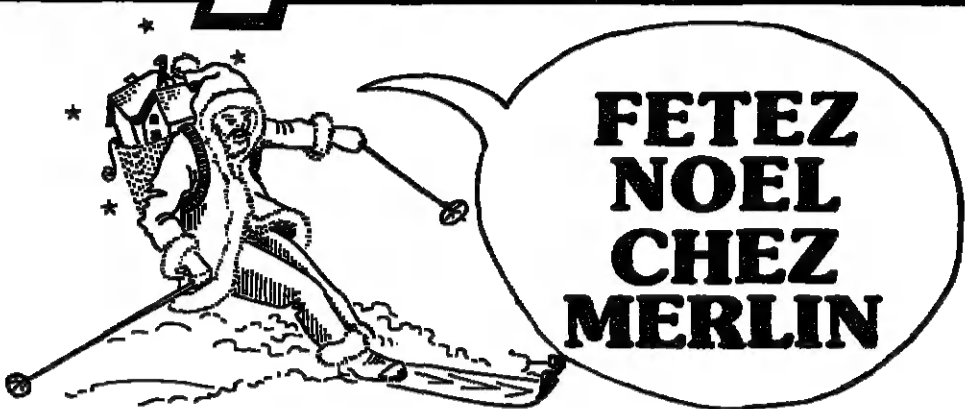
JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) C.f. « Le Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme », (Le Monde des 26, 27, 28, 29 et 30 janvier 1982).

■ Une délégation du parti socialiste français à Alger. — Une délégation dirigée par M. Jacques Hunzinger, secrétaire national chargé des relations internationales du P.S., est arrivée dimanche soir 12 décembre à Alger pour des entretiens avec le F.L.N. sur les questions bilatérales et la situation internationale. — (A.F.P.)

merlin

LE N° 1 DE L'IMMOBILIER-LOISIRS



Devant le succès de son OPERATION
Merlin PROLONGE EXCEPTIONNELLEMENT
son OFFRE jusqu'au 22 DECEMBRE INCLUS

O franc RIEN
à la réservation
VOUS NE COMMENCEZ A PAYER
QU'EN JANVIER 1984*

SOIT UN AN APRES
*après acceptation du dossier et comptant legal
**DEVENEZ PROPRIETAIRE
DANS LES ALPES**
POUR **159000fr.**

PARKING COMPRIS
**DANS LE MASSIF DES BRASSES
à environ 20 mn. de Geneve**



Desloz rependement des immeubles et de l'urbanisme
Tous nos logements sont livrés entièrement terminés
et équipés avec salle de bains aménagée, chauffe-eau
indépendant alimentant salle de bains et bloc cuisine.

Bloc cuisine entièrement équipé avec évier inox, plaques
de cuisson électriques plus four, réfrigérateur, meubles
de rangement sous évier, peintures larmées, revêtements
de sols posés.

**RENSEIGNEZ-VOUS
VITE AUX BUREAUX
MERLIN A PARIS**
31, rue de Rivoli, PARIS 4
Tél. : (1) 277.11.13
pour la région Rhône Alpes
MERLIN A LYON
44, pl. de la République LYON 2
Tél. : (7) 842.50.44

**BON A RETOURNER
A MERLIN**
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS
sans engagement de ma part, envoyez-moi votre
documentation gratuite sur les programmes
NOM : _____
ADRESSE : _____
TEL : _____

Portez-la
pour
les fêtes
avec le crédit

MP



Bague saphirs
et diamants
18 900 F

Crédit MP 10 % comptant
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
(après acceptation du dossier)

Un choix considérable :
Diamants - Rubis - Saphirs -
Emeraude et tous les bijoux or

MP 4 place de la
Madeleine 260.31.44
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue vouloir gratuit sur demande

Une offre exceptionnelle en décembre!

Votre **PEUGEOT**
ou **TALBOT** 1983
moins chère



reprise
de votre voiture plus cher!
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

AFRIQUE

Namibie

Washington révèle l'existence de discussions avec Moscou

La présence de troupes cubaines en Angola et la négociation du conflit namibien ont été l'objet de discussions, la semaine dernière, à Moscou, entre MM Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, et Leonid Ilychev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. Cette rencontre a coïncidé avec une première rencontre officielle, au Cap-Vert, entre Sud-Africains et Angolais (le Monde du 9 décembre).

Selon un officiel américain, cité par le Financial Times de Londres, dans ses éditions du mardi 14 décembre, « quatre ou cinq » contacts soviéto-américains ont eu lieu ces dix derniers mois. Washington souhaitait tenir Moscou au courant des efforts diplomatiques américains pour établir la paix en Afrique australe. « Il n'y a aucune raison de tenter d'arriver à quelque chose qui sera dénoncé de là-bas », a-t-il expliqué.

Ces entretiens, confirmés, lundi, par le département d'Etat, ont précédé l'audience accordée, lundi, à

Maputo, par le président Machel à M. Witner, principal adjoint de M. Crocker, qui est également associé aux négociations avec l'Angola.

Ces démarches interviennent au moment où, faute d'avoir réussi, la politique américaine dite d'« engagement constructif » à l'égard de l'Afrique du Sud (le Monde du 30 novembre) est de plus en plus attaquée au sein du Congrès. Pretoria fait, pour sa part, l'objet de violentes attaques à l'ONU, dont le Conseil de sécurité s'est réuni lundi soir pour examiner la plainte du Lesotho à la suite du raid sud-africain de la semaine dernière (le Monde du 11 décembre). Cette session a été précédée de peu par l'ouverture, devant l'Assemblée générale de l'ONU, du débat sur la Namibie, au cours duquel un représentant de la SWAPO, le mouvement nationaliste namibien, a rejeté sur Washington la responsabilité de l'impasse dans la négociation du conflit.

J.-C. P.

PROCHE-ORIENT

Israël

Deux procès mettent en cause le comportement des militaires dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Un adjudant de l'armée israélienne a été accusé devant un tribunal militaire, le 13 décembre, d'avoir enfreint les consignes lorsque, en avril dernier, pour disperser une manifestation à Khalkhoul, en Cisjordanie, la patrouille qu'il commandait a ouvert le feu, tuant un jeune Palestinien et en blessant deux autres.

Après avoir lancé des pierres en direction des soldats et brûlé des pneus sur la chaussée, un groupe de manifestants s'étaient réfugiés derrière le mur d'une école. Selon le procureur militaire, l'adjudant a immédiatement donné l'ordre de tirer sur le mur sans respecter aucune des précautions d'usage. L'accusé plaide non coupable.

A cette époque, fin mars, début avril, la destitution en série de plusieurs maires cisjordanais, dont ceux des principales agglomérations, notamment Naplouse et Ramallah, avait soulevé une vague d'agitation dans tous les territoires occupés, et les manifestations avaient été sévèrement réprimées. Une vingtaine de Palestiniens avaient été tués ou grièvement blessés par balles en quelques semaines. Le comportement de l'armée avait été vivement critiqué dans l'opposition israélienne, dont certains membres avaient reproché aux militaires d'avoir « la gâchette facile », et ce, de manière systématique, face à des manifestants désarmés. Mais, à ce moment-là, l'état-major avait répondu que, après enquête, il s'agissait que les soldats avaient « suivi les consignes », notamment celle de « tirer en l'air » pour sommation, puis, au besoin, « dans les jambes ».

Un autre procès militaire s'est ouvert au début de la semaine, mettant, lui aussi, en cause l'attitude de l'armée dans les territoires occupés et les ordres qu'elle reçoit. Sept mili-

naires, dont un commandant, sont accusés de s'être livrés en mars à des brutalités sur des lycéens détenus au siège du gouverneur militaire de Hébron, en Cisjordanie. Deux témoins ont affirmé que les jeunes gens, qui auraient été interpellés au hasard après une manifestation, avaient été attachés puis battus à coups de poing et de matraque.

Pour sa défense, le commandant inculpé a impliqué dans cette affaire le gouverneur de Hébron et même le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon. Il a déclaré que le gouverneur, pour justifier les arrestations, s'était référé à des propos tenus par M. Sharon, qui aurait dit : « Nous devons entrer dans ce lycée et frapper durement, sans cela, l'ordre ne sera plus maintenu ». La défense entend recueillir le témoignage de M. Sharon. Les audiences de ce procès ont été suspendues jusqu'à la fin du mois.

D'autre part, la Cour suprême d'Israël, sur la requête d'un groupe d'habitants de Hébron, a ordonné l'arrêt provisoire des travaux de démolition de plusieurs maisons (appartenant à des Arabes) dans le centre de la ville. Ces travaux ont pour but de faire place à la construction d'un nouveau quartier, qui sera occupé par des colons israéliens.

Cette affaire provoque un mouvement de colère dans la ville car, depuis des années, les colons israéliens tentent de s'installer au cœur même de la cité. De nombreuses manifestations ont eu lieu pour tenter d'empêcher cette installation. Elles ont été parfois violentes. En 1980, un colon avait été poignardé dans le souk de Hébron et, le 2 mai, six autres colons avaient été tués dans un attentat.

FRANCIS CORNU.

(Publié)

PROCHE-ORIENT ET TIERS-MONDE

Revue du Comité pour la paix au Proche-Orient
Le numéro 4 vient de paraître

Au sommaire :

LE SOMMET DE FES UN PAS VERS LA PAIX

- Pour une dynamique de paix, par Charles SAINT-PROT ;
- Déclarations du Roi HASSAN II, du président ARAFAT, du président BOURGUIBA, etc.

Pour connaître les positions du Comité pour la paix au Proche-Orient, lisez « PROCHE-ORIENT ET TIERS-MONDE »

10, rue Saint-Marc, 75002 PARIS

(18 F en timbres ou vente en kiosque)

Directeur de la publication : Michel GRIMARD

AMÉRIQUES

Brésil

Les dirigeants du parti communiste ont été arrêtés à Sao-Paulo

Sao-Paulo (A.F.P., Reuters). — Quatre-vingt-quatre personnes, parmi lesquelles figurent les dirigeants du parti communiste brésilien (P.C.B.), ont été arrêtés, lundi 13 décembre, à Sao-Paulo, par la police. Le secrétaire général du P.C.B., M. Giocondo Dias, est au nombre des détenus.

Dans un communiqué, les autorités ont précisé que les membres du comité central du P.C.B. et des délégués de plusieurs Etats de la Fédération assistaient à une réunion au siège de la maison d'édition Jurua, qui publie l'hebdomadaire la Voix de l'unité, organe officiel du P.C.B. (pro-soviétique). Le secrétaire général, M. Giocondo Dias, et sept autres membres du comité central seront jugés pour infraction à la loi sur la sécurité nationale, a-t-on indiqué d'autre part au ministère de la justice. Les autres participants à la réunion seront libérés après avoir été interrogés, précise-t-on de même source.

L'ancien secrétaire général du P.C.B., M. Luiz Carlos Prestes, âgé de quatre-vingt-cinq ans, a protesté à Rio-de-Janeiro contre cet « acte de violence », mais il a aussi dénoncé l'« irresponsabilité des dirigeants du parti qui ont entraîné leurs membres dans cette aventure ».

M. Prestes, l'ancien « chevalier de l'espérance » des années 30, a été relevé de ses fonctions le 17 mai 1980 sur décision du comité central, qui avait désigné pour le remplacer M. Giocondo Dias. Fondé en 1922 par des militants issus du courant anarchiste, le P.C.B. a connu de brèves périodes de légalité entre février et août 1977 et entre le 10 novembre 1945 et le 7 mai 1947, date à laquelle il fut dissous.

A la fin des années 50 et au début des années 60, ses activités ont été tolérées par le gouvernement. Après le 31 mars 1964, date du coup d'Etat militaire, les militants communistes sont passés à la clandestinité, et les dirigeants furent obligés de partir en exil. L'amnistie décidée par le gouvernement au mois d'août 1979 a facilité le retour des dirigeants communistes, qui ont soutenu les candidats du Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.) — opposition de gauche modérée — aux élections du 15 novembre.

Les dirigeants du parti communiste brésilien, qui suivent une ligne rigoureusement pro-soviétique, ont fait preuve de la plus grande modération depuis leur retour au Brésil en vertu de la loi d'amnistie. C'est ainsi qu'ils ont en particulier décidé de soutenir la formation la plus modérée de l'opposition légale, le parti du Mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.), eux-mêmes étant empêchés de participer directement au scrutin du 15 novembre.

La réunion qu'ils ont tenue à Sao-Paulo, et au cours de laquelle ils ont été appréhendés, était certes illégale au regard de la loi, mais ce n'était pas la première. Et les autorités avaient jusqu'alors fermé les yeux. L'arrestation spectaculaire de tout l'état-major du P.C.B. est donc une indication supplémentaire de l'irritation de certains secteurs militaires du gouvernement qui s'inquiètent déjà des répercussions de la victoire de l'opposition dans les grands Etats du sud aux élections du 15 novembre. Il faut rapprocher cette décision de la très nette mise en garde adressée, la semaine dernière, par le général Figueiredo, au nom des forces armées, à M. Leonel Brizola qui est officiellement confirmé comme nouveau gouverneur de l'Etat de Rio. Malgré ce succès démocratique, M. Brizola a été instamment prié par les militaires de « limiter ses ambitions ». — M. N.

• M. Leonel Brizola, chef du Parti démocratique du travail (P.D.T., opposition) a remporté les élections pour le poste de gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro. Le tribunal électoral régional a indiqué que M. Brizola avait obtenu 709 264 voix, contre 1 530 728 à M. Moreira Franco, du parti démocratique et social (gouvernemental). Le candidat du Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.), M. Miro Teixeira, vient en troisième position avec 1 073 471 voix, devant M. Sandra Cavalcanti du Parti du travail brésilien (P.T.B.), 536 389 voix, et M. Lisnêas Maciel du Parti des travailleurs (P.T.), 152 616 voix.

ASIE

Pékin, New-Delhi

et les danses de l'Arunachal Pradesh

De notre correspondant

Pékin. — La Chine n'a pas apprécié sans mélange l'hospitalité indienne lors des récents Jeux asiatiques qui se sont déroulés à New-Delhi et qui ont vu un remarquable succès d'ensemble des sportifs de Pékin. En apparence, tout, pourtant, s'était passé pour le mieux, et certains responsables chinois avaient même félicité la nation organisatrice pour son accueil et le bon ordonnancement des compétitions.

Mais il faut croire que, entre Pékin et New-Delhi, il ne peut y avoir de roses sans épines. La délégation chinoise, en l'occurrence, n'a pas du tout goûté le spectacle offert par les autorités indiennes aux participants à ces Jeux lors de la cérémonie de clôture. Selon l'agence Chine nouvelle, qui a publié, à ce sujet, un communiqué le mercredi 8 décembre, le programme comprenait, en effet, deux danses — la Danse du lion et la Danse du paon — présentées comme représentatives de l'Arunachal Pradesh.

Or qu'est-ce que l'Arunachal Pradesh, s'indigne la Chine nouvelle ? C'est un prétendu « Etat » que l'Inde a créé en 1972 et dont la plus grande partie du territoire se situe au sud de la ligne Mac Mahon fixée par les Anglais au début du siècle, mais que la Chine populaire ne reconnaît pas comme tracé frontalier. Les cartes chinoises ne tiennent d'ailleurs aucun compte de cette ligne et englobent effectivement dans le territoire chinois une bonne partie de l'Etat indien d'Arunachal Pradesh, dont Pékin considère qu'il a été « illégalement grignoté et occupé par l'Inde depuis son indépendance ».

L'affaire est d'autant plus sérieuse, du point de vue de Pékin, que, en agissant comme il l'a fait, le gouvernement indien a sorti cette dispute territoriale de son cadre bilatéral et en a fait une affaire internationale.

L'INDE N'A PAS INVITÉ DE DÉLÉGATION DU CAMBODGE AU SOMMET DES NON-ALIGNÉS

New-Delhi (Reuters, A.F.P.). — L'Inde a lancé les invitations aux quatre-vingt-dix-sept chefs d'Etat de gouvernement et de mouvements de libération appelés à participer au septième sommet des pays non-alignés, en mars 1983, à New-Delhi, sans en adresser au Cambodge. Le porte-parole du ministère indien des affaires étrangères a indiqué, lundi 13 décembre, qu'il appartiendrait aux participants à la conférence de statuer sur la représentation cambodgienne.

Lors du précédent sommet, en septembre 1979, à La Havane, le siège du Cambodge avait été laissé vacant. Il est revendiqué à la fois par le gouvernement pro-vietnamien de M. Heng Samrin, que New-Delhi a reconnu, et par la coalition récemment formée par les trois groupes hostiles aux autorités de Phnom-Penh, et présidée par le prince Sihanouk.

Une telle attitude, estime la Chine nouvelle, est « peu honorable ». Mais cette critique n'est assortie d'aucune menace particulière, signe que la Chine a décidé de doser sa mauvaise humeur.

Pour éviter un tel incident, l'Inde aurait sans doute dû se souvenir qu'il n'est diplomatiquement pas sans danger de vouloir faire le paon.

MANUEL LUCBERT.

• Les autorités de New-Delhi ont annulé, samedi 11 décembre, la visite que devait effectuer à Pékin une délégation officielle invitée à participer à une cérémonie organisée à la mémoire d'un médecin indien ayant combattu aux côtés des Chinois lors de la guerre sino-japonaise. Cette décision a été prise en signe de protestation contre le commentaire de la Chine nouvelle accusant l'Inde d'avoir utilisé les récents Jeux asiatiques pour affirmer sa souveraineté sur des territoires faisant l'objet d'une contestation entre les deux pays. New-Delhi se déclare cependant toujours désireux de « persévérer dans ses efforts pour normaliser ses relations avec Pékin ». — (A.F.P.)

• L'ancien ambassadeur de Chine à Paris, M. Yao Guang, a été cité en tête des vice-ministres chinois des affaires étrangères par l'agence Chine nouvelle, qui évoquait samedi 11 décembre une réception organisée à Pékin en l'honneur des missions diplomatiques étrangères. Elu en septembre dernier au comité central du parti communiste chinois (P.C.C.), M. Yao, soixante et un ans, sera chargé des affaires d'Europe occidentale. Ce secteur était, jusqu'à présent, couvert par un autre vice-ministre des affaires étrangères, M. Zhang Wenjin, qui vient d'être choisi pour être le nouvel ambassadeur de Chine à Washington. — (A.F.P.)

• Le maréchal Ye Jianying, président de l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.), a clos vendredi 10 septembre, à Pékin, la session annuelle de l'A.N.P. en présolvant un rajustement de la direction de cet organisme. Le maréchal Ye a également souligné la nécessité d'une « coopération étroite » entre les jeunes et les vieux dirigeants. Agé de quatre-vingt-cinq ans et en mauvaise santé, M. Ye n'a eu la force de prononcer que les premières phrases de son discours, dont le reste a été lu par un speakerie de la radio-télévision. — (A.F.P.)

• Une église catholique de Canton, très endommagée pendant la révolution culturelle, a rouvert ses portes après avoir été restaurée, annonce, lundi 13 décembre, la presse locale. L'évêque de Canton, Mgr Ye Yingyuan, y a célébré la messe dimanche dernier. Cette église avait été construite il y a quatre-vingt-douze ans. Une autre église de Canton, la cathédrale du Sacré-Cœur, avait été rouverte en 1979. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• LES AUTORITÉS AFGHANES ont démenti les affirmations du Tribunal permanent des peuples (le Monde du 9 décembre) selon lesquelles des soldats soviétiques auraient fait périr par le feu cent cinq personnes dans la province du Logar, à l'indiqué Radio-Kaboul. L'agence officielle Bakhtar a également démenti que les forces gouvernementales utilisent des armes chimiques dans la lutte contre la résistance (le Monde du 10 décembre). D'autre part, un jeune commandant de la résistance, Abdur Rahman, ancien officier de l'armée, a été tué récemment au cours d'un accrochage dans la province de Nangarhar. Il est le quatrième chef de maquis à tomber dans cette région où des combats se poursuivent depuis six semaines. Enfin, dans des « aventures télévisées », deux des responsables présumés des récents attentats dans des restaurants de Kaboul (le Monde du 18 et du 10 décembre) ont indiqué, selon la presse tchécoslovaque, appartenir au mouvement de résistance Hezbi-e islami, dirigé par M. Gulbuddin Hekmatyar. — (A.F.P., U.P.I.)

Hongrie

• UNE MESSE RADIODIFFUSÉE EN DIRECT POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1948. — Célébrée en latin, en hongrois et en allemand en l'église Saint-Matthieu de Budapest par le primate de Hongrie, le cardinal Lékai, elle a été diffusée, dimanche 12 décembre. Jusqu'à présent, la radio diffusait deux fois par mois des services réalisés en studio. Les catholiques hongrois espèrent que la messe de Noël sera également retransmise. — (A.F.P.)

Guatemala

• LE GÉNÉRAL RIOS MONTT, chef de l'Etat, a demandé à tous

les membres du gouvernement et à certains hauts fonctionnaires de lui remettre leur démission, a annoncé lundi 13 décembre un porte-parole de la présidence. Le général entend avoir les mains libres pour former un nouveau cabinet. Il a déclaré, d'autre part, que la rébellion était en cours de destruction, en précisant toutefois que le gouvernement devait encore éliminer les causes profondes de cette rébellion. — (Reuters.)

Maurice

• VICTOIRE DE LA GAUCHE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES. — Le Mouvement militant mauricien (M.M.M.), principal parti de la coalition au pouvoir, a remporté, à une écrasante majorité, les élections municipales du dimanche 12 décembre. Les résultats, moins ceux de deux arrondissements devant encore être confirmés, indiquent que le M.M.M. a obtenu 115 des 126 sièges, alors que le parti travailliste obtient 8 sièges dans la ville de Vacoas-Phoenix. Le Parti mauricien social démocrate (P.M.S.D.), principal rival du M.M.M., n'a obtenu que 3 sièges dans la ville de Beau-Bassin-Rose-Hill. M. Gaetan Duval, dirigeant du P.M.S.D. et actuel chef de l'opposition, a été battu dans la ville de Curepipe, autrefois un bastion du P.M.S.D. Le M.M.M. contrôlera donc les cinq municipalités (Port-Louis, Curepipe, Vacoas-Phoenix, Quatre-Bornes et Beau-Bassin-Rose-Hill). — (A.F.P.)

Sénégal

• M. ABDOU DJIOUF a été officiellement investi comme candidat à l'élection présidentielle du 27 février prochain par le parti socialiste sénégalais, dont le congrès s'est tenu en fin de semaine à Dakar. La candidature du président Diouf, secrétaire général du P.S., qui, depuis le 1^{er} janvier 1981, achève le mandat de son prédécesseur démisionnaire, ne faisait aucun doute. Pas plus que n'en fait son élection, que l'on prévoit généralement triomphale, car aucun de ses adversaires, potentiels ou d'ores et déjà déclarés, ne fait actuellement le poids. — (Corresp.)

Vietnam

• UN GROUPE DE VINGT ET UN ENFANTS AMÉRIAINS et seize membres de leurs familles, soit un total de trente-sept personnes, quitteront Ho Chi Minh-Ville, jeudi 16 décembre, pour les Etats-Unis, apprend-on à Hanoï. Il s'agit du troisième départ d'Américains depuis septembre. Un premier départ de onze enfants avait eu lieu le 30 septembre, et un second en octobre (vingt-six enfants). Tous font partie d'une liste de quatre-vingt-neuf enfants communiqués en août dernier par Washington au Vietnam. — (A.F.P.)

SCIENCES-PO
préparation à partir de janvier sur place, et par correspondance 1^{re} et 2^e années — Fin d'A.P.
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-94-94 - 748-08-19
enseignement supérieur privé

Le Sénat repousse la notion d'un « droit au transport »

Le Sénat a commencé, lundi 13 décembre l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs, adopté le 15 octobre dernier par l'Assemblée nationale.

Ce texte, qui vise à harmoniser la réglementation en vigueur et à établir les bases globales d'une nouvelle politique des transports, a aussi pour objet de doter la S.N.C.F. d'un statut nouveau pour remplacer l'actuelle convention, signée le 31 août 1937, qui arrive à expiration le 31 décembre prochain.

La S.N.C.F., société anonyme d'économie mixte, dont le conseil d'administration comportait des représentants d'actionnaires privés, deviendra le 1^{er} janvier un établissement public à caractère industriel et commercial, soumis, comme E.D.F., G.D.F. ou la Charbonnages de France, aux règles applicables aux sociétés de droit privé.

Le projet que présente devant le Sénat comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale (le Monde daté 17-18 octobre), M. Piterman, ministre d'Etat, ministre des transports, concerne l'ensemble des transports terrestres.

En réaction contre les principes d'un libéralisme destructeur, dit le ministre, il établit des paramètres sociaux qui font contrepois au critère trop exclusif de la rentabilité financière, et il proclame un droit nouveau : le droit au transport, qui implique notamment des mesures particulières pour les handicapés et toute personne défavorisée par leur éloignement ou leur isolement.

Le rapporteur, M. Ceccaldi-Pavard (Un. centr., Essonne), reconnaît des mérites à ce projet. Il lui reproche néanmoins d'avoir souvent « le ton un peu flou d'un exposé des motifs ». D'autre part, estime-t-il, il y a déjà un siècle que les pouvoirs publics ne laissent plus le domaine des transports (en particulier par voie ferrée) à la merci d'un « libéralisme destructeur » et interviennent pour imposer d'autres règles que celle de la rentabilité pure. Le rapporteur craint toutefois que la notion de « coûts sociaux » introduite dans la loi ne vienne par trop « occulter le coût économique réel d'exploitation ».

Le rapporteur refuse aussi la notion de « services publics des transports », qui, dit-il, « laisse planer un doute sur le respect des lois de la concurrence ». Il conteste enfin l'affirmation selon laquelle le transport ferroviaire « apporterait une contribution essentielle à la vie économique et sociale de la nation ».

« que et sociale de la nation », alors, déclare M. Ceccaldi-Pavard, que « la part du rail au transport est minoritaire ».

Dans la discussion générale, les orateurs de gauche défendent la notion du « droit au transport », sur laquelle s'interrogent les orateurs de la majorité sénatoriale. Ceux-ci, généralement, critiquent les imprécisions juridiques du texte et condamnent ce qu'ils estiment être les « privilèges » accordés à la S.N.C.F. Les problèmes de l'aviation civile ne sont pas traités dans le texte de façon spécifique. M. Piterman (P.S., Paris) voudrait, toutefois, que soient précisées les responsabilités respectives des collectivités locales et de l'Etat dans les transports aériens.

Plusieurs orateurs critiquent la priorité qui est donnée, selon eux, aux transports urbains sur les transports interurbains. M. Caillaud (M.R.G., Lot-et-Garonne) s'intéresse particulièrement à la liaison fluviale Rhin-Rhône, mais approuve globalement le projet.

Les sénateurs entendent ensuite la discussion des articles et adoptent, dès l'article premier, trois amendements présentés par leur commission, qui suppriment notamment la référence « au droit au transport ».

Article 2 : Ayant refusé le principe d'un droit au transport, « que personne ne conteste », dit le rapporteur, s'il s'agit du simple droit à se déplacer, le Sénat précise les conditions d'accès au transport public : prix accessible à l'usager et « d'un coût acceptable pour la collectivité » ; mesures pour les handicapés physiques et les catégories sociales les plus défavorisées, mais « mesures progressives ».

Article 3 : Le Sénat repousse la référence à la notion de « coûts sociaux », jugée trop vague.

Article 5 : Suppression de la référence au « service public des transports », jugée, elle aussi, trop vague.

Article 6 : Le Sénat ne veut pas que puisse être établie par la loi un lien entre la tarification routière obligatoire et les tarifs de la S.N.C.F.

Un peu après minuit, le Sénat interrompait sa discussion (très confuse) au chapitre qui traite « des conditions sociales et de la sécurité », et notamment de la responsabilité des transporteurs routiers.

A. G.

M. Lalonde : La gauche a enterré des trésors d'enthousiasme

La revue Combat Nature publie, dans son numéro de décembre, un article de M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, très critique vis-à-vis de la gauche, à laquelle il reproche d'avoir, « en un an, enterré des trésors d'enthousiasme et de dévouement ».

L'ancien candidat des écologistes à l'élection présidentielle estime que « les modèles économiques proposés par la gauche comme par la droite et l'espèce de compromis auquel ces modèles aboutissent en fait ne répondent pas aux aspirations des Français, ni à l'exigence d'équité sociale, ni au chômage et à l'inflation ».

M. Lalonde affirme que la « nouvelle politique économique socialiste n'apporte aucun remède efficace contre le chômage », problème dont la solution « passe par le partage et la solidarité ». Il faut, selon M. Lalonde, « favoriser les horaires à la carte et le temps partiel sans alourdir les charges des entreprises », et notamment augmenter, « pour les entreprises qui proposent des emplois à temps partiel, le seuil au-delà duquel doit être instaurée une représentation du personnel ».

L'animateur des Amis de la Terre regrette que « la plupart des mesures prises contribuent davantage à protéger du chômage les travailleurs pourvus d'un emploi qu'à réduire le chômage », et il observe que « les barrières élevées contre le licenciement sont aussi des barrières à l'embauche ».

Jugeant nécessaire d'« admettre l'idée sacrilège qu'il existe des patrons exploités et des travailleurs exploités », M. Lalonde estime que « la gauche, au fond, pour une part, n'a rien compris au phénomène technocratique, croyant encore au patronat à queue de pie », et que les nationalisations ont créé « de nouvelles catégories de privilégiés, bêtes, comme E.D.F., sur l'alliance entre la technocratie et le corporatisme ».

M. Lalonde invite les écologistes à défendre « un nouveau partage des activités de chacun entre le travail organisé et des activités autonomes, productives ou non, qui prendraient une place croissante dans la définition des niveaux et des modes de vie ».

Selon l'animateur des Amis de la Terre, « l'autonomie est une réponse au chômage et à l'insécurité plus attrayante et sans doute plus efficace que la recherche exclusive d'emplois aléatoires ».

* Combat Nature. B.P. 80, 24003 Périgueux.

M. MICHEL PONIATOWSKI : LA DÉCRUE SOCIALISTE EST DÉJÀ AMORCÉE

M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui était, le 10 décembre, l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, a estimé que « la décrue socialiste est déjà amorcée et va s'accroître aux municipales ».

« Mais, a-t-il précisé, la France est un pays tout en nuances, tout en finesse. où les mouvements psychologiques et politiques ne sont jamais brutaux. Nous assistons en ce moment à une période de transition. Il y a des gens qui ont abandonné le soutien socialiste et communiste mais qui ne se sont pas encore reconvertis sur l'opposition. (...) [Ce] électoral est en suspens [et] probablement n'ira pas voter au moment des municipales. En revanche, selon M. Poniatowski, « un certain nombre d'abstentionnistes [du 10 mai] voteront contre la majorité en mars 1983 ».

Interrogé sur le déjeuner qui avait réuni, le 24 novembre, MM. Chirac et Giscard d'Estaing, le président d'honneur du P.R., a affirmé : « Les situations ont évolué et les hommes aussi. Par conséquent, je crois que nous pouvons maintenant repartir d'un bon pied. (...) Le problème du déjeuner, c'était de mettre face à face, pour organiser l'opposition, les deux responsables des grandes formations de l'opposition. »

M. Poniatowski a accusé le gouvernement de « ne pas tenir ses promesses, de déclarer de mentir », et s'est déclaré convaincu que M. Jacques Delors « devra dévaluer ».

L'ancien ministre de l'Intérieur a longuement évoqué la Pologne et invité l'Occident à « définir une réponse stratégique globale au défi stratégique global de l'Union soviétique ».

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Les embûches d'avant-Noël

Bien sûr, il y a les difficultés, les « embûches », comme l'observe Claude Estier dans L'UNITÉ. Mais le directeur de l'hebdomadaire du P.S. souhaite aussi qu'on ne « dissimule », ni ne « minimise » les résultats obtenus par le gouvernement, ainsi la progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, ou celle du nombre d'offres d'emploi, ou encore la modération de la hausse des prix à moins de 10 %.

Sur ce dernier point, Bernard Hartemann, dans LA VIE FRANÇAISE, parle d'« irréalisme », qui, en matière de prix, « conduit très rapidement à des distorsions de tous ordres ». Il observe : « Le gouvernement stocke les hausses. Tout est dans la seringue », et elle pourrait bien, quelque jour, se vider... »

Dans LE FIGARO MAGAZINE, Louis Pauwels note : « Personne n'aurait pu imaginer qu'après avoir nié catégoriquement l'existence d'une crise internationale et mis toutes les difficultés au compte unique des précédents gouvernements, M. Mitterrand et ses affidés auraient osé passer, en un an, des largesses sans mesure à des restrictions sociales sans précédent et justifier ce virage en catastrophe par « l'aggravation de la crise ». Personne, non plus, n'aurait pu imaginer que la plupart des Français accepteraient un aussi éclatant retournement par échec et une explication si éhontée. Mais quoi ! Beaucoup de nos concitoyens sont passés de l'état de grâce à l'oscillation entre l'état d'indifférence et l'état d'indulgence. »

Sous le titre « A la recherche du moral perdu », Roger Priouret, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, constate : « Il n'y a qu'une reprise de l'activité qui redonnera du mordant à tous, y compris aux dirigeants du secteur privé, dont les réticences tomberont quand leurs marchés s'élargiront. Mais nous n'en sommes pas là : le système économique dans lequel baigne la France à direction socialiste, qu'on l'appelle capitaliste ou de libre entreprise, traverse une crise qui sera longue et dure. Il n'est pas encore question d'en prévoir la fin mais de s'armer le mieux possible pour y survivre. »

La crise touche aussi la défense, relève Christian d'Epenoux dans L'EXPRESS. Il écrit : « Les vagues sont sérieuses, et le gouvernement ne peut esquiver un débat qui suscite d'aussi graves interrogations. »

La crise, l'austérité, viennent d'assombrir brutalement la lune de miel quasi miraculeuse, favorisée par Charles Hernu, entre le gouvernement socialiste et son armée. « A cela, le premier ministre croit devoir répondre que la « rigueur doit s'appliquer à l'ensemble de la collectivité nationale ». C'est-à-dire à tout le monde. Les militaires admettent que l'on rationne le beurre, mais pas les canons. Certains de ne pas être, quand il s'agit de la défense du pays, des Français tout à fait comme les autres. »

Pour Arlette Laguiller, « Mauroy sait fort bien prêcher la rigueur aux travailleurs mais il n'ose pas faire la leçon aux militaires ». Dans LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste), elle affirme : « En fait, les élections peuvent changer le gouvernement, mais pas l'Etat. Et l'Etat, c'est l'armée, la police, la haute administration. Et l'Etat appartient à la classe qui possède l'argent, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Alors, de gauche ou de droite, les gouvernements peuvent se succéder mais sont toujours des gouvernements de la bourgeoisie. Et pour les militaires, de toute façon, gauche, droite, gauche, droite, le gouvernement doit toujours marcher au pas ! »

François d'Orcival, dans VALEURS ACTUELLES, conteste l'adaptation de la défense aux moyens disponibles, car, écrit-il, c'est « la première des protections sociales ».

Ce n'est pas tant le gouvernement que son chef, M. Mauroy, qui retient l'attention de Denis Jeambar dans LE POINT. Le premier ministre, explique-t-il, doit manœuvrer « sur trois terrains » à la fois : l'économique, le social et le politique. Pour Denis Jeambar, « entre François Mitterrand et Pierre Mauroy, l'harmonie d'hier s'altère insensiblement de quelques grincements ». Le « comportement » de M. Mauroy, estime-t-il, « rappelle de plus en plus celui du premier ministre Jacques Chaban-Delmas (...) avant que Georges Pompidou ne s'en sépare ». Il poursuit : « Impitoyable, l'opposant François Mitterrand écrivait alors : « M. Chaban-Delmas est (presque) partout, le premier ministre n'est nulle part ». A l'évidence, ce danger d'une certaine « absence » guette aussi Pierre Mauroy. François Mitterrand espère que son premier ministre y échappera d'ici les élections municipales de mars 1983. Pierre Mauroy aussi. — A. Ch.

Nice - Renaissance

En cette fin de siècle
se joue le destin
d'une ville.

Nice, la Baie des Anges : qui ne connaît ?

Nous refusons que Nice, ville de rencontres et d'imagination, ville d'art, soit l'enjeu d'intérêts occultes. Trop de villes sont mortes pour avoir été ainsi livrées.

Nous le refusons pour Nice que nous aimons.

Nous le refusons pour le pays tout entier. La cinquième ville de France ne peut être abandonnée.

Nous sommes humiliés et blessés quand Nice est présentée par la presse comme une cité noire et corrompue propriétés de clans et de gangs.

Nous devons mettre fin aux conditions qui permettent de telles informations de paraître vraisemblables, de se répandre et de nuire à l'activité niçoise.

Nous refusons le déclin de Nice, qui a les moyens d'être une capitale.

Nous voulons la Renaissance de Nice.

Nous voulons que Nice appartienne à ses habitants, et ne soit pas la propriété d'un homme et de sa clientèle.

Nous voulons la Renaissance de Nice pour que la beauté de son site et de ses rues soit source de vie et de Démocratie.

Nous voulons Nice dynamique et inventive, digne et fière.

Premiers signataires

Max GALLO
écrivain, Député des Alpes-Maritimes
Jean-Pierre AMRAM
cardéonien
Joël BLUMENKRANTZ
avocat
Jean-Paul BOCHOT
médecin des hôpitaux
Raoul BORRA
inspecteur honoraire,
ancien Député-Maire de Bône
Michel BUTOR
écrivain
Catherine CAMUS
mère de famille
Jean CEA
professeur de mathématiques appliquées
Marie-Rose CHAMOCINI
agente hospitalière
René CHARRAYRE-FEST
étudiant
Jean-Hugues COLONNA
Député des Alpes-Maritimes
Roger CONDOM
maître assistant physique-chimie
Jean-Pierre FAYE
écrivain, maître de recherches
Pauline FRANCESCO
professeur titulaire
Philippe GILETTA DE ST JOSEPH
étudiant
Vincent GRAU
médecin
Jacques HUSETOWSKI
journaliste
Fanny KART
retraite
Raymond JEAN
écrivain, universitaire
Pierre JOSSELET
laborant de l'ordre des avocats de Nice



Appellent à signer ce texte et envoyer vos dons à :

René CHARRAYRE-FEST
Boîte Postale 251
06008 NICE CEDEX

Thérèse-Marie LARRE
infirmière
Jacques LECALURE
ingénieur
Danielle LETHURGEZ
consulière d'orientation
Fernande LUCAS
directrice d'école
Claudine LUCCHINI
commerçante venue Nice
Henn MACCHERONI
plaisicien
Claude MANCERON
historien
Jacques MARTIN
doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nice
Vital MASSIANI
retraite militaire
Georges MIGLIORI
chirurgien des hôpitaux
Régis MIRO
employé S.N.C.F.
Jacques MITTERRAND
administrateur civil, conseiller honoraire de l'Union Française
Jacques MORGENTERN
professeur en informatique
Jean-Marc NALLET
cadre V.R.P.
André NOUSCHI
professeur à la Faculté des Lettres de Nice
Anne OTTAVI
maître assistant à la Faculté des Lettres de Nice
Michel ORIOL
sociologue
Suzanne RIDEAU
mère de famille
Marie-Lorraine ROMEO
retraite
Alain VIVARAT
architecte D.P.L.G.
etc.

POLITIQUE

M. DELORS : JE SUIS UN MINISTRE HEUREUX.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, déclare, dans une interview publiée le mardi 14 décembre par le *Matin* : « Je suis un ministre heureux parce que la politique que nous menons va dans la bonne voie et que nous en récolterons le fruit en 1983. (...) Je me suis battu pour que cette politique soit prise en considération. Comme c'est le cas, je suis un ministre heureux. » M. Delors répond ainsi aux commentaires qui ont été faits après son intervention, le dimanche 12 décembre, au colloque organisé par le P.S. sur les nationalisations. Il s'était alors présenté comme un ministre « affaibli ». « C'était une note humoristique et non désenchantée », a-t-il dit au *Matin*.

M. Delors répond également aux propos tenus, lors de ce colloque, par M. Lionel Jospin, selon lesquels, « entre le tout de l'utopie et le rien du réalisme, il y a place pour avancer et agir ». « Est-ce que l'homme qui a le premier parlé de l'éducation permanente dans les années 60, celui qui a proposé le premier la création d'un troisième secteur d'activité pour lutter contre le chômage, qui a le premier évoqué l'idée du temps choisi, est-ce qu'on peut le mettre dans le camp des « réalistes », déclare-t-il. Je n'accepte pas que l'on me mette parmi ceux qui disent qu'il n'y a rien à faire. »

M. CHIRAC : LA PENSÉE DE L'ÉPISCOPAT EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE EST « BIEN FAIBLE ».

M. Jacques Chirac, à son retour de Rome, où il avait été reçu, lundi 13 décembre, par le pape, a critiqué, dans une interview à l'*A.F.F.*, la déclaration des évêques de France sur la situation économique (le *Monde* du 2 octobre) : « Personne, a-t-il dit, ne peut contester à l'épiscopat le droit de porter, au nom de l'Évangile, et à la lumière de la doctrine sociale de l'Église, un jugement sur les conditions dans lesquelles est réalisée la justice dans une société donnée. Mais, dans le cas de la France, j'observe que la déclaration des évêques fait apparaître une pensée bien faible en matière économique et sociale et un multilateralisme tout à fait contraire aux exigences du progrès social. »

Selon M. Chirac, « le moment choisi pour rendre public ce document a permis son immédiate récupération par le gouvernement et le parti socialiste, qui ont proclamé que l'Église cautionnait leur politique économique et sociale. Une grande majorité des catholiques n'aurait pas que leurs pasteurs fassent de la politique. »

LE « PARLEMENT DE NAVARRE » REJETTE LA CRÉATION D'UN CONSEIL DU PAYS BASQUE

(De notre correspondant)

Bayonne. - Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques (Parlement de Navarre) (1), qui préside M. Franz Duboscq (R.P.R.), a été chargé par le ministre de l'intérieur de la décentralisation, M. Gaston Defferre, d'élaborer la mise en place d'un conseil de développement culturel et économique pour le Pays basque. C'était là une des propositions du rapport Ravaud établi à la suite d'une mission qui étudia, au printemps dernier, la spécificité des problèmes de cette région et l'opportunité de la création d'un département basque (le *Monde* du 16 juillet).

Le conseil de développement constituant les prémices d'un nouveau département, cette idée n'a pas été retenue par le Parlement de Navarre, qui, dans sa majorité, est hostile à la partition des Pyrénées-Atlantiques. Les élus ont estimé qu'il fallait étendre ce conseil à l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques.

Cette nouvelle instance serait formée de deux sections : l'une culturelle chargée de prendre en considération les problèmes relatifs aux cultures et aux langues basques, gasconne et béarnaise, l'autre économique et sociale. D'autre part, alors que le rapport Ravaud prévoyait une représentation minoritaire des élus (un tiers), le conseil général a souhaité un nombre de sièges égal pour les élus et pour les représentants socio-professionnels au sein de ce conseil, qui n'aurait qu'un pouvoir consultatif.

M. Jean-Pierre Destrade, député (P.S.), s'est élevé contre ce projet. Pour lui, « étendre le conseil de développement à l'ensemble du département revient à ne pas reconnaître la particularité du Pays basque ».

PATRICIA GAUDIN.

(1) Édité en 1620, à Pau, le bâtiment où siège le conseil général des Pyrénées-Atlantiques porte traditionnellement le nom de « Parlement de Navarre » et, par extension, cette appellation s'applique à l'assemblée départementale elle-même. Jusqu'à la Révolution française, ce bâtiment abritait une cour de justice.

LA FRANCE, L'AFRIQUE ET LE TIERS-MONDE

Entre Alceste et Philinte...

De toute évidence, l'interprétation qui a été donnée dans la presse française et étrangère du départ de M. Jean-Pierre Cot du gouvernement n'a guère été précisée à l'Élysée. Plus précisément, l'idée qu'il puisse y avoir d'un côté un « idéologue », donc fidèle aux options socialistes (M. Cot), et d'un autre côté un « réaliste », donc infidèle à ces mêmes options (M. Mitterrand), est vigoureusement combattue.

Ne serait-ce que parce que les mêmes (l'opposition) qui dénoncent l'utopisme du chef de l'État, coupable de désorienter nos principaux partenaires africains au lendemain de son accession au pouvoir, fustigent aujourd'hui avec une égale énergie une « réalpolitik » qu'ils appelaient pourtant de leurs vœux (1).

Mais l'essentiel, aux yeux du chef de l'État, est que personne ne peut apporter la preuve que la France, sous sa direction, a manqué à ses devoirs en matière de défense des droits de l'homme. Au reste, la plupart des interventions de l'Élysée dans ce domaine ne sont guère connues. Les rendus publics seraient en effet les condamnations par avance à l'échec. M. Mitterrand s'attache donc à distinguer l'aide aux pays francophones des politiques intérieures de ces pays. Il ne saurait être question pour lui de sacrifier les relations d'État à État à des considérations qui rendraient impossibles tout lien avec quantité d'autres régimes.

Il reconnaît qu'en la matière il se tient entre Alceste et Philinte (2), entre le refus des conventions hypocrites et l'acceptation de ces mêmes conventions, mais sa politique reste « du bon côté de la barrière » et ne verse donc pas, à ses yeux, dans le cynisme. Ainsi justifie-t-il la visite en France de M. Sekou Touré à la mi-septembre 1982 par la nécessaire continuité de la politique extérieure.

Celle-ci s'étant accompagnée de démarches pressantes et d'un report de cette visite de quelques mois, pour permettre d'éclaircir le sort des maris (l'empressement en Guinée) de femmes françaises. Quant au sommet de Kinshasa (Zaire), en octobre dernier, il ne pouvait être question, pour M. Mitterrand, de sacrifier une

rencontre franco-africaine au peu de sympathie que l'on peut éprouver pour tel ou tel régime.

Au reste, on souligne aujourd'hui à l'Élysée, que M. Cot n'avait guère saisi le chef de l'État d'éventuels désaccords avec la politique conduite en Afrique. D'ailleurs, indique-t-on, le président a appris « par surprise » et à la radio la « démission » de son ministre de la coopération. Pourtant, ce dernier s'était vu offrir par le premier ministre, avec l'accord du chef de l'État, le poste d'ambassadeur à Madrid. Mais, dit-on encore, il était libre de le refuser et de rester au gouvernement, comme cela a été le cas pour un autre ministre (3). Conclusion : la présentation, par la presse, du départ de M. Cot relève d'une opération politique. Cela est, selon l'Élysée, d'autant plus vrai, que rien ne permet d'affirmer que M. Mitterrand a sacrifié sur l'autel du réalisme ses vœux « tiers-mondistes ». On considère que les relations de la France avec le tiers-monde sont aujourd'hui à un niveau qu'elles n'avaient plus connu depuis le discours de Charles de Gaulle à Phnom-Penh, le 1^{er} septembre 1966.

On cite comme exemplaires les relations avec l'Algérie, l'Inde et l'Égypte, par exemple, et on rappelle les grands axes de cette politique : soutien des cours des matières premières, aide orientée vers l'auto-suffisance alimentaire, création d'une filière énergétique.

Pour toutes ces raisons, le chef de l'État n'est pas enclin à considérer que la presse s'est montrée injuste, voire injurieuse à son égard.

J.-M. C.

(1) Les propos de M. Bernard Pons (voir ci-dessous) témoignent de cette attitude. Mais d'autres leaders de l'opposition, et non des moindres - M. Giscard d'Estaing par exemple - soulignent en privé leur accord avec la politique française en Afrique et leur désaccord avec M. Cot.

(2) Personnage du *Misanthrope* de Molière. Alceste hait tous les hommes, leur reproche de manquer de franchise et abomine la société et les conventions hypocrites qu'elle exige des individus ; Philinte qui lui fait contrepoint, prend son parti de ces obligations sociales et des hommes tels qu'ils sont.

(3) Il s'agit de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

Nouvelles réactions au départ de M. Jean-Pierre Cot

Après la démission de M. Jean-Pierre Cot de son poste de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération et du développement, plusieurs organisations souhaitent que ne soient pas remises en cause les orientations choisies depuis le 10 mai 1981. Elles citent :

« Une autre idée de l'action de la France pour le développement (développement autocentré, sectoriel plutôt que bilatéral) ;
La compétence du ministère vis-à-vis de tous les pays du tiers-monde, sans être limité aux anciennes colonies françaises ;
L'importance attachée au respect des droits de l'homme ;
Le dialogue avec les organisations non gouvernementales ;
Les organisations signataires, qui avaient vu dans ces orientations la mise en œuvre des choix exprimés par le gouvernement et par M. François Mitterrand à Cancun, espèrent que les impératifs du commerce extérieur de la France n'impliquent pas à terme l'abandon d'une politique de coopération respectueuse de l'homme. »

Ce texte est signé par les organisations suivantes : CRID, C.C.F.D., CICA, CIMADE, Collège coopératif, CINAM, Frères des hommes, G.R.D.R., IRAM, IRFED, INOPE, Mouvement 1 % tiers-monde, Médecins du monde, S.L.G.L.T.M., Terre des hommes, UCODEP, Centre Lebrat, Solagral, Vie nouvelle, Artisans du monde, Mouvement anti-apartheid, Amis de la Terre, CEDETIM, M.R.A.P., AFASPA, FASTI, Amis de la R.A.S.D., Amis des franco-tanzaniens, Amis du Tchad, S.C.L., MAN, CRIAD.

« L'Association du 21 juin, parainée par M^{me} Danielle Mitterrand, a présenté lundi 13 décembre son statut et ses objectifs, qui consistent à « défendre les libertés menacées et à contribuer au rayonnement français dans l'ensemble du monde ». Décidée à remplir un « devoir de solidarité envers les exilés par des « gestes d'humanité », l'association a pour président M. Paul Legat, conseiller d'État, chargé de mission auprès du président de la

République, pour vice-président M. Régis Debray, chargé de mission au secrétariat général de l'Élysée et pour secrétaire M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine.

Elle organise, le samedi 18 décembre au théâtre des Bouffes du Nord une soirée de soutien à « celles et ceux qui défendent les libertés dans le monde, du Salvador à l'Afghanistan ».

LA PRÉPARATION

LA DÉSIGNATION DES CANDIDATS R.P.R. ET U.D.F. DANS LA CAPITALE

Nous sommes sur la voie d'un accord total

indique M. Dominati après un entretien avec le maire de Paris

L'accord électoral parisien entre le R.P.R. et l'U.D.F. devrait être scellé vendredi 17 décembre, lorsque M. Jacques Chirac recevra à l'Hôtel de Ville la délégation de l'U.D.F. chargée de ces négociations et que dirige M. Jacques Dominati, député de Paris.

Ce mardi 14 décembre, le maire de la capitale devait s'entretenir avec M. Roger Chénou, président de la fédération U.D.F. de Paris, de l'accord conclu dans le XVIII^e arrondissement. M. Dominati, qui a rencontré lundi après-midi M. Jacques Chirac, a indiqué qu'une solution était trouvée concernant cet arrondissement : M. Alain Juppé, ancien directeur des finances et des affaires économiques de la ville, secrétaire général du Club 89, membre du conseil politique du R.P.R., conduira la liste de la majorité municipale sur laquelle figureront en deuxième position avec vocation à devenir maire du XVIII^e arrondissement M. Roger Chénou, ancien député U.D.F.

M. Dominati a ainsi pu affirmer qu'il n'y avait « aucune primauté au sein de la majorité sortante à Paris », ajoutant : « Nous sommes sur la voie d'un accord total. »

Si l'accord semble ainsi total entre le R.P.R. et l'U.D.F. en ce qui concerne la répartition des élus de liste, c'est-à-dire le partage des arrondissements, certaines difficultés n'ont pas encore été complètement surmontées pour le choix des hommes. Mais il s'agit là surtout de problèmes qui se posent au sein de chaque formation. Ils devront être rapidement arbitrés si les leaders de la coalition veulent publier les noms des chefs de file par arrondissement avant la fin de l'année.

Au total, la répartition des sièges permettrait à l'U.D.F. d'avoir 33 à 35 % de représentants au Conseil de Paris selon l'estimation de M. Dominati.

Quant aux têtes de liste, l'U.D.F. les désignerait dans cinq arrondissements, le CNIP en aurait au moins une et le R.P.R. quatorze. En plus de l'accord conclu dans le XVIII^e, une solution du même type a été re-

tenu pour le XIII^e : la liste sera conduite par un représentant du R.P.R. - dont le nom n'a pas encore été révélé - suivi d'un membre de l'U.D.F. Ainsi, c'est le R.P.R. qui combattrait les leaders socialistes dans les trois arrondissements parisiens où ils se présentent, arrondissements qui appartiennent à la gauche : M. Georges Sarre, député, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, dans le XI^e, affronte M. Devaquet, ancien député et ancien secrétaire général du R.P.R. ; M. Jospin, député du XVIII^e, premier secrétaire du P.S., sera face à MM. Juppé et Chénou et enfin M. Paul Quilès, député du XIII^e, chef de file des socialistes et candidat à la mairie de Paris, mais qui n'est pas conseiller sortant, s'opposera lui aussi à un R.P.R. accompagné en second rang par un U.D.F.

■ CINQ ARRONDISSEMENTS U.D.F.

L'U.D.F. conduira la liste dans les cinq arrondissements suivants :

II^e et III^e - Ils sont, depuis 1977, représentés au Conseil de Paris par des élus de gauche (dont M. Jack Lang, ministre de la culture, qui se représente dans le III^e). M. Dominati, élu député U.D.F. du secteur composé par ces deux arrondissements en janvier 1982, n'a pas encore décidé lequel des deux arrondissements il choisira ;

XII^e - M. Paul Pernin, député apparenté U.D.F., président du groupe Libertés de Paris, représente le C.D.S. de la capitale ;

XVI^e - L'U.D.F. n'a pas encore choisi entre quatre des conseillers sortants qui sont sur les rangs, MM. Pierre Lépine, doyen du Conseil de Paris, Gilbert Gantier, Georges Mesmin (député) et Pierre-Christian Taittinger (sénateur) ;

XX^e - M. Didier Bariani, président du parti radical, brigue l'investiture dans cet arrondissement où tous les élus sont actuellement de gauche.

■ QUATORZE ARRONDISSEMENTS R.P.R.

Dans quatorze arrondissements le R.P.R. conduira la liste de la majorité municipale :

I^e et IV^e - Le député R.P.R. de ces deux arrondissements qui constituent un seul secteur législatif, M. Pierre-Charles Krieg (conseiller sortant), se présente dans le IV^e. Le choix du candidat pour le I^e n'est pas arrêté ;

V^e - MM. Jacques Chirac et Jean Tibéri se représentent ;

VI^e - M. Pierre Bas, député, vice-président délégué du groupe Union pour Paris au conseil municipal, se représente ;

VIII^e - M. Maurice Couve de Murville, député, ancien premier ministre, se représente ;

IX^e - M. Gabriel Kaiperet, député, se représente ;

X^e - M. Claude-Gérard Marcus, député, se représente ;

XI^e - M. Alain Devaquet, ancien député (1978-1981), se présente ;

XIII^e - La liste sera conduite par un R.P.R., avec comme second un U.D.F. ;

XIV^e - MM. Yves Lancien, député, se présente ; M. de La Malène, premier adjoint au maire, se représente ;

XV^e - Mme Nicole de Hamelocque, députée, se représente ;

XVII^e - Le choix n'a pas encore été opéré entre les conseillers sortants, Mme Missoffe et M. de Préamont (députés), M. Philippe Lafay, et M. Bernard Pons, député, secrétaire général du R.P.R., qui n'est pas conseiller sortant ;

XVIII^e - M. Alain Juppé (R.P.R.) se présente ;

XIX^e - Le candidat tête de liste n'est pas encore désigné dans cet arrondissement où les élus municipaux sont tous de gauche.

■ UN ARRONDISSEMENT C.N.I.P.

VII^e - M. Edouard Frédéric-Dupont, député apparenté R.P.R., membre du C.N.I.P., ancien ministre, conseiller municipal de Paris depuis 1933, conduira la liste.

Le Front national critique

l'« opposition parlementaire »

Faute de pouvoir participer à des listes d'union de l'opposition, le Front national s'efforce depuis quelques semaines de constituer ses propres listes. Lundi 13 décembre, au terme de la réunion de leur comité central, M. Jean-Marie Le Pen, président, et M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général, ont présenté les têtes de liste de leur mouvement dans plusieurs arrondissements de Paris et dans certaines villes de province. Ils ont annoncé, d'autre part, le lancement dans les jours prochains d'une « grande campagne » contre le vote des immigrés.

Depuis que le R.P.R. et l'U.D.F. « lui ont fait savoir » qu'entre eux et le Front national « il n'y a pas d'intérêt commun », comme l'explique M. Le Pen, celui-ci ne ménage plus ses critiques à l'égard de l'« opposition parlementaire ». Il juge notamment que « sans programme, sans idéal et sans dynamisme, l'opposition court le risque d'éviter la défaite aux socialistes et d'être taxée de droite ou d'extrême droite ». Il s'agit, poursuit M. Le Pen, de « percer au centre », « ils vont trouver le vide ; la France n'est plus au centre », explique-t-il. Selon lui, « le substrat électoral français a viré à droite ». En refusant des membres du Front national sur leurs listes, le R.P.R. et l'U.D.F. « nobilitent qu'à la crainte révérentielle d'être taxés de droite ou d'extrême droite », poursuit M. Le Pen, qui compte « conquérir les nationaux égarés au parti républicain ou au R.P.R. ».

A Paris, le Front national compte « enrichir » les listes qu'il présente et « susciter » des listes où il n'est pas présent, « en prenant contact avec des associations » pour « dégarer une force nouvelle ». M. Jean-Marie Le Pen, qui conduira la liste de son mouvement dans le vingtième arrondissement, a présenté, lundi, les six autres têtes de liste du Front national. Il s'agit de M^{me} Françoise Ballé (I^{er} arrondissement) et de MM. Jean-François Jalkh (II^e), Philippe Lebasque (IX^e), Yves de Coigouren (X^e), Max David (X^e) et Roland Gaudier (X^e).

En province, la situation est plus confuse dans la mesure où, selon M. Stirbois, « les listes d'opposition parlementaire sont loin d'être constituées ». Le secrétaire général note, toutefois, qu'en règle générale, le R.P.R. et le C.D.S. refusent d'intégrer des membres du Front national sur leurs listes dans les villes de plus de trente mille habitants, mais que des accords sont plus faciles dans les petites villes.

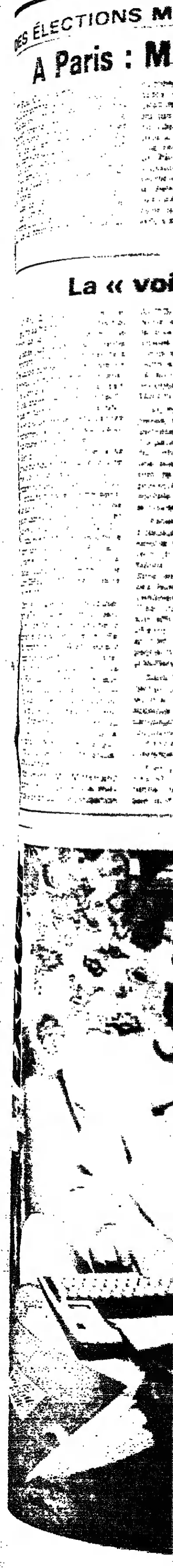
D'ores et déjà le Front national a désigné sa tête de liste à Nice (M. Alain Seiler), à Grenoble

(M. Pierre Aurio), à Clermont-Ferrand (M. Jean-Claude Watelot), à Angers (M. Lépine, maire de Baracé). Il pourrait aussi présenter à Marseille des listes qui seraient conduites, dans le quatrième secteur par M. Ronald Perdomo, et dans le sixième par M. Manivet. Les négociations se poursuivent encore à Reims où, faute d'un accord, M. Genevoix pourrait se présenter à la tête d'une liste du Front national, mais aussi à Evreux, à Chartres et à Dreux.

Dans d'autres villes, le Front national pense avoir, sur les listes d'opposition, des candidats bien placés, notamment à Saint-Laurent-du-Var à Antibes, à Grasse, à Montpellier, à Orange, à Avignon, à Valence, à Bayonne mais aussi à Saint-Brieuc, à Saint-Malo, à Brest, dans la banlieue parisienne et à Nogent-sur-Marne sur la liste de M. Garrelon (div. droite), conseiller municipal qui s'oppose à M. Roland Nungesser (R.P.R.).

« Les écologistes parisiens ont décidé, samedi 11 décembre, au cours d'une assemblée générale, de participer aux élections municipales, dans la capitale, plusieurs tactiques étant envisagées, selon les arrondissements, de la présentation de listes indépendantes à des accords avec d'autres partis politiques. Une orientation a été mise en place, au 72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e, ainsi qu'une permanence téléphonique : Mme Chantal Gulehard, 278-48-73.

« Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) entend rappeler, à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée à Paris le 10 décembre 1948, que ce texte, « conçu par la communauté internationale au lendemain de la deuxième guerre mondiale et dont le Français René Cassin, ancien président de l'Alliance israélite universelle, fut l'inspirateur éclairé, demeure, trente-quatre ans après, sa proclamation, la référence de tous ceux qui ont le souci de la justice et de la liberté ».



POLITIQUE

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A Paris : M. Quilès, chef de file du P.S., a pour unique cible M. Chirac

M. Paul Quilès a entamé dimanche 12 décembre sa campagne électorale en visitant plusieurs marchés du quatorzième arrondissement de Paris en compagnie de M^{me} Edwige Avice (de la tendance CÉRÉS du P.S.), ministre délégué à la jeunesse et aux sports, ancien député de cet arrondissement, où elle conduira la liste de la gauche lors des élections municipales.

Le chef de file du P.S. à Paris, député de l'arrondissement voisin, le treizième, a assisté à la pose symbolique de la première affiche de sa

campagne, tandis que quelques militants distribuaient des tracts. On peut relever que ni sur l'une ni sur les autres ne figure la moindre mention de l'étiquette politique des candidats. M. Quilès n'y a comme titre que celui de « candidat à la mairie de Paris », et M^{me} Avice celui de « candidate à la mairie du quatorzième ». Quant au choix du nom de la liste, « Paris-Majorité », il n'est pas dénué d'équivoque puisque, dans la capitale, la majorité, on le sait, n'est pas de gauche.

Que ce soit place Victor-Basch, boulevard Brune ou rue Daguerre, la visite du candidat s'est déroulée sans incident au milieu de l'indifférence des passants. On a pu constater que le député R.P.R. de l'arrondissement, M. Yves Lancia, qui s'est courtoisement entretenu avec M. Quilès, était plus fréquemment reconnu que le leader de la gauche.

On conçoit que M. Quilès, qui n'a été préféré à M. Sarre par les militants socialistes de Paris que le 21 octobre dernier, ait regretté que

cette désignation n'intervienne pas plus tôt. Lui-même et son entourage reconnaissent que le principal handicap qu'il doit remonter est celui de l'absence de notoriété. Le blocage des négociations entre communistes et socialistes pour la constitution des listes d'union de la gauche entrave encore le démarrage effectif de la campagne. La stratégie des socialistes parisiens est cependant arrêtée. M. Paul Quilès vise en effet une cible et une seule, M. Jacques Chirac. L'une de ses affiches porte pour slogan : « Avec Chirac, main basse sur la ville ». Son ambition est d'associer dans la mémoire des électeurs son nom à celui de Paris, tout comme l'est celui de l'actuel maire de la capitale. Sa première vague d'affichage - trois cents panneaux commerciaux tous à cet effet - portera pour slogan : « Paris-Quilès » et « Paris-Majorité » sur horizon de toits et de tour Eiffel sous un ciel sombre. D'autres affiches préciseront les premiers thèmes de la campagne : « Paris-Tendresse » pour évoquer le sort des personnes âgées, et « Paris-Jeunesse », avec l'image d'une mère et de son enfant.

Ce sera ensuite la contestation point par point de l'action du maire sortant, la riposte systématique à ses déclarations, la mise en lumière des

lacunes de sa gestion et l'étude assidue de fréquents sondages d'opinion auxquels il compte procéder. On affirme à l'état-major du candidat socialiste que déjà près de 50 % de Parisiens savent que M. Quilès est le candidat socialiste à la mairie de Paris. On compte beaucoup sur la presse, sur la radio et sur la télévision pour accélérer ce mouvement. On se félicite, par exemple, que M. Jack Lang, ministre de la culture mais aussi candidat à Paris (troisième arrondissement), ait été l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 9 décembre. Dès le 20 décembre, le député du treizième

donnera sa première conférence de presse de candidat.

On souligne à son quartier général, installé 7 bis, place du Palais-Bourbon, dans l'ancien siège du P.S., que l'équipe dont s'est entouré M. Quilès - pour le moment forte d'une trentaine de permanents - reflète toutes les tendances des socialistes parisiens. Mais c'est le candidat lui-même qui est son propre directeur de campagne. Il retrouve ainsi à son propre bénéfice la fonction qu'il avait exercée avec talent auprès de M. Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1981.

A. P.

La « voie » Mitterrand

M. Paul Quilès s'irrite que l'on parle de sa froideur de mathématicien, de son regard d'acier, de sa dureté glaciale et de son verbe tranchant. Il n'a pas tort, car cela ne saurait suffire à dépeindre ce pied-noir de quarante et un ans, fils d'officier, pianiste à ses heures, ancien élève de Polytechnique, militant de l'Action catholique et des Jeunesses étudiantes chrétiennes, et dont les yeux bleus sourient fréquemment.

Bien qu'il ait confié que « sa carrière politique était due à une série de hasards », on doit constater que ceux-ci se sont toujours produits dans le même sens. Ingénieur à la Shell, il y crée une section cadres de la C.F.D.T. et n'adhère au P.S. qu'en 1972. Et, tout naturellement, ce néophyte s'inscrit dans le courant A, celui du premier secrétaire, qui, à l'époque, combat durement le courant CÉRÉS de M. Jean-Pierre Chevènement.

Dans le treizième arrondissement de Paris, où le CÉRÉS perd de l'influence, M. Quilès anime la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1974 et devient secrétaire de la section socialiste. Aux élections législatives de 1978 - après un essai malheureux aux municipales de 1977 - il réussit au premier tour à distancer un autre polytechnicien, M. Philippe Herzog, candidat du P.C., et à battre au second tour le tribun gaulliste Alexandre Sarraguet. La voilà sa première victoire de la capitale.

Naturellement, M. Mitterrand le distingue et lui confie une mission de réflexion sur l'organisation

du P.S., qui se transforme en une sorte de machine de guerre contre le courant Rocard. Cette action trouve son aboutissement en 1979 au congrès de Metz, où la victoire du courant Mitterrand, allié au CÉRÉS, repousse dans la minorité les courants Rocard et Mauroy alors associés.

M. Paul Quilès reçoit sa récompense en devenant membre du secrétariat national chargé de l'organisation, des fédérations et du contenu. Il est ainsi placé à une position stratégique qui permet de contrôler tout l'appareil provincial du parti, de régler les conflits et surtout de développer le courant du premier secrétaire.

Patiemment, méthodiquement, il dégage pour M. François Mitterrand la route de l'Elysée, en assurant, d'abord, au député de la Nièvre, une confortable majorité dans les commissions exécutives des fédérations, afin d'écartier la candidature de M. Michel Rocard. C'est donc tout naturellement que son efficacité trouve un nouveau champ d'action : il devient, en 1981, le directeur de la campagne du candidat socialiste à la présidence de la République.

Sans fausse modestie, au lendemain de la victoire, il en tire la leçon en utilisant une formule qu'il applique aujourd'hui à sa propre campagne parisienne : « On peut toujours inverser un résultat considéré comme acquis d'avance ».

Bien plus que beaucoup d'autres, M. Quilès appartient à cette petite cohorte d'hommes qui, au sein du P.S., sont un peu les « se-

bras » de M. Mitterrand. Arrivés au parti sans impédiments idéologiques, étrangers à ses pesanteurs historiques, ces hommes jeunes n'ont connu qu'un combat, celui dont le but était la réalisation du nouveau socialisme et le moyen de l'élection de M. Mitterrand à la magistrature suprême. Organisateur appliqué, obstiné et pragmatique, M. Quilès conçoit la politique de façon moderne, comme une stratégie à développer selon une rationalité établie.

Figurant dans le cercle rapproché des dirigeants du parti qui déjeunent chaque semaine à l'Elysée, il a donné, au cours d'une brève carrière, des pages réelles de dévouement et même d'abnégation : les combats contre le CÉRÉS, les barrières contre les « rucardiens », mais aussi, au côté du premier secrétaire, les campagnes pour les radios libres, pour le Larzac, contre Plogoff. L'abnégation, c'est aussi l'acceptation disciplinée des changements de cap décidés au sommet, comme, par exemple, en matière de politique nucléaire, au risque de décevoir ses anciens amis écologistes.

La personnalité de M. Quilès c'est aussi le verbe un peu trop brutal, la riposte cinglante ou la formule maledroite qui prête à interprétation maligne. Comme au congrès de Valence d'octobre 1981, dont on n'a retenu que « les têtes qu'il faut couper », formule qui a coûté cher au P.S. et qui a donné à son auteur la réputation imméritée d'un sanguinaire Saint-Just.

ANDRÉ PASSERON.

A MARSEILLE

MM. Gaudin (U.D.F.) et Santoni (R.P.R.) présentent leurs têtes de liste dans les six secteurs

M. Jean-Claude Gaudin, député (U.D.F.) des Bouches-du-Rhône et président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui préside la liste d'union de l'opposition à Marseille, et M. Hyacinthe Santoni, député (R.P.R.) des Bouches-du-Rhône, ont présenté, lundi 13 décembre, leurs têtes de liste dans les six secteurs de la ville.

Pour bien marquer l'union et dans un souci d'efficacité, ces listes sont « biphales », explique M. Gaudin. Les douze têtes de liste sont les suivantes :

● **Premier secteur** (1^{er}, 4^e, 13^e et 14^e arrondissement) : MM. Hyacinthe Santoni, député (R.P.R.) des Bouches-du-Rhône, et Roland Blum, conseiller général (U.D.F.) du sixième canton.

● **Deuxième secteur** (2^e, 3^e et 7^e arrondissement) : M^{me} Jacqueline Grand (R.P.R.) et M. Jean Roatta, suppléant de M. Gaudin, conseiller général (U.D.F.) du treizième canton.

● **Troisième secteur** (5^e, 10^e, 11^e et 12^e arrondissement) : MM. Jean Chelini (U.D.F.) et Raymond Gola (R.P.R.).

● **Quatrième secteur** (6^e et 8^e arrondissement) : M. Jean-Claude Gaudin, conseiller général (U.D.F.) du douzième canton, et le docteur André Mattéi, conseiller général (R.P.R.) du vingtième canton A.

● **Cinquième secteur** (9^e arrondissement) : MM. Guy Tessier,

conseiller général (U.D.F.) du vingtième canton B, et André Poudevigne (R.P.R.).

● **Sixième secteur** (15^e et 16^e arrondissement) : M. Charles Prunet (R.P.R.) et le docteur Jean-François Mattéi (U.D.F.), président des Clubs Perspectives et Réalités de Marseille.

La liste d'union de l'opposition à Marseille compte, sur cent candidats, cinquante et un U.D.F. et cinquante R.P.R., à charge pour les deux familles de l'opposition de proposer des places aux autres formations politiques se réclamant de l'opposition. MM. Gaudin et Santoni devraient proposer des places au CNIP et au parti libéral de M. Serge Dassault. La même règle paritaire devra jouer pour les conseils d'arrondissement, mais il a été entendu que la formation politique qui préside un secteur a droit à un conseiller d'arrondissement supplémentaire.

En cas de succès total de la liste d'union de l'opposition, M. Jean-Claude Gaudin devient maire de Marseille et M. Hyacinthe Santoni premier adjoint. En cas de « succès partiel », le premier de liste dans chaque secteur devient maire du secteur.

Dans le courant du mois de janvier, M. Jean-Claude Gaudin rendra publique la composition totale de la liste d'union et présentera son programme.

EXCLUSIF

À l'indemnité de nos noces d'argent, une question, soudain, m'obsède : Suzanne et moi étions-nous vraiment faits l'un pour l'autre ? De nuits en nuits, j'en fis un livre. Sans réveiller Suzanne : ma Brother EP-20 est électriquement silencieuse. Ce n'est pas le cas de Suzanne, sauf quand elle dort.

J'AI ÉCRIT "TU VAS M'ENTENDRE HURLER" SANS REVEILLER MA FEMME

Extra-plate (4,5 cm), ultra-légère (2,3 kg) et toute petite (32 cm x 22,5 cm) la nouvelle machine à écrire Brother EP-20. C'est l'électronique de pointe au bout de vos doigts. Les

performances de son clavier miniature égalent celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage avant impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier de symboles scientifiques. Et le tout, en silence : sa matrice thermique imprime avec une mini-cassette ruban

brother EP20

ou directement, sans bruit de frappe ni de moteur. Difficile de résister au charme de cette petite merveille (surtout pour 1800 francs*). Difficile de ne pas l'emporter partout avec soi dans sa jolie sacoche** : elle fonctionne à pile ou sur secteur. En vente chez Brother : 1, rue Étienne Marcel Paris 1^{er} et chez tous les revendeurs Brother.

L'ÉCRITURE ÉLECTRONIQUE PASSE-PARTOUT

* Prix conseillé TTC ** en option

Le Monde

société

JUSTICE

La vie quotidienne des détenus va être améliorée

Les mesures en faveur des détenus annoncées par le garde des sceaux, lundi 13 décembre, ont pour la majorité d'entre elles, que des améliorations de la vie carcérale (le Monde du 14 décembre). Elles ne prétendent pas tenir lieu de réforme globale des problèmes pénitentiaires. Celle-ci passera par des modifications législatives, tant du statut des personnels

que de l'exécution des peines, avec, notamment, le tribunal de l'application des peines, dont le projet doit être examiné prochainement par le conseil des ministres.

Pour l'heure, la chancellerie s'est attachée uniquement à améliorer la vie quotidienne des détenus comme des personnes (le Monde du 9 décembre).

Les visites et la formation professionnelle seront facilitées

Voici la liste des mesures décidées par la chancellerie pour améliorer les conditions de vie quotidienne des détenus :

- Maintien des liens familiaux.
- Les visites : Simplification de l'octroi des permis, abris pour les visiteurs, transfert d'un établissement à l'autre, aides aux familles des qu'ils ont lieu, généralisation des parloirs sans séparation, sauf quelques exceptions.
- La correspondance : Ce droit sera reconnu avec toute personne, sauf interdiction spéciale ; disparition des restrictions de correspondance familiale pour les détenus en cellule de punition. Encouragement aux associations qui organisent la correspondance avec des détenus.
- Téléphone : Élargissement de l'accès aux communications avec la famille et les titulaires de permis de visite ; en centre de détention, permission de téléphoner une fois par mois sous contrôle à ses frais. Dans les autres établissements pour peines, l'autorisation pourra être obtenue pour des raisons familiales impérieuses.

- Conditions du détenu.
- Suppression de la tenue pénale.
- Extinction des lumières retardées.
- Possibilité pour les condamnés à de longues peines d'aménager leur cellule individuellement en utilisant des éléments préfabriqués construits dans les ateliers pénitentiaires.
- Aménagement de l'accès individuel aux douches.
- Contrôle de l'hygiène alimentaire : expérience de libre service dans les établissements pour peines.
- Organisation d'une crèche à Fleury-Mérogis pour les détenus ayant leurs enfants avec elles. Recrutement d'une puéricultrice.

- Santé
- Suppression de l'interdiction faite aux médecins des établisse-

ments de délivrer des certificats médicaux.

- Suppression de l'inspection médicale pénitentiaire et projet de contrôle par le ministère de la santé de la médecine pénitentiaire.
- Discipline
- Possibilité de faire parvenir des observations sur les sanctions disciplinaires au juge de l'application des peines.
- Suppression de l'interdiction de fumer à titre de sanction disciplinaire.

- Enseignement, formation professionnelle, travail
- Enseignement : Quinze nouveaux postes d'instituteurs sont créés.
- Formation professionnelle : Multiplication des actions avec les ministères du travail et de l'éducation nationale. Limitation des transferts d'un établissement à l'autre en cours de formation. Développement des formations pour lesquelles les détenus sont les plus motivés : commerce, réparation automobile, informatique, notamment.
- Travail : Des dispositions particulières seront prises, mais elles sont encore à l'étude.

- Activité socio-culturelle
- Communication des détenus avec les personnels socio-éducatifs facilitée.
- Réunions périodiques d'information et de synthèse regroupant les intervenants extérieurs et associant les personnels pénitentiaires.
- Réunion à l'initiative des chefs d'établissement de telle ou telle partie de la population pénale pour évoquer les problèmes de loisirs, de sport, de règlement intérieur, etc.
- Généralisation des associations socio-culturelles et sportives en prison.

- Autorisation d'apport de livres brochés (dans les livres reliés on peut dissimuler des objets) pour les personnes munies de permis de visite.
- Croisement des équipements des établissements en magnétoscopes.
- Intensification des actions avec le ministère de la culture : conférences, spectacles, etc.

- Sports
- Les surveillants actuellement affectés à temps partiel au monitoring sportif le seront à temps complet.

Jo. S.

A petits pas

Aucune des décisions annoncées le 13 décembre par le garde des sceaux en faveur des détenus n'est certes d'une hardiesse excessive. On peut considérer que l'utilisation du téléphone (encore très limitée), la suppression de la tenue pénale (sauf soumission préalable du détenu), l'abolition de l'interdiction de fumer à titre de sanction disciplinaire, ne sont que des adaptations minimales de la vie carcérale à la société contemporaine, même si certains y voient déjà le signe d'un trop grand libéralisme.

Il ne faut pas pourtant tenir ces transformations, dont le ministre a indiqué qu'elles seraient appliquées rapidement, pour négligeables. Pas plus que ne le sont la décision de retarder l'extinction des lumières ou la généralisation de la correspondance libre et des parloirs sans séparation. On sait combien les détenus souffrent de voir leurs proches à travers une vitre, de ne jamais pouvoir les embrasser, tenir leurs enfants dans leurs bras ni même parler normalement, sans crier.

En matière de santé, la suppression de l'inspection médicale pénitentiaire — comme en milieu libre, le contrôle appartient désormais à l'inspection générale des affaires sociales — constitue le premier pas vers une nouvelle politique de santé, dérogée du « ghetto carcéral ». Outre les raisons humanitaires, ce sont pour moi essentielles, a précisé M. Badinter, il n'y a aucun intérêt à laisser la santé des détenus se détériorer en prison puisqu'à leur sortie ils seront pris en charge par la collectivité.

L'enseignement, la formation professionnelle et le travail pénal — une commission fera des propositions

pour ce dernier — devraient être développés, mais la rigueur du budget 1983 ne permet pas de vastes projets. L'accroissement des activités socio-culturelles et sportives demande, lui, moins d'investissements. Il va donc être encouragé.

La commission qui s'est réunie à la chancellerie pour examiner ces problèmes de la vie quotidienne des détenus, et dont le rapport a été remis au garde des sceaux voilà plusieurs mois, allait beaucoup plus loin dans sa définition d'un « nouvelle philosophie carcérale », sa volonté de favoriser une certaine autonomie du détenu face à l'administration ainsi que la restauration de ses droits : droit au travail (avec la possibilité de syndicalisation), droit de réunion, droit à la sexualité. Ce droit a été reconnu dans certains pays, notamment en Suède, où il existe des « chambres conjuguées » dans certaines prisons. En France, rien n'a encore été décidé à ce sujet. Le garde des sceaux affirme toutefois qu'on ne fera pas silence sur cette question, dont il se dit préoccupé et sur laquelle il souhaite qu'on réalise un sondage d'opinion.

Pour l'instant, la chancellerie a tout de même prêté la prudence à l'innovation spectaculaire, sans doute parce que, comme il l'a rappelé, M. Badinter estime qu'en matière de problèmes carcéraux l'opinion évolue entre deux fantasmes, celui des prisons 3 étoiles, dont on est évidemment fort loin, et certains établissements dont l'atmosphère insalubre — et celui du bagne, qui, heureusement n'est plus.

JOSYANE SAVIGNEAU.

FAITS ET JUGEMENTS

LES ANTINUCLÉAIRES ET LE MEURTRE DE CLAUDE-HENRI MATHAIS

Les milieux écologistes et antinucléaires ont exprimé leur inquiétude après l'assassinat de Claude-Henri Mathais, dont le corps a été retrouvé la semaine dernière dans la Garonne (le Monde daté 12-13 décembre).

« Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur ce crime », indiquent les amis de Claude-Henri Mathais, qui veulent se constituer en association.

De son côté, la Coordination nationale antinucléaire a précisé que, dans le cas d'une mort liée aux activités politiques — du militant assassiné, elle tenait — pour responsable le gouvernement, qui a toujours cautionné les actions violentes contre le mouvement antinucléaire. Cette « coordination » envisage aussi, comme les enquêteurs, l'hypothèse d'une affaire de meurtre et reconnaît que, dans ce cas, le gouvernement ne serait pas en cause. Enfin, le comité antinucléaire du Sud-Ouest, qu'animait Claude-Henri Mathais, a décidé de se porter partie civile et a annoncé qu'il organiserait, le 19 décembre à

Golfec (Lot-et-Garonne), un rassemblement national à la mémoire du militant disparu.

La tuerie de la rue des Rosiers : le magistrat se rend à Rome

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction parisien, chargé de l'enquête sur la fusillade de la rue des Rosiers, qui a fait six morts et vingt-deux blessés, à Paris, le 9 août, est parti, lundi 13 décembre, pour Rome. Le magistrat veut rencontrer les autorités italiennes en raison des similitudes constatées par les policiers entre l'attentat de la rue des Rosiers et celui qui a été perpétré, le 9 octobre, contre une synagogue de Rome, tuant un enfant de deux ans et blessant trente-neuf personnes.

Dans les deux cas, les armes utilisées sont des pistolets mitrailleurs WZ-63 d'origine polonaise et le scénario de l'attaque de commando, par quatre ou cinq hommes, est similaire. Des expertises comparatives des projectiles, des confrontations de signaux et des recoupements de portraits-robots devraient être réalisés durant le séjour romain du juge Bruguière.

AUX ASSISES DE PARIS

Le baron Empain fait le récit des soixante-trois jours de sa séquestration

« Un calvaire, un cauchemar ». C'est ainsi que le baron Edouard-Jean Empain a qualifié devant la cour d'assises de Paris, lundi 13 décembre, les soixante-trois jours de séquestration qu'il a vécus au début de l'année 1978. L'industriel s'est cependant refusé à donner « des détails sordides » sur sa détention pendant sa déposition qui a duré près de trois heures. Il n'a pas voulu revivre complètement cette épreuve particulièrement dure qu'il a subie après son rapt le 23 janvier.

Avec une parfaite maîtrise de lui-même et un étonnant sang-froid, il a fait part à la cour de ce qu'il a vécu, il a nommé « les faits ». A aucun moment il n'a laissé transparaître un quelconque sentiment de revanche. Très digne, n'élevant jamais véri-

tablement la voix, il n'a devancé que ce dont il était parfaitement sûr en ce qui concerne la culpabilité des accusés et plus particulièrement Bernard Guillon, à propos duquel il a été formel quant à sa participation puisqu'il est sûr « à cent pour cent » d'avoir reconnu sa voix.

A travers ce témoignage bouleversant par son honnêteté, sa sincérité et sa retenue, le baron Edouard-Jean Empain a clairement fait comprendre à la cour que le drame qu'il a vécu n'a pas cessé avec sa libération et qu'il a fait de lui un autre homme. Un homme toujours travaillé par la peur dont il a tenté de se libérer devant la cour malgré les risques que cela comporte encore pour lui.

La Vérité et la peur

« Ce que je dis aujourd'hui, c'est très dangereux pour moi, j'en mesure toute la gravité. L'ensemble de mes geôliers n'est pas là dans le box. Ils n'ont pas tous été avertis. D'autres sont en liberté, qui savent que j'ai manqué à ma parole. Ce n'est pas facile ! Par ces quelques phrases, le baron Edouard-Jean Empain a fait part du désarroi qui l'habite encore près de cinq ans après son enlèvement. Pas facile en effet de rendre une bonne fois pour toutes le cou à la peur. Devant la cour, il a décidé de franchir le pas : « De dire la vérité avec sincérité et clarté, car je ne voudrais pas qu'on pense qu'après aujourd'hui j'ai encore quelque chose à cacher », a-t-il déclaré.

Le baron Empain est, en effet, un homme de parole. Il raconte : « Pendant ma détention, j'avais fait la promesse à mes geôliers de ne pas témoigner contre eux, de ne rien faire pour les identifier. Je fais partie des gens pour qui la parole est importante, même quand elle est donnée à des truands. » Toujours calme, il continue : « Je pense qu'il faut que vous compreniez que quand on a passé deux mois ensemble, même si ce sont des bourreaux ou des scélérats, ce sont des personnes avec lesquelles on a vécu. Je ne passe pas la frontière à la vie. Je ne passe pas la frontière à la mort. Les bons, c'étaient les geôliers, ceux qui me libérèrent. Les mauvais, la police, ceux de l'extérieur qui n'avaient rien fait pour me libérer. On ne sait plus qui est bon ou mauvais. Tout se mélange. »

Le phénomène est maintenant bien connu. On l'appelle le syndrome de Stockholm. Une inversion des valeurs due à un choc psychologique profond qui explique en partie les difficultés de la réadaptation de l'industriel. Alors, quand le juge d'instruction, M. Louis Chavanac, a émis l'hypothèse qu'il pouvait s'agir « d'un autopsi », M. Empain s'est mis en colère et précise à la barre : « On n'a plus envie de faire beaucoup de confidences. J'avais l'intention d'en dire le moins possible. Ce qui m'importait avant tout, c'était ma propre liberté, ma propre sécurité. C'est pour cela que je suis parti aux États-Unis. Si j'avais pu le faire, je serais parti le lendemain même de ma libération. Quand je suis revenu, je voyais un peu mieux que j'étais les bons et les mauvais. Mais ça met longtemps à revenir. A la fin de ce cauchemar, j'aurais pu devenir moi-même un bandit tellement la notion du mal vous

échappe. J'étais prisonnier de mes mensonges. »

Le baron Empain n'a pas parlé de l'accueil plutôt froid qu'il avait reçu au sein de son groupe industriel, mais il a expliqué que, avant sa libération, il avait signé une reconnaissance de dette de 12 millions de francs suisses en trois exemplaires, sur laquelle il avait apposé ses empreintes digitales. Au cas où il n'aurait pas cette dette, ses ravisseurs « abattraient », au hasard, une personne dans la rue, sur laquelle serait épinglée la reconnaissance. Cela trois fois de suite si la somme n'était pas versée. « Ces menaces qui pesaient sur ma tête, je ne pouvais pas les supporter, dit-il. Je savais que j'étais perpétuellement physiquement surveillé. On savait dans quel restaurant j'avais dîné, à quel match de football j'avais assisté. Il y avait des menaces avec un nom de code, Marika, que seuls les ravisseurs connaissaient. Quand vous recevez ce genre de coup de téléphone, ça ne vous incite pas au sommeil. J'avais peur. Toute ma force était concentrée dans une seule chose. Je ne voulais dire à personne que j'étais en mesure de connaître l'un quelconque de mes ravisseurs. »

La voix de Bernard Guillon

Depuis, le temps a passé. Le baron Empain, libéré « sous condition » comme il dit, a retrouvé sa sérénité. Il l'a montrée au cours de sa déposition. A aucun moment il ne s'est départi de sa maîtrise. Mais il y a une chose qu'il n'a pas supportée au cours de ces procès : « Cela m'a été pénible, dit-il, d'entendre ces séries de mensonges, alors que je ne connaissais leurs voix sans aucune espèce de doute. Ce qu'ils ont dit sont de purs mensonges ! » L'industriel a été formel, il reconnaît « à cent pour cent » la voix de Bernard Guillon, l'un des accusés, qui a été remis en liberté en mai 1981, et qui s'est constitué prisonnier à l'ouverture du procès. « Cette voix, précise-t-il, je l'ai entendue juste après mon opération » (son amputation). Cette voix il l'a entendue tout au long de sa séquestration et l'avait déjà identifiée devant le juge d'instruction au milieu de celles de quatre personnes. Mais, au cours du procès, il a ajouté qu'après sa mutilation il s'était adressé à son geôlier en ces termes : « Si je suis en mesure de pouvoir formuler une requête, la seule chose que je demande est que si on doit m'abattre, si c'est nécessaire, qu'on ait la décence de le faire proprement. »

Cette voix, celle de Bernard Guillon, lui avait répondu : « Tu n'as pas de souci à te faire car c'est moi qui serai chargé de ça si ça doit arriver. »

Le baron Empain précise encore que c'est le même homme qui lui a fait signer des reconnaissances de dettes en lui précisant que le nom de code serait Marika. Bernard Guillon lui a aussi très calmement, se lève : « C'est faux ! M. Empain se trompe. » Le baron répond immédiatement : « C'est faux, M. Guillon se trompe. »

« Blague »

L'autre voix qu'il a reconnue est celle de Georges Bertoin, locataire du pavillon de Savigny-sur-Orge qui « lui a rendu son séjour un peu moins désagréable ». Une voix qu'il n'avait jamais entendue avant sa détention dans la cave de cette maison comme le fera remarquer M. Christine Courrégé à qui il précisera qu'il est exact que son client lui a demandé à voir son doigt pour constater qu'il avait bien été coupé. Pour le reste, le baron Empain, qui n'a vu aucun de ses geôliers, préfère ne pas confier à la cour des indices dont il n'est pas sûr. Une « loyauté », qui sera saluée par M. Jacques Chanson, avocat de François Caillois.

A aucun moment l'industriel n'a laissé transparaître de haine ni de rancœur. Il a simplement fait remar-

quer que ses ravisseurs « étaient très fiers de leurs armes » et qu'ils lui ont montré un colt python, précisant qu'il était l'ami d'Yves Montand, qui avait tourné « Police python ». « Ça les amusait beaucoup », il a également raconté comment ceux qui le surveillaient avaient mis sa carte d'un club de chasse dans une boîte aux lettres de Lyon pour faire une « blague » aux policiers et faire à nouveau parler de l'affaire dans les journaux, car « le temps leur paraissait long ». Le baron Edouard-Jean Empain ne s'est pas étendu sur ses conditions de détention, son « calvaire » comme il l'a qualifié. Il a juste glissé au détour d'une phrase : « Dans un premier temps, je pensais qu'on m'avait enlevé pour me tuer ». Pourtant, son premier mois de séquestration fut particulièrement pénible. Installé dans une tente au milieu d'une maison en ruine où la température en ce mois de février 1978 était supérieure de 2 à 3 degrés à celle de l'extérieur, il était contraint à une immobilité totale, ne pouvant même pas s'asseoir. Des menottes autoserrentes lui enroulaient les poignets, d'autres lui immobilisaient les chevilles et une chaîne lui enserrait le cou. Le baron a cependant précisé qu'on ne vidait le baquet où il faisait ses besoins qu'une fois plein et « qu'il n'a vu le premier filet d'eau qu'au bout d'un mois ». « J'étais dans le noir absolu sur un matelas pneumatique, qui se dégonflait au bout de quelques heures et que je gonflais. » Il ne racontait pas la scène de l'amputation : « Je ne sais pas si c'est nécessaire de dire que c'était très, très douloureux. »

M. Empain pense que ses geôliers étaient au nombre de douze dans le premier temps et que, après son premier transfert, ils avaient changé. « Je crois qu'ils n'avaient pas l'intention de me garder plus de trois ou quatre jours. Je n'étais pas tenu au courant de ce qu'ils voulaient faire. J'ai écrit au total quarante ou cinquante lettres. Peut-être quatorze ou quinze sont arrivées à destination. J'écrivais sur le tapis de sol en m'éclairant d'une torche que je tenais dans la main gauche qui était dans l'état que vous savez. »

Plus tard, à Savigny-sur-Orge, le séquestré, qui avait perdu la notion du temps, se souvient que l'un de ses ravisseurs lui avait dit qu'il ne passerait rien avant les élections législatives. « C'était une bonne et mauvaise chose, dit-il, une mauvaise, car il restait encore quelques semaines avant ma libération. Une bonne car j'avais encore quelques semaines à vivre. »

Puis ce fut la fusillade sur l'autoroute du sud. Le baron l'a apprise le dimanche même de sa libération, le 26 mars, c'était Pâques : « On m'a jeté le Journal du dimanche dans la tente. La fusillade ça voulait dire la fin pour moi, même si la police pensait que c'était une chance. » Cependant, M. Empain rendra hommage à la police, à qui « il doit de pouvoir témoigner à la barre aujourd'hui. Je l'en remercie ». Cet après-midi-là, ses geôliers lui ont appris qu'ils allaient lui rendre la liberté.

C'est ainsi qu'il s'est retrouvé dans une rue d'Ivry avec 10 F en poche. « Je n'étais pas y creux. J'ai entendu la voiture s'éloigner. Je me suis dirigé vers le premier réverbère. J'étais répuant avec une barbe de plus de deux mois. Les quelques gens que j'ai rencontrés changeaient de trottoir. J'ai pris le métro. Le premier non dans la foule était Opéra, une endroit que je connaissais. J'ai téléphoné à ma femme. »

Sylvana, son épouse, dont il est aujourd'hui séparé, dira à la barre : « Il était plié en deux. Il avait peur du noir et la lumière lui faisait mal au yeux. » L'inspecteur Jean-Claude Murat, qui l'accompagnait, soulignera : « Il sanglotait et m'a dit : « C'est un cauchemar. Je ne souhaite pas ça à mon pire ennemi. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'éviction de M^{me} Troisier

La suppression de l'inspection médicale pénitentiaire, outre l'annonce de la nouvelle politique de santé qu'elle constitue, met fin aux fonctions de M^{me} Solange Troisier, médecin inspecteur général de l'administration pénitentiaire. M^{me} Troisier n'aura donc pas à choisir, comme elle allait devoir le faire en janvier, entre son poste à l'administration pénitentiaire et son poste d'inspecteur à l'université de Paris-VII. L'administration pénitentiaire avait en effet dénoncé la convention qui lui permettait de cumuler ces deux fonctions.

Membre du comité central du R.P.R., ancien député (U.D.R.) du Val-d'Oise (1968-1973), M^{me} Troisier, soixante-trois ans, se refuse à toute déclaration, faisant seulement savoir qu'elle n'a pas été avertie officiellement de la suppression de l'inspection médicale des prisons.

Les prises de position de M^{me} Troisier avaient forgé d'elle l'image d'une femme intransigente. Elle avait notamment pris des dispositions particulièrement « énergiques » pour que la médecine pénitentiaire intervienne lors de la grève de la faim des détenus corses en 1981 (le Monde du 15 janvier 1981). Elle avait tenu en 1977 d'étranges propos — qu'elle avait ensuite démentis — sur un détenu, Patrick Henry, qui venait d'être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'un enfant, déplorant notamment qu'on lui donne des soins dentaires.

Enfin, récemment, M^{me} Troisier a été mise nominalement en cause par Alain Laville dans son livre le Juge Michel, lorsqu'il évoque l'affaire du trafic de grains médicaux (le Monde du 4 novembre).

M^{me} Troisier n'a à ce jour fait aucune déclaration publique sur ces accusations.

Jo. S.

● M^{me} Simone Gaboriau, vice-présidente du tribunal de Bordeaux, a été élue présidente du Syndicat de la magistrature, a annoncé le S. M. lundi 13 décembre. M. Daniel Leclercq, juge des enfants à Nanterre, reste secrétaire général de l'organisation. Et M^{me} Blandine Froment, juge d'instance à Asnières, en devient le secrétaire général adjoint. Les autres membres du nouveau conseil du S. M. sont : M. Jean-Paul Jean, juge d'instruction à Poitiers ; Philippe Llorca, juge d'instance à Pontoise ; Dominique Guyot, auditeur de justice,



"Croque moi et tu convaincras."



Pour réussir, l'homme doit ~~se~~ cesser convaincre. Soi-même et les autres. Et pour augmenter ~~son~~ pouvoir de conviction, il ~~se~~ fabrique des outils à ~~se~~ mesure. L'ordinateur personnel Apple en est un.

Rappelez-vous. Il n'y a pas si longtemps, l'ordinateur personnel c'était un rêve. Aussi fou que de vouloir posséder son propre vaisseau spatial.

Et puis il y eut Apple.

L'informatique indépendante, - abordable (un Apple coûte moins qu'un simple photocopieur) et accessible (on apprend à s'en servir en quelques heures).

Un Apple ne vient jamais seul. Avec lui, vous disposez d'une bibliothèque de programmes avec lesquels vous pouvez vous mettre tout de suite au travail. Sans avoir à apprendre le langage informatique.

Un Apple, c'est le meilleur moyen d'aller plus vite et plus loin. D'être créatif sans aucune contrainte. De regagner le temps perdu en tâches répétitives, en routine. D'aller jusqu'au bout de chaque nouvelle idée. De redevenir inventif à 100 %.

Vous faut-il d'autres bonnes raisons ?

Alors examinez une de vos journées de travail, vous en trouverez. Mais si vous ~~avez~~ déjà qu'un ordinateur personnel peut vous faire du bien, documentez-vous (voyez le bon à croquer Apple ci-dessous). Et gardez bien en tête que votre ordinateur personnel doit disposer de programmes pour vos travaux habituels. Et qu'il doit être capable de grandir en fonction de vos besoins (Apple dispose de plus d'accessoires que n'importe quel autre ordinateur personnel).

Choisissez aussi un ordinateur célèbre et qui a fait ses preuves : 600.000 Apple fonctionnent chaque jour dans le monde. C'est la meilleure preuve de leurs hautes performances et la certitude d'un service disponible sur le champ.

On ne devient pas célèbre par hasard.

Un Apple, c'est vrai, change les façons de travailler, de penser, de décider.

A vous de décider.



BON A CROQUER

SEEDRIN

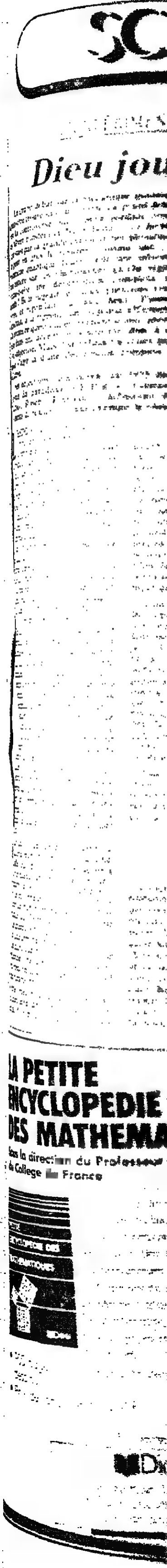
Avenue de l'Océanie - Z.I. de Courtabœuf - 91944 LES ULLIS.

☐ Que lire : Si vous voulez vous familiariser ~~avec~~ le monde de l'ordinateur personnel, à travers la littérature Apple ~~les~~ revues spécialisées, cochez cette ~~case~~.
☐ En Français ☐ En Anglais ☐ Si ~~vous~~ pouvez plus attendre, cochez cette ~~case~~ pour recevoir la liste des revendeurs agréés Apple.

Nom _____ Société _____
 Adresse _____ Code postal _____

apple
 l'ordinateur personnel

Len Bunnell



Dieu joue probablement aux dés

(1) L'évolution, ■■■ peut être prouvée expérimentalement. Elle n'en constitue pas moins l'unique hypothèse qui explique le monde vivant. Celui-ci, en effet, doit être considéré comme un ■■■ comme une unité génétique, qui a commencé il y a trois milliards d'années et s'est épanouie depuis lors pour aboutir à toutes ■■■ formes vivantes actuelles (hommes compris). Grâce à la stratigraphie ■■■ aux méthodes modernes ■■■ datation, l'évolution a acquis ■■■ cadre chronologique ■■■ les ■■■ étapes floues ■■■. Et dans ■■■■ dire, s'insèrent d'innombrables faits scientifiques qui lui appartiennent à l'homme ■■■■ rechercher. Partant ■■■■ faits scientifiques, l'homme sera confronté à des problèmes humains que le concept de ■■■■ problèmes religieux ■■■■ nature, sur son origine et sur sa fin.

(2) Le déterminisme n'est pas l'ingrédient essentiel. L'inégalité de Bell s'applique aussi à des théories déterministes.

Antarès ou la cosmogonie au-delà du tableau noir

JACQUES VAUCANSON

Le Monde

culture

CINÉMA

LA SEMAINE DES CAHIERS AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Un travail d'éveil

Dispersé dans cinq salles parisiennes, n'appartenant pas à « grands circuits » (le 12-82), le programme copieux (trop peut-être) du festival d'automne-cinéma, qui s'achève le 14 décembre, n'a pas mobilisé les foules mais a permis de faire le point sur l'esprit cinématographique de Frédéric Mitterrand. Distributeur et exploitant indépendant, le créateur des « Olympiques » se montre éclectique. Pour lui, un hommage à Buñuel et à la « Nouvelle Vague » cinématographique d'Espagne ou de France, la réévaluation du cinéma populaire espagnol d'avant la guerre civile ou de l'époque franquiste, en amoureux du cinéma, Frédéric Mitterrand, a fait surgir, dans les salles du festival d'automne, une cinéphilie des profondeurs, que défend, soutient, impose aussi le cinéma de minuit de FR 3.

À l'Olympic Saint-Germain, la fréquentation semble avoir été la plus importante. Hier, par exemple, la salle où se jouait le film « L'été du Canada » (quatorze jours au festival), s'ajoutait à la programmation partielle du festival. Et les « Cahiers », fidèles à leur « politique », proposaient une rétrospective sur la position actuelle du cinéma d'auteur et de recherche, par rapport à un public qui ne devrait pas être seulement celui des cinéphilos mais aussi celui des cinéastes. Sujet traité par l'italien noir et blanc dans « Signi d'oro » où le jeune réalisateur italien non conformiste, Henri Moroni, jouant son rôle, fait passer de sa propre expérience lorsqu'on lui reproche — dans le film — de ne pas se préoccuper du « paysan de Campagna, de la ménagère de Trévise ou du berger des Abruzzes ». Phénomène culturel important (malgré son échec à ses débuts), le cinéma d'auteur se réveille-t-il, aujourd'hui, irrémédiablement séparé des amateurs de cinéma-spectacle et, oui, s'y résout-il ?

Deux des films de la semaine des « Cahiers du cinéma » viennent d'être couronnés : les « Saisons » de Tassia par le prix Georges-Sadoul (commentaire dans le Monde du 11-12-82) et « L'enfant secret » de Jean Vigo, par le prix Jean Vigo. L'exemple exemplaire, Garrel revient, après trois ans de silence, à la fascination pour les difficultés de l'amour, les faiblesses douloureuses, guettées par la folie, la drogue, l'attitude que l'on retrouve chez le cinéaste égyptien, Youssef Chahine dans « L'été du Canada », œuvre ouvertement autobiographique, un peu encombrée par le « Huit et demi » de Fellini, mais qui effectue avec passion, avec talent, le recensement d'une création acharnée à se reconnaître, dans un pays comme sur la scène internationale.

La suite, dépend, évidemment, — pour les films français les prix Sadoul et Vigo peuvent y aller — du fu-

ture conditions d'exploitation commerciale, mais on ne doit pas estimer le travail d'éveil des « Cahiers du cinéma ».

Nous sommes à Antonio-Reis et à son épouse Margarida Cordeiro, les auteurs de « Tras-os-montes » (présenté à l'Action République 1978), la plus grande sélection de la sélection « Cahiers », grâce à la dernière film, dans lequel le cinématographe d'Espagne sur le temps et la mémoire, sur les coutumes et les mœurs d'un grand humeur enraciné dans la passé d'une civilisation rurale et qui affronte une tâche profonde.

Les films héritiers, le film d'une demi-heure, trois réalisés par des Françaises, trois par des Allemandes, sur le thème des voyages Paris-Berlin ou Berlin-Paris ont une expérience curieuse, un peu l'air d'être dans le fait de tenir, le « nouvelle » cinématographique de l'Europe. Dubourg, La rencontre, près du mur de Berlin, d'une journaliste introvertie, la recherche de son enfance et d'une comédienne en quête d'un rôle.

Le festival général de films héritiers est cohérent par son thème. Ce n'est pas le cas de l'Archipel des amours, qui regroupe, sur un seul film, les diverses formes de l'amour aujourd'hui, neuf courts métrages de jeunes cinéastes français, dont deux femmes, Jacques Davila, Gérard Frot-Coutaz et Jean-Claude Guignat commentent l'humour ou la gravité des histoires d'amour, Marie-Claude Tréhou, en « L'été du Canada » et Lucide, résume la scène de ménage d'un couple du « troisième âge » déambulant dans les rues d'une Lourdes hivernale, le film « L'été du Canada », qui lui a valu — signe remarquable — le prix Jean-Vigo du court métrage.

JACQUES SICLIER.

« SAS A SAN-SALVADOR », de Raoul Coutard

Finis les « pleurs » ? Adaptés pour le premier fois à l'écran par leur auteur en personne, les aventures de Son Altesse Sérénissime Malik Linge, ici réalisées, n'ont rien à voir avec le modèle original.

Seize et violence, parographie et ardeur font valoir les ouvrages de Gérard de Villiers. Dans « SAS à San-Salvador », Malik, qui domine des coups de main à la CIA pour payer l'entretien de son château, arrive dans un pays où se vit une belle brève sanglante. L'extrême gauche n'est pas en reste au royaume de la boue. Quant au rayon fumeurs, les Tropiques fournissent.

Le film n'est pas interdit aux moins de dix-huit ans ; simplifié, aliéné, il est un autre remarquablement dénué d'action et mal joué. — C. D.

* Voir les films nouveaux.

DANSE

Les projets et les colères de Roland Petit

Décontracté, sportif, accompagné par sa fille favorite, M^{lle} Edmonde Charles-Roux, Roland Petit, directeur des Ballets de Marseille, recevait la presse dans le décor « Vie parisienne » chez Maxim's pour présenter son programme de l'été. Installé depuis trois semaines au Théâtre des Champs-Élysées, qui voilà dix ans, fut celui de ses premiers exploits, il y vient défier l'Opéra de Paris (dont il garde une certaine nostalgie) pour la création, les « Hauts de Hurlevent », une musique de Marcel Landowski.

Pour cette opération, il fait donner sa troupe marseillaise, créée en 1972 sur l'initiative de M. Defferre, maire de la ville, aujourd'hui, ministre de l'Intérieur, et époux de M^{lle} Edmonde Charles-Roux. Sa troupe, c'est-à-dire quarante-cinq personnes, M^{lle} Dominique Khalfouni, étoile transfuge du palais Garnier. Les disponibilités de la vie provinciale ont permis à Roland Petit de créer deux nouveaux spectacles d'après « Can-Can » de Porter, l'« I love Paris », avec Zizi Jeanmaire.

Son programme, au Théâtre des Champs-Élysées, s'est ouvert sur les « Amours de Franz », évocation de la vie de Schubert (jusqu'au 16 dé-

cembre, en alternance avec Dominique Khalfouni et Carla Fracci). La soirée Debussy, de 20 à 24, est un spectacle de pure valeur pour mettre en valeur les artistes de la compagnie.

Roland Petit parle abondamment de son échec à l'État de projet, du « Notre-Dame de Paris », qu'il devait monter en coproduction avec l'Opéra de Paris, dont l'administrateur, M. Georges Hirsch, était présent. Maxim's. Tout semblait idyllique. M. Hirsch a précisé qu'il n'était pas au courant, officiellement, des propos hostiles à la collaboration, entendus dans sa maison.

Il n'en est pas de même pour Roland Petit. Le 13 décembre, il annonçait qu'il renonçait à la coproduction, que sa troupe se passerait des danseurs de l'Opéra qu'il monterait « Notre-Dame de Paris » à l'été 1983, et au Metropolitan de New-York en juillet.

MARCELLE MICHEL.

MUSIQUE

« COUNTING », DE TOM JOHNSON

Compter et jouer

Langage « l'âme pour le grand public », musique, pour les musiciens, a toujours été étroitement associée aux nombres : nombres créés dans la musique religieuse des diverses civilisations, chiffres pour noter l'harmonie à l'époque classique, chiffres pour les séries du dodécaphonisme pour le retour à l'ordinateur, mesures pour compter lorsqu'un instrumentiste a fait, mesures à trois temps, quatre temps, six-huit décomposé, indications métronomiques : la note à sixième.

Les musiciens, professionnels ou amateurs, compositeurs virtuoses, ne cessent de compter, si cela ne suffit pas à faire de la musique, c'est la « musique primordiale ». D'où l'idée des Musiques à compter (Counting), du compositeur américain Tom Johnson, qui le Groupe d'études et de réalisations musicales proposait le 20 novembre à la Porte de la Suisse et qui a présenté d'aus-tères variations des mille et une façons d'annoncer des nombres simples : les assemblant de différentes manières, en les répétant, en brisant la continuité, chaque fois d'une façon systématique mais originale. Les chiffres peuvent être dits dans plusieurs langues, à une ou deux voix (Counting language, Counting duet), ou découverts explicitement par un instrumentiste (Counting strings pour un psalterion et Counting

eight pour violon et alto), l'on a tardé pas à compter soi-même pour mieux apprécier la durée des silences, la proportion des phrases musicales.

Il devine ce qu'il peut y avoir de rebutant et de fascinant dans une démarche aussi univoque, mais l'expérience révèle des phénomènes curieux. Tantôt, le procédé, jugé simpliste au début, produit du fur à mesure de l'évolution des résultats plus complexes qu'on s'y attendait — telle une machine poétique qui finit par englober le curieux lorsqu'il y met le doigt — tantôt, la complexité initiale fait qu'on n'en comprend la logique interne qu'après un certain temps : on suit alors le dénouement avec la satisfaction de pouvoir le prévoir. Lorsqu'on l'a saisi, au début ou à la fin, le projet est si vivement mis en lumière, surexposé pour ainsi dire, qu'il semble se dissoudre : il devient réactif, la répétition, obsession.

Il y a dans cela un mélange d'austérité et d'ironie, de dévotion et de sérieux que l'on retrouve dans la plupart des œuvres de Tom Johnson et qui le situe au marge du mouvement « minimaliste » new-yorkais : son minimalisme est à la fois son pas sans équivoque la logique de Lewis Carroll.

GÉRARD CONDÉ.

EXPOSITIONS

LES FRUITS DE L'EXIL AU GRAND PALAIS

Le tronc commun des racines

Les artistes latino-américains exposent pour une petite semaine au Grand Palais. Un très grand nombre, mais on n'imaginait sans doute pas qu'ils pourraient ainsi remplir presque tout l'espace sous la verrière, qu'ils exposeraient les cimaises en y témoignant d'œuvres de qualité.

On connaît déjà pas mal des artistes présents, notamment ceux qui vivent en France depuis longtemps parce qu'ils ont choisi de s'y installer pour s'exprimer, et qui sont assimilés à l'École de Paris : on peut citer Lam, récemment disparu, des artistes latino-américains comme Le Pan, Soto... Mais il y en a beaucoup d'autres que l'on ne connaît pas encore, parmi ceux que les événements politiques ont contraints de quitter le pays, des Chiliens, des Argentins...

L'exposition proposée par les socialistes de l'homme porte un sous-titre « Les fruits de l'exil ». Et c'est bien fait de ne pas se limiter aux réfugiés politiques — l'exil, plus ou moins dramatique, est porteur de richesse. Les thèmes d'inspiration sont variés : l'immigration impossible à isoler, l'immigrant, qui prend toutes sortes de formes, les possibilités de confrontation d'échanges, la nostalgie qui veut à remonter avec les racines, le travail de pensée et de parole, l'œuvre d'art comme un image de l'homme, une figuration douloureuse, ou ironique, ou narrative, ou deux pas du symbolisme.

L'exil latino-américain est une œuvre d'art forte. N'est-ce pas de l'œuvre de l'artiste de l'exposition peinte par Antonio Seguí, où l'on voit trois personnages courir au-dessus

THÉÂTRE

« ENTREVUE AU PARLOIR », Lyon

Le petit Meaulnes

À côté des grandes institutions lyonnaises, les Ateliers offrent une salle petite et chaleureuse où Gilles Chavassieux mène des activités permanentes d'accueil et de création. Le type de création à citer en exemple : le « Meaulnes » d'un auteur contemporain, encore peu connu, pas vraiment débutant — il a déjà été joué, — un enfant du coin, né en Isère et qui habite Marseille. Il s'appelle Fernand Seltz, et sa pièce, — diffusée par Théâtre Ouvert : Entrevue au parloir.

En fait de parloir, le décor représente un jardin intérieur, celui d'une école ou d'un couvent, avec un arbre creux, une cabine de bois — genre toilettes de campagne. Au fond, des arcades bouchées par un mur qui se relève et laisse voir une bande de ciel bleu et un ciel marin. Dans le paysage imaginaire, en mosaïque de souvenirs et de rêves, la surveillance d'un jardinier, bien évidemment, philosophe, s'agitent et papotent les deux endimanchés. C'est le jour anniversaire du héros, Adrien, en même temps que le jour de sa naissance et celui de son suicide.

La pièce met en scène le mode onirique d'une existence du bûlard : rappels de drames furtivement révélés, confidences surprises, d'amours gâchés. L'histoire d'un garçon fragile, un petit Meaulnes, qui cache un destin dans la cabine au fond du jar-

din. Histoire intimiste, que le découpage en fragments sans chronologie embobine d'un maniérisme inutile et dont la mise en scène redouble et alourdit les naïvetés symboliques. Sans personnages définis, situations nettes, les acteurs flottent. A l'exception d'Hélène Vincent et d'Odile Loquin, ils frisent la confusion.

Mais il faut bien accepter l'absence de cohérence, comme les promesses des auteurs neufs, et il est bien de faire connaître.

COLETTE MURRAY.

* Lyon, les Ateliers, jusqu'au 18 décembre.

Journées de la culture russe en France

En collaboration avec la Société des professeurs de russe en France, le Centre Pompidou organise, du 15 au 19 décembre, une série de rencontres autour du théâtre russe en France : une pièce d'Eugène Schwartz, le Petit Chaperon rouge, par le théâtre Courant d'air (le 15, à 17 h 30) ; un entretien avec Efrim Elkud sur le « russe, langue poétique » (le 15, à 20 heures) ; les émigrations russes en France (le 16, à 16 h 30) ; la représentation d'une pièce de Nicolas Evreinoff par le Théâtre du Matin : la Mort joyeuse (le 16, 17 et 18, à 18 h 30) ; la littérature russe et les lecteurs français (le 16, à 20 h 30) ; le théâtre russe sur les scènes françaises avec Gilles Bourcier, Antoine Vitez, Otomar Krejča, Bernard Sobel (le 17, à 14 h 30) ; la pensée russe en France, avec Constantin Andronikof, Maurice de Gandillac, Vladimir Jankélévitch, (le 17, à 16 h 30) ; la musique russe en France (le 17, à 20 h 30) ; les artistes russes à Paris (projections et « tables rondes », le samedi 18). Enfin, le dimanche 19 sera consacré à l'Eglise orthodoxe en France : « table ronde » avec Stéphane Tatischev, Olivier Clement, Nicolas Lossky (à 16 h) ; les icônes russes en France (à 16 h) ; le culte de la Vierge de l'Eglise de Notre-Dame-de-l'Assomption (à 18 h 30).

Ces journées se termineront par une « table ronde » sur les Russes écrivains français, avec Alain Bosquet, Jean Blot, Luba Jurgenson, Daria Olivier, Zolt Odenbourg (20 h 30).

MERCREDI

CLINT EASTWOOD



FIREFOX

L'ARME ABSOLUE

CLINT EASTWOOD dans « FIREFOX » avec FRITZ MARNE, ALEX LARSEN, VERNER SIEGELMAN, et GREG THOMAS. Réalisé par CLINT EASTWOOD. Scénario de CLINT EASTWOOD et GREG THOMAS. Musique de CLINT EASTWOOD. 1972, 110 min. 16 mm. Couleur. VHS 1982.

A PARTIR DU

MADELEINE
COMPAGNIE VALÈRE - DESAILLY

BERNARD FRESSON

SIMONE VALÈRE JEAN DESAILLY

LA DIXIÈME DE Beethoven
DE PETER USTINOV

Mise en scène de PHILIPPE RONDEST
Décor de GEORGES POMERANTZ

MARIE FAGES CLAUDE BRÉCOURT
CHRISTOPHE ALLWRIGHT ISABELLE GÉLINAS
YVAN VARCO MICHEL BERTAY

LOCATION 265.07.1111 ET AGENCES

MUSÉE NATIONAL DES TECHNIQUES
270, rue de la Harpe 75005 Paris 5^e

Jacques VAUCANSON
1709 - 1782
Ingénieur de génie
Tous les jours de 13 h à 17 h 45, du 10 à 17 h 30
DU 30 NOVEMBRE 1982 AU 16 JANVIER 1983
Conférences 4 et 11 janvier

GUY BEDOS
au Gymnase
à partir du 12 janvier

Soir 21 h dim. et lun. J. Dim. 18 h 30
Location à partir du 29 décembre
au Gymnase, 38, bd Bonne-Nouvelle PARIS
Tél. 246.79.79 (de 11 h à 19 h) et Agences

LOCATION CORRESPONDANCE

Pour correspondance, places, renseignements, prendre fin 14 jours avant chaque spectacle. Remplissez le coupon-réponse en indiquant 3 par ordre de préférence et retourner le au THÉÂTRE DU GYMNASSE, 38 bd Bonne-Nouvelle 75001 PARIS, accompagné d'une enveloppe et règlement de 2 de THÉÂTRE DU GYMNASSE. Si vous ne vous étiez pas huit jours avant la première date de spectacle, le coupon-réponse sera valable jusqu'au 30/11/82.

Prix 110 F - F-70 F-50 F

NOM TEL.

AD.

CODE POSTAL 2^e 3^e

Chèque 2^e 3^e

Nombre à F:

Prix MO

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 14 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h **Musique : le Fou**
(en liaison avec France-Musique).
Drame lyrique de M. Landowski. Avec l'Ensemble
orchestral de Paris, la chorale E. Brasseur (dir. M. Lan-
dowski) et K. Armstrong, P. Gottlieb, M. Vanto,
P. Daghian, M. Malsbène.
Le cauchemar d'un savant qui refuse
de livrer les secrets de sa bombe. Musique après le ciné-
ma, créée en 1936, qui a malheureusement mal
vieilli.

22 h **Le grand défilé : Mémoire** (Eugène
Descamps)
Une émission de l'INA, réal. C. Chaboud.
Portrait d'un militant syndical, secrétaire gé-
néral du C.F.D.T.

23 h 5 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

11 h 30 **Cinéma : Les Grandes Vacances**
Film français de J. Grault (1967), avec L. de Funès,
F. Mayne, C. Genesse, O. de Funès, M. Kelly, F. Luccia,
J. L. (redif.).
Un directeur de collège envoie son fils, recalé au bac,
en Angleterre. Le garçon, préférant passer ses vacances
en bateau, se fait remplacer par un camarade.
Le père découvre le pot-aux-roses. La tradition
souterraine du cinéma de Jean Grault. Surtout,
colère, vindicte, Louis de Funès emporte
un tourbillon. Le film, c'est lui.

22 h **Le grand défilé**
De P. Tchernia et J. L. Avec R. Hanin et
M.-F. Paier.

23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

11 h 35 **Cinéma : la Cousine Angélique.**
Film espagnol de C. Saura (1973), avec J.-L. Lopez.

Vasquez, F. Delgado, L. Canalejas, L. Cardona, M.-C.
Fernandez de Loza.
Castille où il passa, enfant, les vacances de l'été dans
sa famille, et s'éprit de sa cousine Angélique.
Exploration du passé, de la mémoire, des en-
fances, peut-être l'œuvre de Marcel Proust
le film d'Ingmar Bergman, Les Fraises sauvages.
Mais, à partir de ces influences, Saura a fait
un profondément personnelle, originale.

h 25 **Magazine : L'Archéologie**
Émission historique de P. Ory. - L'archéologie du
ciel, P. Bouthin.
3 000 heures de vol, 10 000 diapositives : Goguy
sillonner le ciel depuis vingt ans. L'équipe de
France a suivi l'archéologue céleste dans ses
découvertes.

h 30 **Journal.**

23 h 45 **Prélude à la nuit.**
Musique de la Chorale universitaire de Varsovie, dir.
J. Dabrowski.

FRANCE-CULTURE

h 30, **La nuit magistrale**, une philoso-
phie scientifique (les sept catastrophes élémentaires).
h 30, **Dialogues : Qui Goguy ?** avec J. L. et
J. Gagliardi.
h 30, **Le Facteur** jouera deux fois : orgue et organum à
l'abbaye de Royaumont.
h 30, **Nuits magiques** : Des hommes dans la maison.
Découvertes.

FRANCE-MUSIQUE

h 30, **Premières loges** : œuvres de Verdi, J. Brahms par
M. Anderson, contralto.

h 35, **Le grand défilé** : les simultanés TF 1 - le Fou -
drame lyrique de M. Landowski.

h 15, **La nuit sur France-Musique** : les saisons, le châte-
aux ! Œuvres de Berlioz, Liszt, Addinsell, Beethoven,
J.-S. Bach.

Mercredi 15 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **Journal plus.**

12 h **Météorologie.**

12 h 10 **Juge box.**

12 h 30 **Atout cœur.**

13 h **Journal.**

13 h 35 **Un instant pour demain.**
Les métiers liés aux énergies nouvelles.

13 h 55 **Le grand défilé**
Spécial Noël. A 11 h 50, Jouer le jeu de la santé ; à
15 h 55, les pieds au mur.

14 h 25 **Le village dans les nuages.**

14 h 50 **Histoire d'encre.**

15 h 5 **A la une.**

15 h 20 **Émissions régionales.**

15 h 45 **Il vous plaît.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Le grand défilé de l'information.**
Le monde du fer, une émission de R. Clouet sur
les problèmes de la sidérurgie française à Denain.

h 11 **Document : Conflits... se défendre chaque
jour.**
De Paul-Marie de La Gorce, éditeur : Jean Bescom.
Défense d'un pays, une indépendance, le plan éco-
nomique, technologique (recherche militaire), le
plan de l'information (développement des satellites).

22 h 40 **Le grand défilé.**
La vente sur le pré, de F. Warin (redif.).

h 5 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**

12 h **Journal.**

12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**

13 h **Le grand défilé.**

13 h 30 **Sport : ski**
dames, à Piancavallo (Italie).

13 h 50 **Série : La vie des hommes.**

14 h **Les secrets de l'aventure**
Eaux sauvages, de A. R. (redif.).

14 h 30 **Le grand défilé.**

15 h 5 **Le grand défilé.**

17 h 30 **Le grand défilé.**

17 h 45 **Le grand défilé.**

De A. Bougrain-Dubourg. Les mal-aimés en question.
Un reportage sur les coyotes, qui sèment le trouble aux
États-Unis, sur leurs cousins européens : les renards.

18 h 30 **Le grand défilé.**

18 h 45 **Jeu : Le grand défilé.**

19 h 20 **Émissions régionales.**

19 h 45 **Le grand défilé.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Téléfilm : Les cinq minutes.**
Dynamite et compagnie, réalisation G. Golan.
J. Debarry, M. Eyraud, R. Bussières, A. Poivre...
Les enfants découvrent dans un chantier le cadavre d'un
jeune homme. Le Commissaire Cabrol enquête chez les
habitants de hard rock.

22 h 10 **Le grand défilé**
Les femmes de Roanne travaillent dans le textile
des salaires qui ne dépassent pas le SMIC quand la
crise économique a la majeure partie d'entre elles
au chômage : une enquête étonnante de Paul Séban.

23 h 5 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h **En direct : l'Assemblée nationale**
Questions au gouvernement.

h 11 **Pour jeunes.**
Le tour du monde en 80 jours.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 14 DÉCEMBRE
- M. Roger Quillès, ministre
de l'urbanisme et du logement et
Roger Lemiale, président de la
Fédération nationale des agents
immobiliers (F.N.A.I.M.), partici-
pent à l'émission. C'est vous sur
TF 1 à 18 heures.

- M. Michel Maury-
Larivière, vice président du
C.N.P.F., et Étienne Véron, P.D.G.
de la société - Majorette - les
invités à l'émission - Le téléphone
sonne - sur France-Inter à 19 h 20.

- Marie-France Garaud,
ancienne candidate aux élections

présidentielles, reçue au journal
à 19 h 30 sur Radio Express
(Paris 100, 85 MHz).

- M. Yvon Gattaz, président du
C.N.P.F. est invité par Radio Soli-
darité à 19 h 30 (Paris, 89,
800 MHz).

MERCREDI 15 DÉCEMBRE

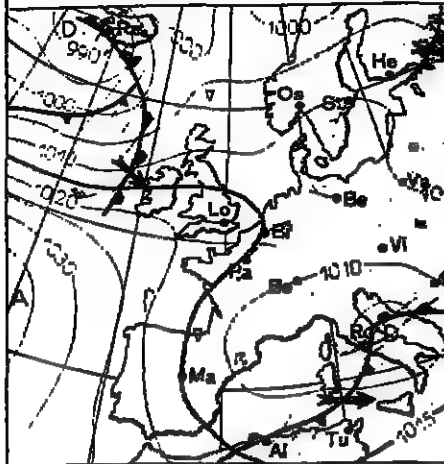
- M. Jo Goldenberg, restaura-
teur de la communauté israélite, est
l'invité du journal de TF 1 à
13 heures.

- M. Yvon Gattaz, président du
C.N.P.F., participe à l'émission
- Inter-Matin - sur France-Inter à
7 h 40.

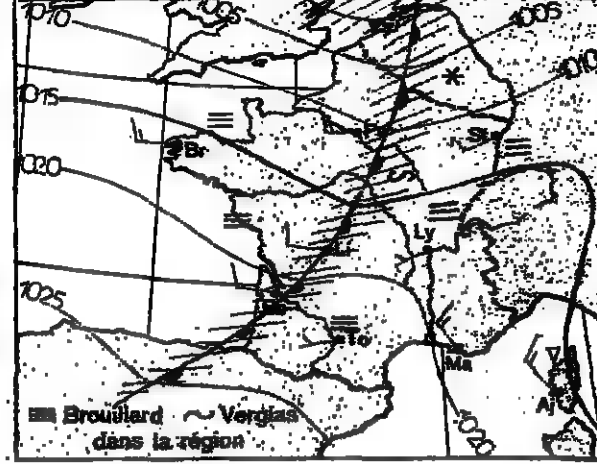
INFORMATIONS «SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.12.82 A 0 h G.M.T.



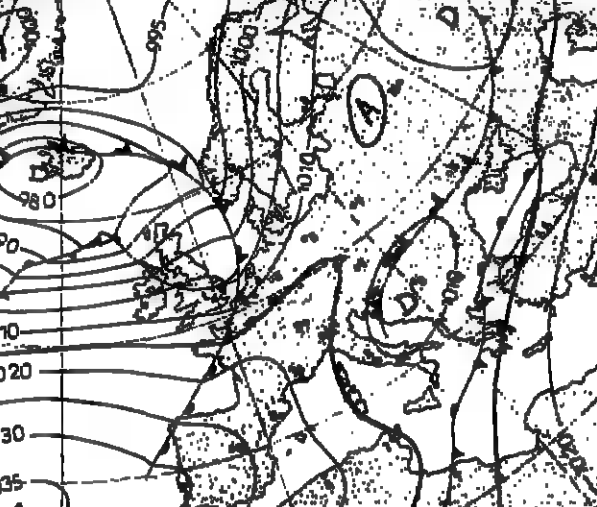
PRÉVISIONS POUR LE 15.12.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps entre le mardi 14 décembre à 0 heure et le mercredi 15 décembre à minuit :

Au nord, l'anticyclone d'Afrique s'étend jusqu'à la Bretagne, circule une zone de mauvais temps qui va aborder les côtes de la Manche au cours de la nuit de mardi, et mercredi matin. L'ensemble du territoire sera sous l'influence de la dépression atlantique. Les pluies, les neiges en altitude et les vents forts seront modérés à forts sur les côtes. Sur la France, le temps sera brumeux, avec quelques pluies, et à l'Alsace, les neiges en altitude. Les vents de nord-ouest seront modérés à forts sur les côtes. Sur la France, le temps sera brumeux, avec quelques pluies, et à l'Alsace, les neiges en altitude. Les vents de nord-ouest seront modérés à forts sur les côtes.

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)

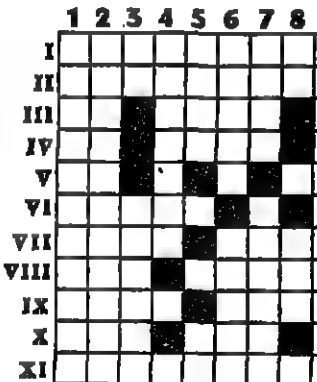


La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 14 décembre à 7 heures, de 1018,5 millibars, 764,2 millimètres de mercure. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second le minimum de la nuit du 13 décembre à 14 heures) : Ajaccio, 14 et 11 degrés ; Biarritz, 11 et 6 ; Bordeaux, 9 et 5 ; Bourges, 7 et 3 ; Brest, 9 et 2 ; Caen, 5 et 0 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 8 et 2 ; Dijon, 7 et 2 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 3 et 0 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Margate, 10 et 2 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 11 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 8 ; Paris-Le Bourget, 11 et 1 ; Pau, 11 et 6 ; Perpignan, 13 et 5 ; Rennes, 7 et 0 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 7 et 2 ; Toulouse, 12 et 6 ; Poitiers-Piège, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 11 degrés ; Athènes, 17 et 12 ; Berlin, 3 et -1 ; Bonn, 5 et -4 ; Bruxelles, 2 et 0 ; Le Caire, 19 et 15 ; Les Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 2 et -5 ; Dakar, 25 et 20 ; Djakarta, 18 et 11 ; Genève, 11 et 2 ; Jérusalem, 11 et 7 ; Lisbonne, 14 et 8 ; Londres, 6 et 0 ; Luxembourg, 4 et 0 ; Madrid, 11 et 1 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, 11 et 16 ; New-York, -3 et -7 ; Palma-de-Majorque, 17 et 4 ; Rome, 16 et 7 ; Stockholm, -2 et -6 ; Téhéran, 17 et 11 ; Tunis, 20 et 10.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3341



HORIZONTALEMENT

I. Plante à pieds. - II. Aurore bien s'éclaircit. - III. Participe qui évoque l'explosion. Victime de la jalousie. - IV. Point d'urgence. - V. Terme toujours le même. - VI. Préposition. Matière figurée d'un cœur généreux. - VII. Il a assez loin de sa coupe levée. - VIII. C'est aussi, également, même. Enceinte d'un enfant. - IX. On peut l'avoir à l'œil et s'en en payer. Chef de bandes. - X. Tranche. Sa filature donne du fil à retordre. - XI. Ruban qui, sur la bouton-

nière, fait moins bon effet que la

VERTICALEMENT
1. Soutiens précieux pour femmes à la haute qui se vent au bas. - 2. On peut parfois devenir grâce à un petit don. - 3. Bruit au roulement. C'est faire la moue pour faire la guerre. - 4. C'est le blanc que l'on lorsqu'on ne pas trinquer. - 5. Plein jusqu'à être imprégné. Article. - 6. Fille de famille. Peut s'utiliser sur un parterre brillant. - 7. Cours d'eau dans une région de vigne. - 8. Conjonction. - 9. Évoque mesure employée pour déterminer les limites.

Solution du problème n° 3340

Horizontalement
I. Premier. - II. Héron. Ecu. - III. Océ. Unique. - IV. Tri. Ecu. - V. Seul. Eire. - VI. Rallumé. - VII. Ciel. Mor. - VIII. Bl. Uim. - IX. Ovarienn. - X. Et. - XI. Sémestre.

Verticalement
1. Photorobot. - 2. Récréatives. - 3. Er. Iule. Ane. - 4. Mon. Fleu. - 5. Inné. Lire. - 6. Item. - 7. Requiem. - 8. Cuir. Or. - 9. Vue. Rallu.

GUY BROUTY.

EN BREF

ÉTUDIANTS

LOGEMENTS DANS LE VAL-DE-MARNE. - L'université Paris-Val-de-Marne a logé les étudiants de ses cours particuliers, garde d'enfants, emplois intérimaires... pour étudiants.

HANDICAPÉS

L'ASSOCIATION DES DÉFICIENTS informe la parution de plusieurs ouvrages édités d'après les normes internationales de l'ophtalmologie aux typographiques de l'AFNOR. Imprimés, papier mat, mode 10 x 24, ces livres sont reproductibles en version intégrale accompagnés de littéraires. Titres disponibles : La Fayette, Pierre et Jean, de Guy de Maupassant ; Les joyeux, Pierre Daninos ; Trois pièces, de Th. J. G. Lefroy ; Les femmes de Balzac, de Colombe, suivi de l'île, de Mérimée. Prix unitaire : F + 15 F de port. Pour renseignements, écrire à l'Association des déficients visuels, 23, rue Chevert, 75007 Paris (705-81-89), et joindre un timbre pour la réponse.

LE GUIDE DES VITAMINES

Florence ARZEL

En découvrant, au début du siècle, l'importance du rôle des vitamines et des sels minéraux sur l'organisme, la science a fait un pas de géant. Depuis, les recherches dans ce domaine n'ont fait que confirmer l'intérêt de cette découverte.

LE GUIDE DES VITAMINES est la liste complète des vitamines et des minéraux. Vous y trouverez tous les renseignements que vous souhaitez et les réponses à toutes les questions que vous vous posez : rôle et fonctions de chaque élément dans l'organisme, symptômes liés à des carences ou à des surdosages, besoins quotidiens nécessaires, aliments particulièrement riches dans la vitamine traitée, conseils pour la ou les conserver au maximum en cuisine.

En fin d'ouvrage, un récapitulatif et des recettes faciles à réaliser pour équilibrer vos besoins en vitamines et en minéraux rendent ce livre réellement indispensable et précieux.

Prix : 16 F.T.T.C.

Collection - SOLARAMA - Éditions SOLAR

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

CANON SNAPPY 50, Compact 24 x 36
Automatique à autofocus.
SNAPPY 20, modèle simplifié.
Existe en 11 couleurs.

phox
CHEZ PHOX, PAS D'INTOX.

300 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO RECORD - 151, rue de Paris - Tel. 71 31
LIVRY-GARGAN : PHOTO CINE CENTER - 87, Boulevard Chateaub - Tel. 226 87 39
PARIS 11 : PHOTO CINE CHOISEL - 87, Boulevard Chateaub - Tel. 226 87 39

Faible participation des élèves et des parents

SERGE BOLLOCH.

Ce mois-ci chez IBM:

Six bonnes façons d'acquiescer de la machine à écrire



Au tarif normal

Vous en rêviez. Vous aviez bien envie de vous offrir un jour une de ces fameuses machines à écrire électriques IBM. Eh bien, n'en rêvez plus. Si vous avez encore des questions à poser, prenez contact avec l'Ingénieur Commercial IBM de votre ville ou de votre région, qui vous informera.

Dès aujourd'hui, lisez nos offres de réduction et voyez laquelle répond le mieux à votre cas. Et puis, répondez-nous vite.

IBM



Machine à écrire IBM 196C



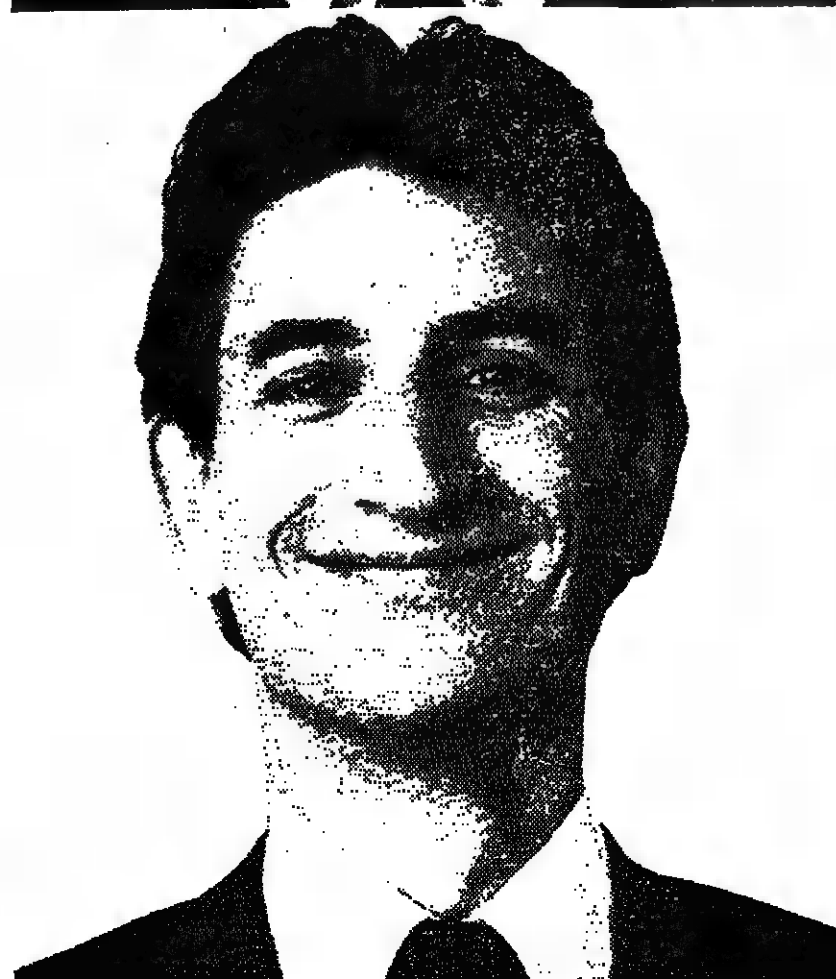
Gagnez 7%

Vous aurez bien votre machine IBM électrique avec toutes ses qualités de fabrication et ses avantages techniques. Comme par exemple, le dispositif de correction que nous avons créé et qui donne à toutes nos machines leur caractère "anti-faute"!

Que vous en vouliez une ou deux avec cette réduction de 7%, vous faites déjà une affaire! Pour toute information ou commande, adressez-vous à:

IBM

IBM DIRECT BP 51
45802 ST JEAN DE BRAYE Cedex
Tél.: IBMFIP 760650 F
Tél.: IBMFIP 760650 F
Boigny (Orléans) (38) 83.41.41. (un seul n° pour toute la France).



Gagnez 11%

Si vous êtes intéressé par l'acquisition de 3, 4 ou 5 machines vous pouvez faire des économies sur la célèbre "électrique" 196 ou 196C. Savez-vous que les 196C ont été utilisées par les plus récents champions du monde en dactylographie? Une seule recommandation: lisez le coupon-réponse, et répondez-nous vite!

IBM

IBM DIRECT BP 51 45802 ST JEAN DE BRAYE Cedex
Tél.: IBMFIP 760650 F
Tél.: IBMFIP 760650 F

Bonne nouvelle! j'ai l'intention de vous commander:

☐ 3 machines ☐ 4 machines
☐ 5 machines à écrire à la fois!

Par courrier, télex ou téléphone à IBM DIRECT, ce qui me donne droit, bien entendu, à la remise de 11%.

Nom: _____

Adresse: (ville et code postal) _____

N° de téléphone: _____

ns d'acheter re de ses rêves !



Gagnez 12%

Mais oui, vous pouvez économiser plus encore! Même si vous ☐ voulez qu'une (ou deux) de nos petites merveilles, avec leurs touches anti-reflets sur leur nouveau clavier de 96 caractères, allez directement la (ou les) chercher "comptant" dans l'un de nos Centres de Vente.

Centres de Vente IBM

A Paris:
• Wagram, 23 av. Wagram 75017 Paris
Tél. : 763.72.44
• St-Hippolyte, 360 rue St-Hippolyte 75001
Paris Tél. : 296.14.75
• Montparnasse, Tour Montparnasse
33 ☐ du Maine 75015 Paris
Tél. : 538.74.47

A Lyon:
• ☐ de Bonnel 69433 Lyon
Tél. : 862.60.36

Pour l'achat d'une ☐ deux machines ☐
écrire électriques: 12% de réduction
☐ paiement comptant ☐ enlèvement
par ☐ soins.



Gagnez 16%

Et mieux encore! Si vous voulez acheter 3, 4 ou 5 machines, vous pouvez bénéficier de 16% de remise, en allant les chercher directement dans nos Centres de Vente.

Toutes les remises de cette annonce s'appliquent à toutes ☐ machines ☐ écrire disponibles dont les sphères d'impression, bien connues, utilisent des caractères et symboles mathématiques, techniques et commerciaux.

Centres de Vente IBM

Pour l'achat de
3, 4, 5 machines à écrire électriques:
☐ de réduction ☐ paiement
comptant ☐ enlèvement par vos soins.



Ou même plus!

Si toutefois, vous désirez acheter plus de 5 machines pour renouveler l'équipement de votre secrétariat et lui donner plus d'efficacité, notre Ingénieur Commercial prendra contact avec vous et vous aidera à déterminer la solution économiquement intéressante.

Adressez-vous à la Division Grande
Diffusion, CEDEX 22, Service 2306
Promotion Commerciale ☐ PARIS,
La ☐

Voyons ensemble... j'ai besoin d'en-
viron ☐ de vos fameuses machines ☐
écrire, pour ☐ service. J'attends
l'appel de ☐ Ingénieur Commercial.

Nom: _____

Adresse: (ville et code postal) _____

N° ☐ téléphone: _____



LM2

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/cot.	Le mm/cot. T.V.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

Expositions Multinationales et Internationales

FLODOR

Si cette proposition vous intéresse, nous vous invitons à adresser votre candidature à :



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR DU PERSONNEL

SBC 57 rue de la Justice
75002 PARIS



75002 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il doit être **ambitieux** avec de l'ambition, **ambitieux** avec du **sens** commercial, **ambitieux** avec une **vision** de développement.

 Merci ~~Edmond~~ C.V. manuscrit,
photo, prétentions ~~int.~~ 1901
Mme A. GARRET - 11, rue ~~Maurice~~

GRANDS CHANTIERS A L'EXPORTATION

Un dossier détaillé de candidature est à adresser sous
référence 75333/LM, à HAVAS CONTACT -
1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra

médecin
AFRIQUE ANGLOPHONE ET ASIE

jacques tixier s.a.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris

membre de syntec

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50 Paris 92100 - Tél. 73.71.70.

Directeur d'usine

Biens d'équipements industriels

Tille

En liaison directe avec le P. D. G. de l'entreprise, particulièrement renommée pour la qualité de ses produits, l'action de ce directeur s'exercera sur l'ensemble des secteurs suivants : études et recherches, méthodes, lancement et ordonnancement, fabrication, achats, entretien. Membre du Comité de Direction, il sera responsable de la responsabilité technique, financière et humaine. Ses tâches seront : informer, informer, déléguer et dialoguer, aimer et socialement engager, écouter et convaincre : tels sont les points importants de cette fonction vivante et passionnante. Ouvert aux techniques nouvelles, maîtrisant bien les problèmes mécaniques, l'ingénieur recruté aura été amené, au cours de sa carrière industrielle, à diriger une unité autonome d'au moins 100 personnes. En entrant dans cette société il est assuré de trouver une équipe de direction soudée, aimant relever les défis, où règne un excellent climat de travail. En plus de la rémunération annuelle qui tiendra compte de l'acquis présenté, un intéressement aux résultats est prévu. C'est une très belle opportunité à saisir. Merci de vous faire connaître en écrivant à Daniel R. - Réf. M. 20083.

Discretion totale source

Directeur administratif et financier

**nicole
maury** 5 rue Saint-Perillion

**nicole
maury
conseil** 5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse,
qui vous assure d'une totale discrétion

DIRECTEUR COMPTABLE

Envoyer lui votre C.V., sous référence 1105 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

Jean-Claude Maurice S.A.

Jean-Claude Maurice S.A.

75015 PARIS

L'OFFRE :

- VOUS AVEZ :**
- Une bonne formation technique générale sanctionnée par un diplôme d'ingénieur.
 - Une expérience réussie de responsabilité technique dans une usine de production.
 - Une compétence en électro-mécanique.

NOUS SOMMES:

- Une société produisant et commercialisant du matériel d'éclairage public et décoratif.
- Nous sommes actuellement une très forte croissance. Votre réussite vous amènera, à terme, à prendre de plus en plus de responsabilités plus importantes.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération sous la référence 211043 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le meilleur absolu des candidatures est garanti.

BK C **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.36.29

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface et nombre

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Trésorier

ville universitaire Rhône-Alpes

Vous êtes une formation supérieure et au cours d'une première expérience (au moins 5 ans) dans l'industrie ou la banque, vous avez acquis des connaissances solides en finances - trésorerie. Vous avez la rigueur nécessaire à ce métier. Vous avez aussi l'esprit d'initiative et beaucoup d'idées. Vous cherchez à évoluer dans une entreprise qui, par ses dimensions (ni trop grande ni trop petite), son développement, ses produits toujours à la pointe de la technique, vous apporte des conditions dans lesquelles vous pourrez exercer votre métier d'une manière vraiment efficace.

Nous sommes une société française de 1er plan. C.A. 1982 : l'ordre de 11 milliards (dont 11 l'exportation) en progression de 30 % rapport 1981. Nous cherchons un successeur pour notre trésorier. Ce poste qui est à pourvoir en sein de notre département financier peut, dans un délai d'environ 5 ans, servir de tremplin pour d'autres fonctions.

Notre conseil, la CORT, vous fournira toutes les précisions utiles et étudiera votre candidature avec la plus grande discrétion.

CORT

Merci d'insérer en envoyant photo + curriculum vitae et indiquant la rémunération actuelle, sous pli fermé à CORT - 65 rue Kéiser - 75116 PARIS.

Paris - Lille - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTHE

SOFRANCE

GROUPE PM LABINAL

Société implantée dans la région de LIMOGES et spécialisée dans la fabrication de films de haute technicité

recherche

UN CHEF DE PERSONNEL

Ce cadre aura en charge l'ensemble des problèmes inhérents à la fonction : de l'administration du Personnel (paie informatisée) aux relations avec les représentants des salariés.

Il devra avoir acquis une expérience identique dans un contexte industriel. Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL - Direction des Relations Sociales - 5, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY

Organisme bancaire, en pleine expansion recherche son

RESPONSABLE

ORGANISATION ET METHODE

Il sera chargé de l'étude et de la mise en place des procédures d'organisation, et assurera la liaison avec le bureau d'études et le centre de traitement informatique.

Ce poste conviendrait tout particulièrement à un diplômé I.U.T. ayant une première expérience d'ingénieur-conseil dans un secteur similaire, et attiré par les problèmes de communication.

Lieu de travail : CABIL, fréquents déplacements régionaux.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute discrétion sous réf. M 5 009

SRC

57 rue de Richelieu

75002 PARIS.

LILLE - PARIS - LYON

A quelques heures au sud de Paris

venez améliorer votre qualité de vie personnelle et professionnelle.

Votre évolution de carrière au sein de notre entreprise prospère, passera par la responsabilité de plusieurs sections de fabrication :

électrique et électronique

que le directeur de production a besoin de déléguer à un

ingénieur de fabrication

Agé de 30/33 ans au moins, vous êtes à la fois un animateur sachant communiquer avec ses hommes et un ingénieur ayant une sérieuse expérience en électronique (câblage, composants, microprocesseurs, circuits intégrés) permettant de développer nos fabrications en ayant le souci des coûts, des méthodes, de la qualité et des délais.

Nous avons confié la recherche à IPFA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 39233 M.

Un important groupe de transports CA MF poursuit son expansion sur la REGION LYONNAISE et recherche pour son DEPARTEMENT MESSAGERIES

UN CHEF D'AGENCE

180.000 F.

Dans le cadre de la politique définie par le Directeur Général pour le groupe, il est responsable de la gestion commerciale et financière de son unité (140 personnes, CA 60 MF).

Nous sommes un groupe de formation supérieure type HEC, ESSEC... ayant acquis une première expérience de direction d'une entreprise de services ou de transports.

Pour un premier contact, écrivez avec C.V. détaillé sous réf. 282 M à Solange Montiel

plein emploi

10, rue du Mail 75002 - PARIS - conseils en ressources humaines.

IMPTE SOCIÉTÉ

PÉTROCHIMIE

recherche pour ses établissements de NORMANDIE.

INGÉNIEURS

pour service entretien travaux neufs.

- Ayant 5 ans minimum d'expérience industrielle et une bonne maîtrise de l'anglais.

- Adr. C.V., photo et prêt. sous réf. 037187 M. Régis-Presse, 86 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

JEUNES INGÉNIEURS

TECHNICO COMMERCIAUX

Formation sup. mécanique ou textile ENSI-ESTIM-ESTAT-ITT ou similaire.

- brus/an généraliste - départ (11) ou (12) - 11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/2



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DRESSER
(FRANCE) S.A.

DRESSER

PERSPECTIVE D'AVENIR POUR UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLÔMÉ
lieu de travail: **NORMANDIE**

INGÉNIEUR DE CONTRAT
COMPRESSEURS & TURBINES A GAZ

DRESSER France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

Dresser France est une filiale de la **FRANCO DRESSER INDUSTRIES Inc.**, qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique, un C.A. de plus de 4 milliards de dollars.

BLACK ET DECKER
Leader mondial de l'outillage électroportatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22.000 personnes.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE (1.200 personnes : CA : 700 MF : forte croissance) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne.

Pour faire face à son développement et à sa politique de diversification, elle cherche à renforcer son Département Electronique.

Un **INGÉNIEUR ELECTRONICIEN** basé au siège social près de LYON et rendant compte au Responsable de Département, il participera au développement de nouveaux produits relevant de l'électronique grand public, notamment dans le domaine de la SECURITE : études de faisabilité, conception, élaboration de prototypes.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur électronicien diplômé (ENSEEHT, ENSERG, ESSE ou équivalent) justifiant d'une première expérience acquise en électronique grand public.

La dimension internationale de la Société requiert une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ecrire s/réf. N° 741 avec C.V. et prétentions à **BLACK ET DECKER** à l'attention de C. NICOLAZZI BP 0633, 69239 Lyon Cedex 02

Black & Decker

Adjoint au chef
des services comptables

UNE SOCIÉTÉ DE BÂTIMENT, TRAVAUX PUBLICS RENOMMÉE (1200 personnes) recherche l'Adjoint au Chef des Services Comptables.

Il participera à l'ensemble des activités du service, sur les plans technique, animation de personnel, organisation. Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou équivalent, ayant minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans une société BTP ou dans une entreprise industrielle, témoignant de bonnes connaissances en fiscalité, dynamique, méthodique et bon contact.

Poste : **côte méditerranéenne. Rémunération : 180 000 F**

Ecrire sous réf. DW 234 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

CREDIT AGRICOLE
CAISSE REGIONALE DE L'AIN

recherche pour Agence de MONTLUEL (20 km de LYON) dans secteur en expansion 19 Agents et plus de 5000 clients

RESPONSABLE DE BUREAU H/F

Nous attendons un candidat d'une bonne culture générale, de préférence formation supérieure. Le poste demande un dynamisme commercial, de l'ambition, la maîtrise du contact humain, et la preuve de votre efficacité dans les activités bancaires (expérience confirmée de la gestion d'un guichet et des techniques de la banque).

Logement de fonction et convention collective du Crédit Agricole.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions **CRCAI DE L'AIN**, Département Relations de Personnel - B.P. 07 01001 BOURG-EN-BRESSE.

annonce parlée

ORLEANS

Animer les fonctions marketing/vente

Produits Industriels Réf. 1243. Produits électroniques Réf. 1268.

Analyses un marché en amont et en aval, définir des objectifs, une politique et une stratégie, s'impliquer dans l'action commerciale, animer une activité en plein développement. Nous confierons ces postes à des ingénieurs ou équivalents, âgés de plus de trente ans, ayant une réelle expérience d'étude de marché, d'animation commerciale et de négociation de vente de matériel électrotechnique dans le premier cas et électronique dans le second. Notre société peut par ailleurs offrir d'autres opportunités telles que **Chef d'agence** à des candidats possédant une expérience moins complète.

Notre service Information Carrière vous renseignera sur l'ensemble de nos propositions et vous fera éventuellement un rendez-vous, en appelant le 763.11.15, de 9h à 18h.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 45000 Orléans

Le Bureau de Recherche Scientifique et Technique est une entreprise spécialisée dans la recherche et le développement en Sciences de la Terre (2.200 salariés dont 200 ingénieurs), recherche scientifique de premier ordre des Arts et Métiers à ORLÉANS.

UN INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE REPROGRAPHIE ET IMPRESSION

pour assurer la responsabilité des ateliers de fabrication (photographie, reprographie, sérigraphie, etc.), ainsi que la gestion technique et financière du service (30 personnes). Les candidats, diplômés d'études supérieures en Industries Graphiques, présenteront une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et des connaissances suffisantes pour promouvoir des études technologiques et des conduites de projets de développement industriel, ainsi que des applications des Industries Graphiques (bureautique, sérigraphie, Arts Graphiques). Sans des notions techniques et aptitudes au commandement.

Indispensable : Adresser lettre de candidature, C.V., rétro et photo à l'AN.P.S. 166, boulevard de Châteauneuf, 45042 ORLÉANS Cedex sous réf. CS/82/28-1847 à l'attention de M. PONCEAU qui transmettra.

Institut Pasteur
PRODUCTION pour son établissement **STEENVOORDE**

UN CHEF DE FABRICATION

INGÉNIEUR MAÎTRES-SCIENCES PHARMACIEN EQUIVALENT

Il sera responsable de plusieurs ateliers de fabrication, la planification et l'ordonnancement.

Il participera à : - la mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication. - L'amélioration P.R.I.

Connaissance de la production de produits microbiologiques souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Direction du Personnel 3 bd Raymond Poincaré 92430 MARNES LA COQUETTE

comet

ASSURÉES.

comet

ASSURÉES.

comet

ASSURÉES.

RHÔNE-ALPES

SOPRA, l'une des plus importantes sociétés françaises d'ingénierie informatique, solidement implantée dans la région Rhône-Alpes depuis 14 ans, recherche pour le développement de projets importants des :

Chefs de projet

LYON - Réf. 1412 CP

Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, ayant la maîtrise du développement de projets logiciels de haut niveau. Une compétence en ingénierie de réseaux sera appréciée.

Ingénieurs

ANNECY-GRENOBLE-LYON - Réf. 1412 ILA

Formation supérieure, 5 ans d'expérience en développement de logiciels. Matériels IBM (CICS ou IMS), CII HB (TDS), MINIS, (MINI 6, VAX, SOLAR...)

Adresser CV, photo et prétentions avec référence choisie à SOPRA Recrutement, 1111 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
Constructeur d'informatique

MATRA

dans le cadre de la décentralisation, la Branche Transports recherche pour son siège implanté à LILLE le

Responsable Administratif et Financier

Rattaché au Directeur de la Branche, ses responsabilités s'exercent dans :

- le contrôle de gestion : élaboration et suivi des budgets - PMT - gestion des projets ;

- les fonctions comptables : déclarations comptables, trésorerie, facturation clients et fournisseurs ;

- le montage financier des contrats et l'appui des directions fédérales.

Il organise et gère l'activité de 10 personnes environ.

Ce poste conviendra à un cadre diplômé (HEC - ESSEC - ESC...) ayant des compétences en informatique et comptabilité (DECS si possible). Une expérience industrielle de 5 ans minimum acquise par exemple dans la PMI lui sera une maîtrise complète de la fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1004 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3, avenue du Centre 78182 - SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

Sercel
NANTES

recherche

UN INGÉNIEUR

pour renforcer l'équipe commerciale radio positionnement.

matériels de technologie de pointe sont exportés à plus de 70%. Le candidat, parlant couramment anglais, doit être familier des problèmes de positionnement et avoir une bonne formation scientifique. Notions d'espagnol appréciées.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à SERCEL - BP 64 44471 CARQUEFOU CEDEX.

Sercel

UN INGÉNIEUR

UN INGÉNIEUR

ETS ROBERT MASSELIN
PETIT QUEVILLY (Seine-Maritime) recherche

UN INGENIEUR

déroulé ou avec une certaine expérience.

A.M. ou équivalent.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé qui posséderait, après quelques années de formation, un poste de directeur.

Dans un premier temps, il assistera le Directeur Technique et l'ingénieur chef du service technique-commercial dans l'analyse des besoins de la clientèle et la mise au point des nouveaux produits.

Anglais parlé nécessaire, allemand souhaitable. Merci d'adresser lettre manuscrite avec n° de tél., C.V. et prétentions à notre conseil :

Isabelle D. LAVAL
Psycho-Sociologue
JUMELLES
11000 ST ANDRE DE L'EURE

IDL

pour région OUEST

CHEF DE GROUPE DES VENTES

Ingénieur diplômé ou formation supérieure chargé des relations avec les clients et des services du Groupe.

Ce poste doit avoir une parfaite connaissance de l'Anglais. Expérience préalable en Vente Diesel (rechanges). Age souhaité : environ 35 ans.

ACHETEUR CONFIRMÉ

Pour responsabilité fil de achats : Formation BTS-DUT. Anglais indispensable.

Rechercher sous le nom de H.A.P., hall des Pontons 7 X, 44000 NANTES CEDEX.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE SERVICE

recherche pour TOURS

GESTIONNAIRE

DE

CENTRES D'ACTIVITÉS

Il s'agit de la mise au point des plans comptable, administratif et humain, l'activité de plusieurs centres d'activités à Tours et dans le département, impliquant en tout une cinquantaine de personnes.

Pour être candidat, il faut avoir une formation générale et un niveau supérieur, ainsi qu'une première expérience de gestion.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions au Département du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS, référence 2.485.

comes

ASSURÉES.

comes

ASSURÉES.

comes

ASSURÉES.

OFFRES D'EMPLOI

TECHNOLOGIE INFORMATIQUE DE POINTE

LA RAD

ANALYST

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

INGEN

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TECHNOLOGIE DE POINTE... INFORMATIQUE DE POINTE.

Au sein d'un univers technologique haut niveau, AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION ont développé une informatique moderne : compétence, savoir-faire, performance, technique.

L'installation de minis sur notre site central IBM/MVS ouvre de nouvelles perspectives : l'avenir. Département équipements. Nous recherchons des hommes capables de dominer et guider cette évolution.

INGENIEUR ANALYSTE - GESTION DE PRODUCTION

Vous maîtrisez la technique IBM, vous possédez une première expérience en gestion de production en milieu industriel. Vous êtes tout un homme : contact, capable de s'insérer avec aisance dans une équipe, participant à son management. A l'écoute de son environnement, vous êtes à l'essentiel et mesurez l'évolution et les procédures de la conversationnel : un projet particulièrement ambitieux.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Vous avez une expérience IBM (JCL/OS-PL1) acquise en milieu industriel. Vous permettez d'évoluer vos plus compétences et plus responsabilités. L'arrivée de l'ordinateur (sous DPPX) vous ouvre de nouvelles perspectives.

Nous recherchons la valorisation du potentiel de nos collaborateurs, l'évolution technique. Leur réussite est la nôtre. Pour nous rejoindre, adressez votre candidature à : DÉPARTEMENT ÉQUIPEMENTS DASSAULT, 78, quai Carnot, 92210 SAINT-CLOUD.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

LA RADIOTECHNIQUE

LA RADIOTECHNIQUE

un effectif de 6000 personnes en région Parisienne le siège Social et le Centre d'études et de développement.

Quatre Centres de production.

- Rambouillet
- Dreux
- Nogent le Rotrou
- Le Mans (Société CELMANS)

Une production annuelle de :

- 800 000 téléviseurs couleur ;
- 100 000 téléviseurs noir et blanc ;
- 100 000 autoradéos ;
- 400 000 jeux vidéo ;
- et divers équipements grand public et professionnels.

Envoyez lettre, C.V. photo et prétentions à

La RADIOTECHNIQUE

à l'attention de Monsieur CARDERA Chef du Service du Personnel. Boîte 134 28104 DREUX CEDEX.

recherche, un

Adjoint au Chef du Service du Personnel

son Centre de production de téléviseurs couleur de DREUX (800 personnes). Le candidat débutant ou ayant un début d'expérience aura une formation D.U.T. GESTION ou équivalent et sera fortement motivé pour la FONCTION PERSONNEL. Il participera :

- au recrutement ;
- à l'entretien du Bilan Social et des statistiques ;
- à l'élaboration d'études ;
- à l'analyse des possibilités d'évolution existant au sein des différents établissements de la Société.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE NORD-OUEST

ANALYSTE PROGRAMMEUR

De formation DUT Informatique ou équivalente, pour analyses organiques et programmation d'applications de gestion industrielle et administrative COBOL, STRUCTURE/LCP WARNIER.

Horaires décalés en alternance 7h 15 - 16h ou 9h - 18h.

Anglais souhaitable.

Évolution de carrière intéressante pour candidat dynamique et accrocheur.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 54956 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75001 Paris, qui transmettra.

SOCAPEX
Composants Passifs, recherche

INGENIEUR

pour son Service Etudes

Cette fonction comporte : d'une petite équipe, la participation à des recherches technologiques et à la création de produits nouveaux.

Elle peut être tenue par un jeune ingénieur possédant une formation : mécanicien (AM - ECAM - ICAM - ENSMM - ENSI option mécanique) débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

INGENIEUR

Responsable des études et du développement pour son activité Connecteurs Coaxiaux.

La fonction nécessite une expérience industrielle effective de l'ordre de 3 à 4 ans ; le candidat aura une formation mécanique ou électro-mécanique d'origine (ESIEE - ESME), acquis si possible durant celle-ci des connaissances en électronique hautes fréquences.

Ces postes sont localisés à SURESNES (92).

15ème mois - Restaurant Société.

Ecrire avec CV, photo, prétentions à : SOCAPEX
Service du Personnel - 10, bis Quai Léon Blum
92151 SURESNES

ANALYSTE- PROGRAMMEUR FUTUR ASSOCIÉ

pour intégrer au sein d'une équipe d'experts-comptables S/HP 3000 HP 111. S'adresser à : C.V. photo, T.M.S. 18, bd. Batignolles-8.

CENTRE DE CALCUL DU C.N.R.S. 370/108 et AMDAHL V7, 100 T - 400 terminaux, 3.500

ANALYSTE RÉSEAU

Pour intégrer à une équipe support technique de niveau de télécommunication dans une architecture SMA.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour intégrer au sein d'une équipe d'ingénieurs chargée de la mise au point et de la réalisation de programmes informatiques, expérience souhaitée, plusieurs langues de programmation. Diplôme : ingénieur ou DUT.

Adresser C.V. et photo à : ADIGE 25, 1111 Etienne-Marcel - 75001 PARIS.

EN PUBLICITE

CHEF DE PUBLICITE

une vocation commerciale, expérience en milieu publicitaire, C.V. + photo, + prétentions, DUT ou équivalent, 18 rue de la Bastille.

4 rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Réponse absolue

etap

Assistant de gestion

référence LA 320 AM

ROC, UNE SOCIÉTÉ RENOMMÉE DE PRODUITS COSMÉTIQUES, filiale d'un puissant groupe français, recherche un Jeune assistant de Gestion. Le titulaire du poste collaborera étroitement à la mise en place "des outils de gestion" en liaison avec l'informatique.

- en assumant dans un premier temps des activités d'organisation de gestion des stocks, de la chaîne de production,
- en élargissant par la suite des fonctions au poste de contrôleur de gestion de production.

Poste intéressant et d'avenir pour un cadre disposant :

- d'une formation DUT de gestion ou équivalent,
- d'une expérience de 3 à 5 ans de gestion en milieu industriel (comptabilité analytique, gestion des stocks, analyse des résultats, aide aux opérations...),
- des qualités d'homme de dialogue et de rigueur.

Lieu de travail : km nord-ouest de Paris.

Mines, ECP, HEC Jeune chef de projet conception et réalisation systèmes de gestion de pointe 2 ans d'expérience

référence NC 322 AM

PUISSANT GROUPE SECTEUR TERTIAIRE, leader dans sa branche offre une intéressante perspective de carrière à un jeune Chef de Projet, deux ans d'expérience en organisation de systèmes de gestion.

Intégré à un service organisation d'une société déjà dotée de puissants moyens informatiques et disposant de systèmes de gestion évolués, il participera aux projets concernant la nouvelle phase de développement qui implique la refonte des systèmes actuels en intégrant les méthodes les plus modernes (télématique, base de données, bureautique...).

Ce cadre de fort potentiel, l'innovation et la réalisation participera à toutes les phases du projet :

- analyse des besoins,
- développement (rédaction des cahiers des charges destinés à l'informatique),
- mise en place de la formation des utilisateurs,

Large perspectives d'évolution au sein du groupe et rémunération fortement motivante, suivant formation et première expérience.

Lieu de travail : Paris.

Adjoint au chef services comptables groupe

référence MB 321 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (6000 personnes) recherche un Cadre Comptable confirmé qui, en collaboration avec le Chef des Services Comptables du Groupe, sera chargé :

- d'assurer la consolidation mensuelle des comptes de la société et des filiales,
- d'auditer les comptabilités analytiques et générales des départements et filiales,
- d'assurer le rôle d'assistance auprès de ceux-ci,
- d'arrêter les comptes en fin d'exercice.

Poste évolutif qui conviendrait à un candidat DECS, ayant une expérience professionnelle au minimum de 4 ans acquise en milieu industriel.

Lieu de travail : banlieue immédiate est Paris.

Ingénieur électronicien technologies de pointe

référence ZK 319 CM

UN IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT chargé d'assurer la conception et la réalisation d'équipements de pointe, recherche un Ingénieur Electronicien.

Intégré à une Direction Technique, il sera formé dans des secteurs électroniques d'avant-garde et agira comme spécialiste et pilote vis-à-vis d'établissements chargés du développement et de l'installation des matériels. Il participera également à la solution de problèmes techniques concrets et à la mise en œuvre de nouvelles technologies (fibres optiques...).

Cette fonction est réellement attrayante pour un jeune ingénieur électronicien diplômé (débutant ou courte expérience), motivé par les problèmes techniques et désireux de faire carrière dans une structure disposant de moyens importants.

Nationalité française exigée.

Poste à pourvoir avec courts déplacements en province.

Premier poste de Direction

référence TB 315 AM

Jeunes I.U.T. logistique transport

référence SB 314 AM

UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT, performant et leader sur son marché en constant développement (prestation de services) recherche le Directeur d'une de ses filiales.

Il s'agit de diriger une unité de 80 personnes dans un groupe pratiquant une politique de décentralisation et de délégation des responsabilités. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, de formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur) ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle impliquant négociations commerciales, animation de personnel et gestion.

La réussite dans ce poste ouvrira de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Poste à Chartres.

Rémunération : 170 000 F/an

Le même Groupe recherche de jeunes IUT logistique transport qui seront formés en occupant toutes les fonctions de l'entreprise afin de pouvoir assurer ultérieurement la responsabilité de centres autonomes de profits.

Postes en province - mobilité géographique nécessaire.

Ecrire en précisant la référence.

Important laboratoire pharmaceutique, filiale d'un groupe américain, recherche pour son usine (300 personnes), située à 1 heure de Paris,

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

HF

Rattaché à la Direction du Personnel, et en liaison avec le Directeur d'usine, vous aurez les deux missions essentielles suivantes :

- participer aux relations avec les partenaires sociaux de l'usine dans l'optique de l'évolution actuelle de notre législation ;
- prendre en charge l'ensemble des actions de recrutement et de formation de l'usine.

Vous serez associé à la définition de la politique de personnel dans laquelle s'inscrit votre activité.

Grâce à vos compétences spécifiques, vous serez pleinement intégré aux projets menés par la Direction du Personnel (comptabilité sociale, informatisation...).

Nous recherchons : un jeune diplômé(e), ayant des connaissances juridiques, un bon niveau d'anglais, deux à quatre ans d'expérience de l'industrie, mais pas obligatoirement de la fonction personnel.

Nous nous attacherons avant tout à vos qualités relationnelles et à votre capacité à prendre des initiatives réfléchies dans un poste stimulant, au sein d'une équipe professionnelle.

Notre conseil traitera votre candidature avec la plus stricte confidentialité.

Adressez-lui votre candidature à : ADIGE 25, 1111 Etienne-Marcel - 75001 PARIS.



adige

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL PARIS

recherche

cadre de gestion

pour un poste d'Attaché(e) d'Etudes dans un Service de Direction Financière (valeurs mobilières). Il (elle) devra être au niveau conception des projets informatiques, de l'organisation, la liaison entre utilisateurs et informaticiens, de l'animation des groupes de travail.

Formation Supérieure, préférence, si (elle) dispose d'une expérience professionnelle, de préférence dans une Direction Comptable ou Financière.

Très appréciées : connaissance du marché financier Français et international, ainsi qu'une expérience en projets informatiques valeurs mobilières.

Rémunération selon références, minimum 114.000 F. Valorisation : carrière assurée.

Réf. F 111

Réf. C 111

Merci d'écrire avec CV et photo précisant la référence PAJ 2 rue Dardanelles 75017 PARIS

CSNCR

PAJ
CONSEIL
EN RECRUTEMENT

chargé d'études actuarielles et financières

S'occupera surtout dans le domaine de la gestion financière : équilibre d'opérations emprunts/prêts, prévisions, risques, mise au point de prévisions, etc.

Il assurera également la cohérence de systèmes informatiques et veillera à leur bon fonctionnement.

Il convient à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur d'Actuariat ou de Statistiques (IAF - ISFA - ENSAE - ISUP). Une expérience de 2 à 3 ans est une certaine pratique de l'informatique seraient appréciées.

Rémunération minimum (débutant) 114.000 F.

Nous sommes un important groupe agro-alimentaire et recherchons au sein de notre Direction Marketing

UN CHEF DE PRODUITS

CONFIRME

Vous avez 3 à 4 ans d'expérience dans la fonction et dans l'alimentaire.

Vous devez affronter des difficultés et vous adapter à des situations nécessitant esprit d'entreprise et force de conviction.

Vous avez un tempérament imaginatif pour mener à bien des lancements de produits et gestionnaire pour consolider une gamme existante.

réunissez ces qualités,

envoyer votre C.V. n° 54532 à Contesse Publicité, 20, rue de l'Opéra, Paris cedex 01 qui transmettra.

INDUSTRIE ENZYMES

recherche

INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL

- Assurer l'aspect technique des produits en France, déplacements fréquents.

Profil :

- Ingénieur L.A.A. - AGRO - ou équivalent.
- 3 à 4 ans d'expérience industries agro-alimentaires.
- Anglais parlé et écrit courant.
- Connaissances en enzymologie.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : NOVO INDUSTRIE ENZYMES, 26, rue Fortuny, 75017 PARIS

Importante Société d'électronique banlieue Nord-Ouest

recherche

AGENT ADMINISTRATIF COMMERCIAL

De formation BTS ou DUT commerce international.

Il est chargé de la gestion des contrats export.

- Réalisation du chiffre d'affaires.

- Recouvrement de trésorerie et interface entre les services commerciaux, industriels et d'expéditions.

Une expérience de plusieurs années dans un service similaire est indispensable. La connaissance de l'anglais et de l'espagnol sont fortement souhaitées. Un critère déterminant.

Large perspectives d'évolution de carrière au sein de la Direction Commerciale.

Adresser C.V. et prétentions à : CONTESSÉ Publicité - 30, rue de l'Opéra - 75001 Paris cedex 01, qui transmettra.



recrute

pour son Département Télématique

INGENIEUR INFORMATICIEN

1 à 3 ans d'expérience, bonne connaissance réseau, expérience vidéo et appréciée.

Libre rapidement.

Large possibilités d'évolution.

Adresser curriculum vitae, CR 2 A Service du Personnel, 19-22, rue d'Aras, 92000 NANTERRE.

ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Filiale d'un puissant groupe industriel, nous exportons nos produits et installations dans le monde entier. Nous recherchons pour notre Siège Social, proche de Paris La Défense

INGENIEUR ELECTRICIEN

Diplômé ESE ou équivalent, cet ingénieur d'environ 30 ans possèdera une expérience confirmée acquise dans une grande entreprise en engineering.

Il prendra en charge les études et la réalisation du lot électricité concernant la production, la distribution et l'utilisation de l'énergie d'ensembles industriels importants.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ce poste qui peut impliquer de courts déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prétention à référence 54904 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



Jeune Cadre Fonction Personnel

Nous sommes une importante société de services, désireux de combiner la qualité de la communication à l'efficacité de notre travail. Nous recherchons pour nous y aider un jeune Cadre.

Après des études supérieures, l'option Personnel a été présente, il a eu 1 à 3 ans d'expérience dans cette fonction, et voudrait continuer à acquies dans ce domaine.

Nous proposons de s'occuper de la gestion des ressources et des carrières, de rédiger des notes ponctuelles, de faire sa place dans notre société, de participer à des initiatives heureuses et de contribuer à la réussite de nos clients.

Si ce projet vous intéresse, adressez-nous à nous écrire (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 52614 à Madame FAVEREAU qui nous transmettra.

centor

13 bis, rue Henri Moinier 75009 PARIS

Les aciers spéciaux en développement? Parfaitement...

Votre première expérience technico-commerciale vous a fait découvrir le marché des aciers spéciaux, plus particulièrement celui des tubes utilisés dans l'automobile, l'hydraulique et dans le pétrole. Le marché n'est pas très porteur... Les structures sont pesantes... Allons. Ne perdez pas le bénéfice de vos efforts. Venez nous rejoindre. Vous nous connaissez. Vous appréciez la qualité de nos produits : SKF aciers spéciaux - Bagnolet.

Que dites-vous de cette perspective ? Succéder au chef de produits tubes SKF qui a été promu. Assurer la liaison entre des usines qui savent exporter depuis des lustres et qui entretiennent la filiale française des relations confiantes et faciles. Vous devez donc être « fluent english ». Vous allez enfin gérer l'expansion et la pénétration de nouveaux marchés. Vous vivrez au rythme d'une petite affaire appuyée sur un grand groupe. Une belle ouverture d'avenir. Vite, votre première lettre à SIRCA sous référence 284.836M.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOCIETE D'INGENIERIE LA DEFENSE

INGENIEURS MECANICIENS

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous serez chargé de :

- établir le cahier des charges du gros matériel nucléaire,
- négocier sur le plan technique avec les constructeurs,
- contribuer à la résolution des questions techniques,
- suivre et interpréter les essais des prototypes.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs possédant, si possible, une première expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous référence 50005 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE D'INSTITUTIONNELS

CHEF DU SERVICE TITRES ET PRETS

Votre formation, votre expérience au sein du service financier d'une banque ou d'un agent de change ont fait de vous un professionnel confirmé de la technique financière.

Vous souhaitez élargir vos responsabilités dans ce domaine et évoluer dans votre métier : nous vous proposons de rejoindre maintenant un important groupe d'institutionnels où, au sein d'une petite unité, sous l'autorité directe du Directeur Financier, vous prendrez en charge une large autonomie la gestion administrative et comptable d'un portefeuille de valeurs mobilières de plusieurs milliards de nouveaux francs,

en vue d'en maintenir la valeur et le rendement. Vous aurez également à contrôler la gestion des prêts individuels consentis par nos institutions. Un élargissement des responsabilités est possible chez nous pour un candidat de valeur. Ce poste est basé au siège, banlieue Ouest. Vous souhaitez entrer en contact avec nous ? Adressez votre candidature sous référence 4304 à DESSEIN, 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra. Veuillez indiquer le nom des entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis. Discretion totale assurée.



recherche dans le développement (bureautique, traitement de texte)

POUR LA VENTE DE SES SYSTEMES :

INGENIEURS COMMERCIAUX

POUR LA MAINTENANCE DE SON PARC INSTALLE :

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

Une expérience réussie et une connaissance de l'anglais technique seraient appréciées.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à : DATA RECALL FRANCE, 4, rue Diderot, 92150 SURESNES.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES FILIALE GROUPE INTERNATIONAL AUTOMOBILE

recherche

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

FONCTION ASSURÉE :

Intégrés dans une équipe d'étude de systèmes électroniques, ils/elles participeront activement aux différentes phases d'études de développement.

Les candidats susceptibles d'être retenus devront satisfaire aux critères suivants :

- Maîtrise des composants électroniques en logique numérique ;
- Notion sur les composants analogiques et technique linéaire ;
- Connaissance des produits interférence pour micro-ordinateur en C.M.O.S. et N.M.O.S. ;
- Sens physique ;
- Lecture anglaise appréciée.

Adresser lettre et C.V. à PUBLICITÉ FRANÇAISE, s/réf. 20.829, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra (réf. à porter sur enveloppe).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Leader mondial incontesté des composites souples, notre groupe (personnes) à grandes divisions (aéronautiques, parachutes, espace/industrie, Seytlor International) multiplie son chiffre d'affaires par 7 et se trouve aujourd'hui présent dans plus de 80 pays répartis sur 5 continents.

Dans ce contexte de croissance et à la demande de la Direction Générale, notre Responsable Informatique développe un plan qui remet en cause profondément l'organisation informatique en place. Pour ce faire, il recrute :

Jeune responsable système

Placé sous l'autorité du Responsable Informatique, vous devrez, grâce à votre expérience d'informaticien, assurer le développement du système et d'un réseau TP en (IBM) XCL.

Votre expérience de la mise en place de bases de données et votre connaissance des logiciels spécifiques (CICS, DB2, VTAM, COBOL) devraient permettre de poursuivre brillante dans un groupe jeune et pleine expansion.

Lieu de travail : ISSY-LES-MOULINEAUX (proximité métro).
Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence MRE/ZO/RS.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Nous sommes une importante société au service de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de téléinformatique et de bureautique. Nous proposons un certain nombre de services : télématique : téléconférence, Minis, système de courrier électronique. Nous sommes chargés de la commercialisation des services : du satellite de télécommunications TELECOM 1. Nous souhaitons intégrer aujourd'hui une

Assistante technico-commerciale

chargée de la présentation des démonstrations télématiques du Centre de Promotion du Groupe situé dans le quartier de l'Opéra. Nous souhaiterions rencontrer pour ce poste des candidates, de niveau ingénieur, ayant acquis une expérience d'au moins 1 ou 2 ans en télécommunications (Vidéotex, services nouveaux...) ou en informatique.

Anglais indispensable.
Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence MRE/FC/AC.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - PARIS

Nous sommes un important organisme parisien secteur tertiaire équipé d'un IBM OS/MVS, IMS, TDC, nous devons gérer une activité nécessitant l'emploi d'un véritable temps plein (plus de 100 000 transactions par jour).
Notre nouveau plan informatique prévoit d'importants développements : applications : Merise, l'extension de notre réseau de terminaux (plusieurs centaines) et la mise en œuvre de bases de données. Pour renforcer nos équipes de projets, nous avons choisi de recruter des informaticiens (PAC) et de faire appel à des informaticiens (débutants et confirmés) : formation supérieure et fort potentiel. Nous recherchons

1 analyste

2 analystes organiques

Nous souhaitons confier la responsabilité d'une équipe de projet pour définir avec les utilisateurs leurs besoins à moyen et long terme et en assurer la réalisation et la maintenance.

Formation BAC + 4, vous possédez une expérience d'environ 2 ans permettant de faire vos preuves sur ce poste évolutif (réf. MRE/ID/AN).

L'environnement technique actuel, les développements prévus garantissent l'évolution professionnelle.
Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

Notre groupe (2 700 personnes), spécialisé dans le conseil et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de téléinformatique et de bureautique, a vu, depuis 70 ans, se développer harmonieusement pour occuper aujourd'hui une des toutes premières places d'activité.

Notre direction générale souhaite renforcer son département informatique en créant le poste de

Responsable de production (système et exploitation)

De formation supérieure, vous possédez une expérience informatique de 5 à 10 ans, vous avez permis d'approfondir vos connaissances du système (OS/VSE/CICS DB2/VTAM) et de l'exploitation, pour aujourd'hui avoir une parfaite maîtrise.

Depuis quelques années, vous dirigez une équipe d'environ 10 personnes, que vous saisissez et managez grâce à vos qualités d'animateur.

Votre mission consistera à diriger des équipes (exploitation, système, saisie) à mettre en œuvre les moyens dont vous disposez dans un souci de qualité et de rentabilité. Vous aurez également à assurer l'assistance technique auprès des utilisateurs et du personnel de développement.

Matériel : IBM 4341 et 4331 - MVS/VS.

Lieu de travail : Paris-Nord.
Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence MRE/TL/CE.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - PARIS

Porte de PANTIN. Notre société (11 000 personnes) jouit d'une renommée internationale sur les marchés des parfums et cosmétiques.

Notre directeur informatique, dans le cadre de son plan, recherche un

Ingénieur système

Votre formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...), enrichie d'une expérience de 5 ans minimum dans un poste d'ingénieur système sur IBM 43 XX - DOS/VSE, CICS, DB2 vous permet aujourd'hui de prendre la responsabilité des moyens techniques de notre site.

Rattaché au directeur informatique, vous assurez les missions classiques de la fonction système (mise en œuvre, optimisation...) et vous êtes également amené à jouer un rôle de CONSEILLER pour les grandes options techniques (HARD et SOFT).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MRE/BO/IS.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (PARIS, 100 PERSONNES), LEADER SUR SON MARCHÉ PRINCIPAL, DE LA COMMUNICATION par l'introduction de nouvelles technologies de communication grand public, nous recherchons :

Responsable de l'équipe système

(6 personnes)

Au sein de la Direction Organisation, vous serez chargé de l'installation des systèmes, de la maintenance et de la mise en œuvre des logiciels d'exploitation.

Vous serez moteur dans la mise au point des matériels et des logiciels adaptés à la nature de nos applications et de notre développement.

Équipée d'IBM 3081 et 4341, 2 MVS, CICS, IMS-DB, VTAM, INFO CENTRE et de mini-ordinateurs locaux, notre informatique est soumise aux activités opérationnelles des sociétés de nos filiales et des sociétés de nos clients.

C'est pour convenir d'un ingénieur système ayant une expérience de 10 ans environ et connaissant bien l'environnement IBM et les systèmes.

La technique des solutions adoptées garantit à nos équipes l'actualisation de leurs connaissances.

Lieu de travail : Paris (Varves).
Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MOL/ET/RS.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - PARIS

La Caisse Centrale des Banques Populaires

Nous sommes l'organisme central du Groupe des Banques Populaires chargé d'assurer les services (paie du personnel, gestion des titres, gestion des opérations à l'étranger...) ; nous sommes, au fil des années, devenus un organisme performant.

Nous sommes actuellement équipés d'un IBM 3081 OS/MVS sous IMS DB/DC auxquels sont reliés environ 900 terminaux via SNA TRANSPAC.

Nous recherchons un

Jeune ingénieur système

Formation DUT équivalente, vous possédez une première expérience système (deux ans minimum) sur une configuration comparable et il est possible de travailler sur DB2 et/ou VTAM.

Outre la formation, nous vous proposons une rémunération attractive et une évolution avec vos qualifications et, pour faciliter votre intégration, nous prévoyons une période de formation. Lieu de travail : Paris.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MRE/CC/IS.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente

Nous avons mis en place un système informatique adapté à notre vocation d'agent de développement de l'information sur la formation permanente, tant au niveau national qu'à l'échelle locale.

Responsable informatique

En tant que Directeur, vous serez chargé, en liaison avec les utilisateurs, d'établir le cahier des charges des applications, d'établir les devis de développement Logiciel et Matériel et de contrôler les sous-traitants.

D'une façon générale, vous jouerez auprès des utilisateurs le rôle de l'informaticien et participerez dans les projets d'étude concernant les importants développements prévus.

Vous aurez une expérience de 10 ans environ en informatique et gestion de bases de données et de réseaux.

Des connaissances RESEAUX et Mini-Ordinateurs sont vivement souhaitées (matériel REALITE 2000 en particulier). Formation supérieure.

Poste à pourvoir à PARIS-14 DÉFENSE.
Bernard RIQUER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/LI/RI.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS



Groupe dimension internationale (C.A. 1 + 3,5 milliards de francs - 2/3 de nos effectifs hors de France), intervenons auprès des compagnies pétrolières dans le monde entier pour la fabrication et l'installation d'équipements d'exploitation off-shore.

Notre nouveau plan informatique nous permettra, sur configuration télématique et bases de données, de confirmer notre orientation temps réel pour le développement de projets destinés aux directions centrales et aux régions (Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient). Nous recrutons actuellement :

2 analystes

1 analyste organique

Rattachés directement au responsable des études, vous serez chargés, pour des applications variées, de réaliser les analyses fonctionnelles en liaison avec les utilisateurs et de superviser l'analyse organique et la programmation.

Votre formation supérieure (écoles d'ingénieurs, MIAGE...), une première expérience (3, 4 ans) en informatique de gestion et la maîtrise des techniques IBM/VS sont requises pour réussir les développements qui vous seront confiés (réf. MOL/ET/AN).

Ces postes sont à pourvoir au siège social à Paris.

Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - PARIS

Vous serez responsable de l'analyse organique et de la programmation d'applications de gestion (commandes, comptabilité, chantiers) pour les directions centrales et/ou pour les régions.

Une affectation ultérieure dans l'une des régions (Afrique) pour y prendre la responsabilité de l'informatique locale peut être envisagée.

Ce poste évolutif nécessite donc une formation de type DUT et une expérience (3 ans) en programmation Cobol sous systèmes DB/DC (réf. MOL/ET/AN).



3 chefs de projet

Nous vous confierons la responsabilité du développement de logiciels interactifs dans le domaine de la communication.

Vous interviendrez comme maître d'œuvre (assistance, vente, rédaction des propositions, réalisation des applications) dans un esprit méthodique (réf. MRE/TSB/CP).

Ingénieurs diplômés (ENST, ESE, ESME, ESIEE, ENSEEHT...), vous êtes débutant ou avez une expérience en informatique de 1 à 3 ans. Votre motivation, votre implication et vos qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts dans ces postes.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

1 ingénieur informaticien

Nous vous confierons la responsabilité de la promotion de produits de planification de réseaux réalisés en étroite collaboration avec le CNET.

Votre mission (assistance, formation, transcription, maintenance) vous permettra de valoriser une première expérience en informatique (Fortran) ou en télécommunications (réf. MRE/TSB/IR).

Ingénieurs diplômés (ENST, ESE, ESME, ESIEE, ENSEEHT...), vous êtes débutant ou avez une expérience en informatique de 1 à 3 ans. Votre motivation, votre implication et vos qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts dans ces postes.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Auber - 75009 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs d'études



Afin d'assurer le développement dans le domaine **BUREAUTIQUE**, SINTRA ALCATEL recrute des ingénieurs **ISSUS** d'une grande école d'ingénieurs, possédant une première expérience dans le domaine des **microprocesseurs** et de leur programmation. Il leur est confié la conception et la réalisation de matériels et de logiciels dans le domaine des **terminaux** et **nouveaux réseaux de télécommunications**. Ces postes sont à pourvoir à GENNEVILLIERS (proximité métro Gabriel Péri). Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en référence IE/M à Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

La synergie avec le délégué général

C'est l'objectif principal que son assistant devra réaliser. Etre le second d'un délégué général : c'est connaître tous les dossiers, être présent sur tous les fronts simultanément, c'est pouvoir réaliser la synthèse des divers aspects (économique, technique, commercial, politique) des questions traitées, c'est prendre en charge, initier des actions, stimuler les interlocuteurs en jouant un vrai rôle « moteur ». Notre groupement professionnel appartient au secteur agro-alimentaire ; son poids économique est de premier ordre sur le plan national comme sur le plan européen. Nous sommes dans un cadre exigeant, toujours en mouvement, nous travaillerons beaucoup mais le métier est passionnant. Homme ou femme de **polyvalence**, vous avez environ 5 ans d'expérience dans l'entreprise industrielle ou commerciale (marketing, gestion), vous avez une forte attirance pour l'économie. Si vous avez eu une expérience des associations ou groupements professionnels, elle sera très appréciée. Ce poste est basé à Paris, la rémunération est de l'ordre de 240 000 F/an. Lisez, relisez ce texte - même entre les lignes - et si vous êtes partant, envoyez nous dossier complet sous référence **IRIS** à Conseil INRAPLAN, 15 bis rue de la Harpe - 75006 PARIS. Membre de SYNTec.

Ingénieur d'affaires

DIVISION TELESIGNALISATION
TELETRANSMISSION

Importante société Industrielle, recherche pour sa Division Télésignalisation - Télétransmission un ingénieur d'affaires qui sera responsable de la vente de biens d'équipement en France et à l'étranger. Il aura la possibilité d'évoluer à l'intérieur d'un poste de chef de département. Le candidat devra justifier d'une expérience de 7 ans minimum. L'ANGLAIS est indispensable, l'anglais est une langue souhaitée. Le poste est basé à Paris.

Envoyer C.V. et prétentions en référence 3744 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Conseil en organisation, informatique, systèmes de gestion... nous voulons les meilleurs.

En cabinet, en 1981 un dans le département organisation d'une grande entreprise, de jeunes **syntec** ont révélé leur potentiel en matière de conseil. Nous pouvons intéresser les meilleurs d'entre eux. Un positionnement original, en phase avec la mouvance actuelle : un cabinet français, placé pour la reconquête du national, réunissant des **syntec** formés aux techniques les plus évoluées dans le conseil. Une vocation internationale qui s'exprime très concrètement par la représentation d'un grand nom de la profession dans le monde. Un travail en synergie avec les activités classiques d'audit, d'expertise comptable, de **syntec** fiscal. Au total, 350 **syntec** réparties à Paris et dans plusieurs métropoles régionales. La décentralisation est déjà pour nous une réalité. Cette **syntec** jeune, rodée mais pas figée, s'ouvre à des **syntec** qui pourront y développer leur carrière jusqu'à la position d'associé. Leur profil : **syntec** supérieures (X, Centrale, HEC...), 3 à 4 ans d'expérience centrées sur la conception et la mise au point de systèmes de gestion, l'organisation administrative, l'informatique. Et, bien sûr, un anglais opérationnel. La **syntec** des **syntec** **syntec** plus particulièrement : agro-alimentaire, distribution, **syntec**, industrie, transport. Nous avons demandé à nos consultants du **SIRCA** de nous **syntec** dans notre recherche. Ils garantissent le traitement confidentiel de vos **syntec**. Merci à leur **syntec** sous référence 885.833M précisant le niveau actuel de votre rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Rejoignez notre service Trésorerie

ESCAE

Importante société de produits chimiques, filiale de l'un des premiers groupes pétroliers français, recherche un **syntec** financier pour notre service Trésorerie. Il supervisera l'ensemble des opérations relatives à la Trésorerie France et dans le cadre des investissements France participera à l'élaboration des dossiers financiers. Il sera diplômé d'une **ESCAE** aura, si possible, une première expérience acquise dans la gestion de Trésorerie. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 2258 à :



MEDIA BA
9, rue de la Harpe - 75006 PARIS

Chef de Département Services Techniques

Nous sommes un Centre Privé de Recherches de **syntec** parisiens, nous recherchons le « Patron » des techniques. Avec environ 10 personnes sous ses ordres, il est responsable du S.E., du service électronique-électro-technique, de l'atelier mécanique, du service entretien-travaux neufs. Sa mission : mener à bien l'étude, la réalisation, la mise au point, avec les chercheurs, des prototypes machines d'essais et d'installations pilotes : ces **syntec** s'effectuant aussi bien en **syntec** et en **syntec** que dans les usines de nos clients. Son profil : Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, avec une expérience de 5 à 10 ans dans des postes qui demandent l'ouverture technique, le sens du concret, le goût du dialogue. Si vous êtes intéressé par les techniques de pointe, le travail au sein d'une équipe performante dont vous serez le leader, les nombreux **syntec** que cela implique tant en France qu'à l'étranger, écrivez (lettre manuscrite, C.V.) sous référence **IRIS** M à Madame **FAVEREAU** qui vous assure la discrétion.



13 bis rue Henri Monnier
75008 PARIS

ORGANISATION COMPTABILITE INFORMATIQUE

Vous maîtrisez parfaitement les questions d'organisation, de comptabilité, de formation (DECS...) et votre expérience vous permet de dominer ces disciplines. Vous avez participé personnellement à l'information des systèmes informatiques. La mise en place d'outils performants vous permet de vous sentir agir avec efficacité et diplomatie.

Notre **syntec** est :



Laboratoire Français de l'Optique-Lunetterie
Un chiffre d'affaires de 1 milliard F
Un effectif de 7.700 personnes...
Une large implantation à l'étranger.

Envoyez votre dossier (C.V., photo et prét.) s/réf. 3337 à **Organisation et Publicité**
27, rue Taitbout - 75002 PARIS, qui transmettra.

Notre société offre les responsabilités de **GESTIONNAIRE ET ORGANISATEUR DE NOS SYSTEMES D'INFORMATION COMPTABLES**

un ingénieur dans l'expertise automobile, documentation technique et Informatique

Nous recrutons pour les grandes compagnies d'assurances, nos clients, plus d'un million d'experts d'automobiles grâce à notre réseau national d'experts. Nous sommes à Paris. Pour être un ingénieur diplômé (AM, ESTACA...), expérimenté dans une passion : d'ailleurs, vous avez acquis votre expérience au SAV, en intervention ou au montage final chez un constructeur ou un importateur. A partir des dossiers techniques de réparation, des véhicules français et étrangers, que vous informatisez, vous devez être capable de permettre à nos clients de faire leur travail, avec pour finalité, la détermination des coûts de réparation.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Nous sommes une Société française vocation à l'implantation internationale.

Nous occupons avec des produits « leaders » l'un des tout premiers rangs de notre secteur d'activité dans le monde. Dans le cadre du renforcement du potentiel d'un de nos services de recherches et développement, nous recrutons

UN INGENIEUR DEBUTANT INSA - AM ou équivalent

une formation mécanique avec de bonnes connaissances (ou une sérieuse motivation) en métallurgie et de matériaux. Il se verra confier la responsabilité de l'animation d'une équipe chargée de la mise au point du développement de procédés ainsi que de leur application au stade industriel.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD EST.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à 54.858, Contesse Publicité 20, rue de l'Opéra Paris Cedex 01, q.tr.



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

recherche **TECHNICIEN SUPERIEUR DE LABORATOIRE CONTROLE NON DESTRUCTIF**

FONCTION : Pour les Techniques de Haut Niveau il effectue des contrôles physiques des PETITES ADAPTATIONS ELECTRONIQUES. PROFIL : B.T.S. Electro-Technique Connaissances en informatique (langage Basic) et en ultra-sons. Anglais indispensable. EXPERIENCE : Débutants fortement motivés ou expérience supérieure à 4 ans.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + Photo récente, à **CONSILIA Conseils Ressources Humaines** 5, rue Lincoln (4^e étage) 75008 PARIS.

TELESYSTEMES
Systèmes de Télécommunications et d'Informatique
recherche pour son service de
SAINT QUENTIN EN YVELINES

INGENIEURS D'ETUDE

DEBUTANTS ou EXPERIMENTES

Leur formation informatique Ecole ou DEA leur permettra de participer à la conception et au support des matériels et logiciels de contrôle de systèmes hétérogènes : IRIS 7 - DPS 7 - MINI 6 et 550. La connaissance de ces systèmes sera appréciée.

Envoyer CV et prétentions à A. FABRE
TELESYSTEMES - Immeuble International
Quentin en Yvelines - 78100 Montigny Le Bretonneux.
Tél : (3) 044 11 77

LA TRADITION D'AVANT GARDE



telesystemes

OFFRES D'EMPLOIS

Chef

SMCI

Microélectronique hybride

Couches minces et

ingénieur

technicien

La SEP

Etude et recherche

UN ING

GRAND

SEP

Automation et

chef de proje

télécom

télétra

Jacques tixier s.a.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une Entreprise Publique, ayant ses activités dans le domaine Aéronautique, équipée de trois grands systèmes compatibles IBM, fonctionnant sous OS et VM-CMS, et de mini-systèmes, avec un réseau de plus de 300 terminaux recherche un

Chef de Projet HF

Diplômé d'une Grande Ecole ou de Formation Universitaire, il devra posséder quelques années d'expérience dans la conception et la mise en place de systèmes de gestion sur gros matériel, dans un environnement télétraitement.

Au sein du Département Etudes, il aura la responsabilité du développement de projets, c'est à dire la conduite, le contrôle, l'encadrement d'équipes de réalisation. Il aura le contact avec les utilisateurs, avant et lors de la mise en œuvre des projets dont il aura la charge.

Un bon niveau de connaissances techniques, la pratique de méthodes, le commandement, sont indispensables.

de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : ORLY.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., + prétentions) à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SMCI

118 bis, avenue Albert 1^{er}
92500 RUEIL MALMAISON.

Ingénieur diplômé, VOUS AVEZ des qualités de rédacteur et de pédagogue



Compte tenu du développement de ses activités, SINTRA ALCATEL recherche un **REDACTEUR FORMATEUR**.
Ce poste sera confié à un ingénieur d'une grande école ou d'une université (option électronique ou informatique).
Ses aptitudes de rédaction lui permettront de prendre en charge la création et le suivi de la documentation technique ainsi que la création de supports de cours.
Son sens de la pédagogie lui permettra d'assurer la formation de la clientèle.
Ce poste basé à proximité banlieue parisienne nécessite un sens certain de l'autonomie.
Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à :
RF/M à Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL -
26, rue Malakoff - 92100 ASNIERES.

4/MEDIA BA

Microélectronique hybride Couches minces et couches épaisses

Le Centre Européen de Recherche du Groupe Schlumberger, dont les recherches sont de caractère exploratoire, a pour objectif le développement des nouveaux produits ainsi que des nouvelles technologies du Groupe.

Le Centre de Recherche en microélectronique est chargé de la conception et de la réalisation de prototypes dans des domaines très variés, en particulier dans les domaines de la microélectronique hybride.

Le Centre de Recherche en microélectronique est chargé de la conception et de la réalisation de prototypes dans des domaines très variés, en particulier dans les domaines de la microélectronique hybride.

Ingénieur

REF. S 209

Il sera responsable de l'atelier de réalisation de prototypes en collaboration avec des laboratoires de conception, par exemple dans le domaine des hyperfréquences. Il sera également chargé de suivre l'évolution de ces techniques et de mettre au point les procédures de réalisation en vue du transfert en production.

De formation grande école ou équivalent, il aura acquis une bonne connaissance des couches minces et des couches épaisses.

Technicien

REF. S 210

Il sera le N° 2 de l'atelier. Il participera à la mise au point des procédés et aura en charge la réalisation de prototypes.

De formation DUT ou BTS, il aura acquis une bonne connaissance des techniques d'assemblage des circuits hybrides.

Pour ces deux postes (sièges près de Paris), 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la microélectronique sont indispensables. Une expérience vers des responsabilités plus grandes est fortement envisagée pour des candidats créatifs et performants. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser vos candidatures, en précisant la référence J.-C. SOBEL, GIER - 11, place des Minimes, B.P. 92124 Montrouge cedex.

GIER

Schlumberger

Ingénieur méthodes

La Défense

Ingénieur de formation, vous avez été, au cours de votre expérience, confronté à des problèmes d'organisation et qu'à l'utilisation de l'outil informatique.

Vous avez été confronté à ces problèmes.

La Direction Technique de notre société d'ingénierie peut vous offrir cette opportunité en apportant la possibilité d'une carrière intéressante au sein d'une entreprise importante (1000 personnes).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à :
Média BA, 9, Bd des Italiens, 75002 Paris.

MEDIA BA

9, Bd des Italiens, 75002 Paris
(réponses et renseignements assurés)

IMPORTANT GROUPEMENT DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

résidence à PARIS, LYON, NANCY, CLERMONT-FERRAND et BOURGES. Situation d'avenir - d'avenir.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

réside à PARIS, LYON, NANCY, CLERMONT-FERRAND et BOURGES. Situation d'avenir - d'avenir.

Ecrire avec C.V. : FIDULOR, 21, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

recherche pour son

SERVICE FISCAL

JURISTE EXPERIMENTE

de préférence ancien Inspecteur des Impôts Juriste de banque ou d'entreprise.

Envoyer C.V. manuscrit à :
ING. CO. MARKETING (52)
83, rue de Rennes, 75006 PARIS
qui transmettra.

chef du service achats

180 000 + Paris

Notre P.M.E. distribue des lignes de parfums connus. Notre expansion est importante, et vous pouvez en douter, il nous faut particulièrement des personnes de ce type.

C'est la raison pour laquelle nous recherchons un diplômé d'une école supérieure, capable d'équivaler, ayant une bonne pratique des achats, approvisionnements dans la parfumerie, la pharmacie, l'alimentaire ou tout autre produit connexe de la distribution.

Vous dépendrez du Directeur Général et vos responsabilités croîtront au fur et à mesure de l'expansion commune.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 5514, à Bruno DEMOINET.

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, rue de la Harpe
75008 PARIS



à qui nous avons confié cette recherche.

MEDIA SYSTEM

elf aquitaine

recherche pour sa filiale
ELF ANTARGAZ

DES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX ENSI - AM - INSA - IDM

pour
**RENNES - BORDEAUX - MARSEILLE -
ILE-DE-FRANCE**

UN INGÉNIEUR TRAVAUX

ECP - ECL - AMTP

pour les Travaux Techniques

à PARIS 17^e

UN INGÉNIEUR FABRICATION CONTRÔLE ENSI - INSA - AM

Bonne expérience en chaudronnerie, métallurgie et soudage
technique gaz à Paris 17^e
Déplacements fréquents.

UN RESPONSABLE D'USINE DE CONDITIONNEMENT Études supérieures

Bonnes compétences techniques.
Lieu de travail : Loire-Atlantique.

— d'avenir pour éléments dynamiques.
— Nombreux avantages.

Si l'un de ces postes vous intéresse, envoyer votre C.V. et photo à :
ELF ANTARGAZ - Direction Relations Sociales,
4, rue Léon-Jost - 75017 PARIS.

La SEP Établissement de VERNON recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

chargé du suivi et du dépouillement d'essais d'ensembles propulseurs, moteurs, turbopompes d'organes, il agit à l'interface entre les demandeurs et les exécutants d'essais.

Le candidat retenu doit posséder des connaissances en mécanique, mécanique des fluides, mesures physiques, il devra être capable d'analyser les problèmes et de présenter les résultats de façon synthétique.

Responsable d'une petite équipe il aura le goût des contacts humains.

Merci de bien vouloir nous adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. 444 M à SEP, Service du Personnel, BP 802, 27207 VERNON.

AUTOMATION ET SYSTÈMES chef de projet télécommunication, télétransmission

UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER, cherche pour son département Automatisation et Systèmes, à Paris, un Chef de Projet responsable de la conception et de la réalisation des systèmes de télécommunication, télétransmission mis en œuvre par des industriels, par exemple, champs pétroliers.

Il aura les études de conception des systèmes (choix des modes de transmission, connexion aux réseaux internationaux, la spécification des équipements, les négociations avec les clients et les fournisseurs, la supervision de l'ingénierie, le détail des réseaux et la supervision de l'installation et de la mise en route.

Ingénieur grande école, TELECOM, SUPÉLEC ou équivalent, il a au moins 3 ans d'expérience industrielle des systèmes de télécommunication. La connaissance des protocoles de télétransmission et/ou celle des microprocesseurs est souhaitable.

Il parle bien sûr l'anglais et se déplace volontiers en France et à l'étranger. Il sera rapidement responsable de grands projets.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 278 LM.

jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach, 75017 paris

membre de syntec

La S.E.P. du VERNON, Maître d'Œuvre de la propulsion des 3 étages de la fusée ARIANE recherche pour son Centre de MELUN-VILLAROCHE

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

de formation A.M. ou équivalent.
Cet ingénieur aura pour mission la définition, la mise en place, l'animation et la gestion des actions "Assurance Qualité" au sein d'un projet important.

Il aura acquis une expérience industrielle de 5 à 10 ans dans le domaine de projet de qualité.

Le candidat retenu aura également un très bon esprit de synthèse, sera méthodique, devra être de tempérament tenace.

Adresser lettre de candidature accompagnée d'un C.V., photo et prétentions, réf. 721 M à S.E.P., Service du Personnel, B.P. 802, 27207 Vernon.

ORGANISME FINANCIER recherche

GESTIONNAIRE de portefeuilles d'obligations

Formation supérieure. Expérience souhaitable.

Le poste est à pourvoir au Siège (PARIS - PONT-DE-NEUILLY).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous N° 8251 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne
75008 Paris - qui transmettra

	Libre*	Libre TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Libre/col.	Libre/col. TTC
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
— équipements automobiles;
— appareils ménagers;
— radio-téléphones;
— caméras et projecteurs BAUER;
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

MISSION:
— comptabilité analytique;
— établissement du rapport mensuel d'activités.

PROFIL:
— vous avez une formation supérieure de type sciences économiques;
— débutant, vous souhaitez confirmer à partir de stages pratiques réalisés dans le cadre de vos études, votre orientation professionnelle sur le contrôle de gestion;
— vous avez une bonne connaissance de la langue allemande.
Ce poste est à pourvoir immédiatement.



Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel - 32, avenue Michelet - 93404 Saint-Ouen.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE

(matériel — fréquence)
leader mondial sur la recherche

ÉLECTRONICIEUN

Pour le Moyen-Orient
Le titulaire aura : — des connaissances commerciales;
niveau : démarchage, propositions techniques, signature

Ce poste convient à : — électroniciens — ingénieurs — maîtrise — connaissant le matériel H.F. — possible TV, — d'aptitudes à la négociation et à la négociation — projets clef en main.

Ils devront parler l'anglais en plus de leur langue maternelle pour les déplacements à l'étranger et leur temps. L'entreprise recherche la préférence des candidats d'une expérience dans le Moyen-Orient ou dans le monde arabe.

Cette entreprise appartient à un Groupe international qui offre des possibilités de carrière à tout candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. 214 M à

ETCHEVERRY S.A.

32, rue Pierre - 93404 Neuilly.

CCI INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS

VOUS PARLEZ ANGLAIS, vous aimez les voyages à l'étranger.

Afin de renforcer nos équipes, nous vous invitons à rejoindre notre entreprise spécialisée dans le domaine du

TRANSFERT DE SAVOIR FAIRE

en Télécommunications, Télématique, Informatique et Electronique.

L'un des postes à pourvoir (en Banlieue Ouest de Paris pour 1983) est basé sur la réalisation de documents et la diffusion de cours sur un équipement de télématique.

Une expérience industrielle en télécommunications sera appréciée.

Si vous êtes intéressés, envoyez votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à l'adresse : Madame M. M. CCI COOPÉRATIVE INTERNATIONALE ALCATEL 27, rue de la République - 93406 SAINT-OUEN



le Crédit Mutuel

recherche

Chef de Projet

Mission : conduite de projet - définition du cahier des charges avec l'utilisateur, mise en place de l'application, suivi de la réalisation technique.

Profil : titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MAGE, ayant déjà eu la responsabilité d'applications de gestion, si possible temps réel avec de données.
Expérience de 3 ans minimum dans le secteur bancaire. réf. 27 RH

Analystes Programmeurs

Mission : participation à la conception et à la réalisation d'applications de gestion bancaire.

Profil : titulaires d'un DUT ou d'une MAGE, possédant une bonne maîtrise du COBOL, rodés aux applications transactionnelles. réf. 28 RH

Pour 2 postes, la connaissance du matériel BURROUGHS B 6800 serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions précisant la réf. du poste à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel Direction des Relations Humaines 88, rue Cardinet 75017 Paris

DRESSER EUROPE

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL LEADER DANS LES EQUIPEMENTS POUR L'ENERGIE Division Dépoussiérage recherche

INGENIEUR DE CONTRAT

Ayant des connaissances en pollution atmosphérique, dans la fonction de la responsabilité de :

- surveiller les coûts et délais;
- assurer le contact avec le client;
- démarrer les installations.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés ayant une formation en électromécanique, de 1 à 5 ans d'expérience. Connaissance de l'anglais appréciée.

Lieu de travail : RUNGIS.

Déplacements fréquents.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. à DRESSER Monsieur SAMSON, 5, rue d'Antony 91192 - 94563 RUNGIS CEDEX.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE EUROPEEN

ingénieurs commerciaux

vous confierons la gestion d'une clientèle PME-PMI et produits (mini et micro) très avancés.

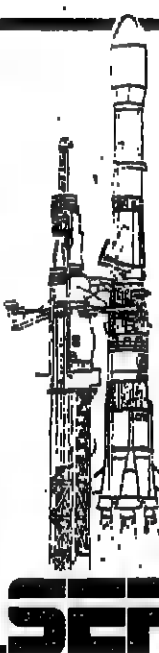
technicien, mais également capable de communication et de terrain, vous devrez analyser les besoins, concevoir des solutions adéquates, conseiller, concrétiser.

Vous êtes diplômé ou autodidacte, vous connaissez bien le milieu industriel de votre région et si possible vous avez une expérience en informatique.

Les salaires proposés sont à la hauteur des "salaire rares" que nous recherchons. Nous offrons dans notre secteur de nouvelles possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. LM 1111 à l'adresse conseil.

FORSE 13, place de la République PARIS chargé de la sélection.



La SEP de VERNON recherche

UN INGENIEUR QUALITE

de formation A. & M. équivalent, cet ingénieur pour mission la définition, la mise en place de l'animation des actions Assurances Qualité au sein du programme ARIANE.

Il devra justifier d'une expérience industrielle de 5 minimum dans le domaine de la Qualité aéronautique ou spatiale exercée en production ou en contrôle.

Le Candidat retenu aura un bon esprit d'analyse, de synthèse et sera méthodique, rigoureux.

Merci de bien vouloir nous adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. 721 M à SEP Service du Personnel, 802, 27207 VERNON.



Les Transmissions optiques

Planifier et piloter les fabrications

L'avenir est aux transmissions par câbles à fibres optiques. L.T.T., l'un des leaders dans ce domaine, souhaite confier à un jeune ingénieur la planification, le contrôle et le pilotage de la fabrication. Celle-ci est organisée en lignes de produits. Après une période de mise au courant, il sera chargé de veiller au bon fonctionnement de la production et agira chaque fois que cela sera nécessaire auprès des services concernés : achats, ateliers, services commerciaux... Il dirigera en outre un service de 10 personnes.

Cette fonction sera confiée à un ingénieur diplômé électronicien ou électromécanicien, d'au moins 3 ans, ayant une expérience de gestion de production informatique acquise par exemple dans une société d'électronique professionnelle, de télécommunications...

Il s'agit d'un poste très formateur. La dimension du groupe, la vocation internationale, permet d'envisager un développement intéressant de carrière. La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.

Pour pourvoir à Confians-Saint-Honorin.



Merci d'adresser C.V. et photo à M. VINCHON - CORT avenue Kléber 75116 Paris

MEMBRE DU SYNET

Nous sommes un groupe pharmaceutique français de 450 personnes, en expansion régulière. La Direction du Personnel et les Ressources Humaines renforcent la structure et recherche :

UN JEUNE DIPLOME

INGENIEUR ENSI ou HEC, ESCP, ESSEC
Rémunération annuelle brute 130.000 F.

- Rattaché au Directeur du Personnel, il sera responsable des études quantitatives de gestion du personnel.
- Il participera à l'élaboration quantitative du plan social de l'entreprise, tiendra les tableaux de bord de gestion du personnel et effectuera des études diverses, y compris pour la Direction Générale.
- Il collaborera à la mise en place d'un système informatique de paie et de gestion prévisionnelle.

Merci d'adresser lettre + CV détaillé + photo à :

guerbet s.a.
BP n° 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS CEDEX
sous réf. MD 91282.

CARREFOUR

RÉGION PARISIENNE

recherche pour ses magasins

JEUNES COMPTABLES

- Niveau D.E.C.S.
- Diplômés d'un institut supérieur de gestion.
- Expérience souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions

La Bourdière, 92357 Le Plessis-Robinson.

Organisme économique et financier - Notre spécificité et notre importance nous placent au carrefour de la vie économique et financière. Notre direction extérieures souhaite un jeune en tant que :

ATTACHÉ D'INFORMATION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (sciences économiques et DES marketing financier, Sc. Po Eco FI, CELSA...) et vous avez effectué quelques stages dans les services des grandes entreprises ou dans des organismes d'études. Vous recherchez un premier emploi ou vous êtes en recherche d'un nouveau emploi. Vous êtes motivé par la fonction d'information nécessitant des aptitudes relationnelles et d'analyse. Vous avez le bon fonctionnement de la gestion de notre bureau d'accueil. Dans ce cadre, vous avez une relation avec des spécialistes et avec le public. Vous serez associé à nos actions promotionnelles. Votre intégration à l'équipe relations extérieures permettra d'exploiter vos études et la préparation de notre stratégie de communication. Vous bénéficierez dans ce contexte d'un poste formateur qui vous permettra d'envisager une évolution de carrière dans notre organisme.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeur, réf. 5001 M; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNET

OFFRES D'EMPLOI

PARIS

contrôleur de

de j ourlin

Organisation et Im

TOTA

Magie Française

SMCI

INGENIE

UNE GAMME C

DE SYSTEMES ET D

INFORMATI

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS
GROUPE FRANÇAIS LEADER DANS SA BRANCHE
 (dans les 100 premières entreprises françaises) cherche pour une de ses divisions, son

contrôleur de gestion

Dépendant directement de la Direction Générale sa première mission sera :

- d'optimiser et dynamiser les moyens (comptabilité analytique, prévisions et résultats budgétaires),
- superviser l'information,
- concevoir et faire accepter les organisations nécessaires pour faire du contrôle de gestion un outil performant.

Basé au siège social, il se rendra dans les établissements de la société pour procéder aux analyses, faire accepter et appliquer sur le terrain les moyens préconisés.

Il doit avoir : minimum 27 ans, une première expérience en contrôle de gestion ou organisation, une **FORMATION SUPÉRIEURE DE NIVEAU (GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE, IEP, MAÎTRISE DE GESTION)** et parler anglais.

Ses qualités prédominantes sont le sens de la prévision, le sens de l'organisation, le sens des rapports humains.

Il pourra dans ce poste prouver son efficacité, élargir rapidement ses compétences à d'autres domaines (principalement Personnel et éventuellement Finances) ou évoluer vers des responsabilités de niveau du Groupe.

Les candidatures (lettre manuscrite C.V. réf. 2170-M) doivent être envoyées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
 47, av. ALSACE-LORRAINE - 92010 ANTONY

Important Etablissement Public
Paris-8^e

recherche

UN JURISTE

Pour études et conseil aux entreprises susceptibles d'assurer, à terme, la responsabilité d'une équipe.

D.E.S. ou DOCTORAT

Expérience en droit des affaires et éventuellement en droit des régimes matrimoniaux et des successions souhaitée.

UN JURISTE

NIVEAU MAÎTRISE D.E.S.

Ayant une bonne connaissance des formalités incombant aux entreprises (création, modification de situation...) pour rédaction de brochure et information.

UN JURISTE

NIVEAU D.E.S.

participera à l'élaboration d'une banque de données sur les entreprises.

Expérience en droit des affaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 251.360 M REGIE-PRESSE, 85 rue de Reims, 75001 PARIS.

MÉDECIN CHEF DE PROJET

Il s'agit d'une filiale française du groupe américain Schering-Plough Corporation.

Dans le cadre du Département Anti-infectieux, notre Direction Médicale recherche un médecin pour l'élaboration du programme médical de développement de produits.

Il aura notamment à concevoir des projets de protocoles, en place et à bonne fin des essais cliniques ainsi que l'exploitation de ces données.

Il aura en outre à actualiser la documentation technique concernant ces produits.

Une pratique hospitalière de préférence en milieu hospitalier, une bonne expérience en pharmacologie clinique et l'anglais « lu » indispensables pour ce poste.

Adresser lettre manuscrite C.V. réf. 8231 M. à : Laboratoire UNILABO, Département Recrutement, 92, rue Baudin, 92307 LEVALLOIS-PERRET.

Ingénieur Etudes Informatiques

Il se voit confier la responsabilité d'études originales sur les techniques informatiques les plus récentes (matériels, logiciels, méthodes). Il mène en parallèle l'animation de séminaires.

Il aura une formation d'ingénieur ou universitaire, il possèdera une capacité d'auto-formation et des aptitudes à l'expression écrite et orale. (Réf. 1 M)

Traitement de Texte

Il (elle) est chargé(e) de la mise au point d'une publication du CXP sur les produits du traitement de texte (systèmes, logiciels, matériel bureautique).

Il devra être capable de travailler avec les fournisseurs de la presse, de synthétiser la rédaction.

Diplôme de l'enseignement supérieur (maîtrise ou équivalent) et une première expérience dans le choix ou l'implantation d'une solution traitement de texte en entreprise. Nous souhaitons un candidat dynamique et capable de travailler du marché informatique. (Réf. 2 M)

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la réf. du poste, au CXP - 10, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

CENTRE D'INFORMATION DES UTILISATEURS DE LOGICIELS

Organisation et Informatique

Mais première expérience en informatique de gestion, après l'obtention d'un diplôme d'ingénieur ou d'une Grande École Commerciale il y a trois ou cinq ans, vous êtes intéressés par les problèmes de l'élaboration des projets informatiques. Vous souhaitez maintenant mettre cette expérience et vos connaissances à l'organisation administrative, l'organisation, vous intéressez à intégrer un Groupe de dimension internationale susceptible de vous offrir une carrière dans une spécialité.

Nous recherchons un candidat pour les fonctions d'ingénieur en informatique au Département Administration du Personnel, intégré à une équipe, il participera à l'organisation administrative, à l'élaboration des projets informatiques, à la mise en place des applications.

Ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo sous la référence 2. M. 87 à TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES - Service Recrutement - 5 rue Michel Ange, 75781 Paris Cedex 16

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

IMPORTANTE ASSOCIATION
TOURISME SOCIAL

recherche :

RESPONSABLE DES VENTES

après une formation initiale.

Responsable de l'Équipe de Développement, cette personne sera pour l'association :

- De proposer des lignes d'action à l'Association et Direction des ventes individuelles ;
- De diriger le plus important guichet de l'association et de la vente individuelle ;
- De promouvoir la diffusion de séjours auprès des adhérents individuels ;
- D'aider à la création de centre de diffusion des activités et séjours auprès des associations locales.

Le candidat devra faire état d'une solide expérience d'ouverture, d'animation et de gestion de guichet et agences de voyage ainsi que le sens du tourisme.

Il devra avoir le goût et la capacité de s'adapter au contexte touristique.

Formation ESC ou équivalent.

Adresser C.V. + photo à O.P.F. n° 494, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui transmettra.

compagnie française des aciers spéciaux

Groupe spécialisé dans la sidérurgie fine (6000 personnes - CA 2,5 milliards de francs).

La Direction Financière crée au sein de son département CONTRÔLE une GESTION-PLAN une fonction AUDIT INTERNE. Elle recherche

UN AUDITEUR INTERNE

LA FORMATION :
 HEC, SUP de CO + maîtrise - pratique de l'anglais.

L'EXPÉRIENCE :
 - 2 à 4 ans au sein d'un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou d'un service interne d'une grande entreprise internationale.

LE POSTE :
 - participer à l'établissement du Plan d'Audit et à sa mise en œuvre ;
 - harmoniser les procédures comptables entre la compagnie et ses filiales ;
 - contrôler leur application ;
 - être l'interlocuteur privilégié des Commissaires aux Comptes ;
 - prendre en charge progressivement des missions spécifiques dans le domaine du Contrôle de Gestion.

Le poste est basé à PARIS-LA DÉFENSE.

Déplacements fréquents en Province. Adresser votre candidature manuscrite + curriculum vitae à la COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX - Ph. REBOUL, Direction Affaires Sociales, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA DÉFENSE 9.

VOICI L'ÈRE DE L'INFORMATIQUE DE GRANDE DIFFUSION

- 10.000 ordinateurs familiaux en 1981, près de 700.000 en 1987...
- 23.000 micro-ordinateurs de gestion en 1981, près de 450.000 en 1987...

(FRANCE, source IDC).

Concourir à cette évolution est notre objectif en fabriquant un grand nombre de logiciels, en les commercialisant par des réseaux nationaux, en faisant passer les logiciels à la partie du groupe THOMSON, occupant une position de leader. Afin de prendre en charge une partie de nos activités de développement de « LOGICIELS DE BASE ET LOGICIELS DE GESTION » pour MICRO-ORDINATEURS, nous recherchons deux

chefs de projet

Ils auront la responsabilité d'équipes de 5 à 8 personnes avec lesquelles ils seront appelés à concevoir et à réaliser des logiciels nombreux et variés. Ils devront s'impliquer fortement dans les aspects techniques qui devront être faits, dans l'élaboration des systèmes de développement et les méthodes de travail retenues. Ils veilleront à l'accomplissement des projets, à la qualité de la réalisation qui portera aussi bien sur les logiciels de base que sur les logiciels de gestion. Ils disposeront de moyens matériels puissants, ils auront accès à des qualités de meneur d'hommes, à une excellente relation humaine et à la rigueur. Quelques années d'expérience ainsi qu'une bonne connaissance de l'ASSEMBLEUR ou micro-processeur, complétées de connaissances en techniques de compilation pour l'un des postes et de la programmation en langage de haut niveau (PASCAL, BASIC) pour l'autre poste, sont indispensables. La rémunération sera fonction du profil du candidat retenu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. et prétentions à notre Service qui les transmettra à l'admission.

SMCI
 116 bis, avenue Albert 1^{er}
 92500 RUEIL-MALMAISON

LABORATOIRES DE RECHERCHES INDUSTRIELLES
 recrutent

UN INGÉNIEUR

(réf. S/1973 M)

pour conception et développement de **MACHINES ÉLECTRIQUES TOURNANTES** à grande vitesse, étude et INSTALLATION de matériel très haute tension de puissance.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous n° 54442 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris cedex 01 en indiquant la référence.

Contrôleurs de gestion

Le Directeur du contrôle de gestion d'un groupe industriel de taille internationale exerçant son activité dans l'entreprise et l'ingénierie, renforce son équipe de contrôleurs de gestion.

Les postes d'admission :

- soit à des diplômés d'école d'ingénieurs complétée par une formation de gestion,
- soit à des diplômés d'une école de gestion, débutants ou avec 2 ou 3 ans d'expérience.

L'anglais est indispensable, l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, en précisant sur l'enveloppe n° 6406, à Média-System, 104 rue de Valenciennes - 75002 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TECHNOLOGIE DE POINTE
 C.A. 1.000.000.000 FF

recherche son

RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES

HF

Pour diriger une équipe de 20 personnes

Le candidat âgé de 35 ans minimum devra avoir :

- une formation scientifique supérieure ;
- 10 années d'expérience industrielle ou commerciale ;
- une excellente présentation et le goût des contacts ;
- une très bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : Région Parisienne.
 200/250.000 F suivant expérience

Envoyer C.V. + photo + lettre de motivation à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Dans le cadre de la diversification de nos prestations de services de haut niveau, le Département CONSEIL ET APPLICATIONS pour le service traitement de l'information, spécialisé dans le domaine scientifique, recherche des

INGÉNIEURS

Calcul de structures

Débutants ou expérimentés pour assurer le support de logiciels spécialisés dans le domaine de la mécanique.

Formés à la mécanique ou à l'hydraulique, les candidats auront eu l'expérience des logiciels utilisant la méthode des éléments finis.

Les connaissances en CAO constitueraient un atout supplémentaire. L'anglais est indispensable.

Adresser votre candidature à CONTROL DATA sous réf. NAST 410 - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

UNE GAMME COMPLÈTE DE SYSTÈMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES.

FAITES UNE CARRIÈRE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société de Conseils en Informatique et recherchons de

JEUNES COLLABORATEURS

ayant plusieurs années d'expérience supérieures, célibataires et dépourvus d'obligations militaires, libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats étant formés et intégrés par la société.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous n° 55312 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CSEE

JEUNE INGÉNIEUR

Electronique - Automatisme - Asservissements

Pour travailler sur des projets de développement de matériels militaires embarqués, au sein d'une équipe du Centre d'Etudes d'ORSAY (91)

Téléphonez à Mr VIALAR ou Mr BATTAGLIN (0) 907 78 01 ou écrire CSEE 17, place Etienne Perret 75015 Paris

19

bre

22.

môme

spé-

rière

de

ch

en-

qui

fait

à

der-

y

Hal-

ement

re,

le

Plan-

autre,

se,

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGL-IDA
COMM. CAPITAUX

La ligne* 71,00
La ligne TTC 83,50
21,00 24,70
56,45
48,00 56,45
140,00 164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES
OFFRES D'EMPLOI 40,00
DEMANDES D'EMPLOI 12,00
IMMOBILIER 31,00
AUTOMOBILES 31,00
AGENDA 36,45
* Progressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Jeune ingénieur développement au cœur du sujet.

Le Groupe GERLAND représente 4 000 personnes, 1,9 milliard de francs du chiffre d'affaires, des activités diversifiées : Chimie, Etanchéité, Caoutchouc, Elastomères, Routes, Revêtements de sol. Vous aurez, dans la division Etanchéité, la responsabilité d'améliorer une production existante ou de développer de nouveaux produits : compréhension des besoins du marché, conception, études, mises au point, prototypes, recherche, moindre coût, fabrication à propos des méthodes. Pour assurer cette tâche vous serez placé au cœur du sujet : intégré au siège parisien, en contact avec le marketing, effectuant des déplacements fréquents auprès des clients, de l'atelier de fabrication situé à l'Alpe. Vous travaillez sur des petites séries, produits métalliques à système, commande mécanique, électrique pour des équipements remarquablement outillés. Ce poste est confié à un jeune ingénieur formation AM, IDN, HEI, spécialisation mécanique, électromécanique. Dans l'avenir à l'intérieur du Groupe GERLAND, de perspectives d'évolution envisageables.

Nous remercions les jeunes ingénieurs intéressés de nous confier leur candidature sous référence ID 1269M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

answare

Importante société d'Ingénierie Informatique Française

DIVISION GESTION

analystes programmeurs programmeurs

PAC 700

Expérience 1 an minimum (MVS, DOS/VS, IMS, DL1)

Disponibles rapidement

Ecrire sous référence U2/17 à Mme SEREC

ANSWARE - 13 rue de la Pompe - 75116 Paris

conseiller informatique



Classée parmi les toutes premières sociétés d'Ingénierie Françaises, envisage de confier à un ingénieur Grande Ecole l'X, CENTRALE, POINTE, l'ensemble de ses services informatiques.

Les missions sont variées dans les domaines suivants :

- D.A.T. et C.A.O.
- Calcul scientifique (analyse de structure, de bâtiment...)
- Finance financière et autres (immobilier...)
- Bureautique.

Mettre en œuvre la synthèse des données et humaines de la société, opérant la synthèse des données et humaines de la société, opérant la synthèse des données et humaines de la société, opérant la synthèse des données et humaines de la société.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS.

Adresser C.V., photo et lettre de motivation sous référence 62.45/50505 à ADEQUATION



Nous recherchons pour le service informatique d'une grande entreprise (PARIS) plusieurs DEBUTANTS titulaires au moins d'une :

MAITRISE

Telles que mathématiques, physique, économétrie, sciences économiques.

Nous leur assurons une FORMATION COMPLETE THEORIQUE ET PRATIQUE. Ils joueront rapidement un rôle d'analyste-programmeur et de système dans le cadre d'un grand projet de réseau de miniordinateurs.

Merci d'adresser C.V. sous référence 62 PE 212.

ESS INFORMATIQUE

19 rue de la Paix

75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour le service informatique

SON RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

21 ans minimum, de formation supérieure en informatique et/ou du domaine.

Ce poste polyvalent nécessitera un sens de l'organisation et du service, de l'analyse, de la synthèse, une dizaine de collaborateurs, ainsi qu'une grande précision.

Cette fonction pourra évoluer vers une responsabilité dans le cadre de la fonction personnelle.

Adresser C.V. sous référence 62.45/50505 à ADEQUATION

AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Ingénieurs qualité-fiabilité

Le C.N.E.S. recherche pour son programme ARIANE plusieurs ingénieurs qui auront pour mission de garantir la qualité, la fiabilité et la sécurité de l'application. Ces postes impliquent une expérience ou une maîtrise dans les domaines suivants : mécanique aéronautique, électronique, mécanique, etc.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement en Région Parisienne et en Guyane Française.

La maîtrise de la langue française est nécessaire.

Adresser lettre de motivation, C.V. et photo au Centre National d'Etudes Spatiales - Service des Ressources Humaines - 129, rue de l'Industrie - 93100 Paris.

CNRS CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

IMPORTANT ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL

Recherche :

RESPONSABLE GRANDES COLLECTIVITES

- Au directeur du développement, pour :
- Proposer des lignes d'action de l'Association en direction des grandes collectivités rayonnant sur l'ensemble du territoire ;
- Aider l'association à la mise en œuvre de projets en France et à l'étranger. De suivre sur le plan technique la réalisation d'accords avec d'autres organismes ;
- Sans du contact, rigoureux, organisé, elle devra avoir une expérience de la vente ;
- minimum 5 ans d'expérience ;
- Elle exercera en région parisienne ;
- Connaissance de l'anglais, souhaité ;
- Niveau ESC ou équivalent ;
- Grande disponibilité ;
- Salaire à débattre.

Adresser C.V. + photo à O.P.F.

493, 2, rue de la Paix

75001 PARIS, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

CHEF COMPTABLE

(NOMME OU PROMU) EXPERIMENTE
Formation D.E.S. souhaitée.
Pratique des relations bancaires et expérience de la comptabilité sur ordinateur appréciées.
Adresser CV et prétentions par lettre à :
ACTION AUDIOVISUELLE, 12, rue du Médi, 75002 Paris, qui transmettra réf. 103.

Cadre Financier confirmé

Il aura, au minimum, une formation de type HEC, ESSEC, SUP, CO, IEP + si possible licence en droit et une bonne expérience de l'entreprise.

Il assurera les responsabilités d'un poste principalement orienté vers les problèmes de trésorerie générale, de contrôle de gestion, de négociations, de contrats et l'écheveau international.

Pratique courante de l'anglais indispensable.

à pourvoir d'urgence.

Adresser lettre de candidature + CV

sous réf. 1512 à

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche

75008 PARIS.

LANDIS & GYR

Nous sommes une société spécialisée dans les appareils de mesures et la régulation thermique.

Nous employons 1 700 personnes en France.

Nous recherchons pour notre usine de

MONTLUÇON :

UN JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

DIPLOME

déjà des obligations militaires, qui sera chargé des études de conception ou d'amélioration des matériels de fabrication.

La connaissance des systèmes micro-programmes et des automatismes est indispensable.

Langue anglaise souhaitée. La connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo, prétentions à : LANDIS ET GYR - Direction du Recrutement

BP 208 - 03101 MONTLUÇON cedex

AIR INTER LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche

INGENIEUR

DEBUTANT

Formation Grande Ecole d'ingénieurs.

Après une formation de 12 à 18 mois, il sera chargé de logiciel de base.

ANALYSTE ORGANIQUE

DEBUTANT.

Formation maîtrise ou équivalent.

Il lui sera demandé de participer à des projets nouveaux au sein des petites équipes dans un environnement IBM 370 et VM - DOS.

Perspectives d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions au département

Effectifs Recrutement Orientation

1, rue du Maréchal De Gaulle

92100 - PARAY VIEILLE

Ingénieur physicien

Région Montlhéry

Une importante société française d'ingénierie (5 000 personnes), spécialisée dans les grands équipements industriels, recherche pour renforcer l'équipe de son Laboratoire d'Instruments un jeune ingénieur qui aura pour mission de participer à la recherche, développement et aux prestations de services.

Une première expérience dans le domaine de l'instrumentation est souhaitable car il s'agit d'un poste complet qui comporte à la fois des missions d'expert, de concepteur et un aspect opérationnel important.

Adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation) sous la référence 2254 à

MEDIA BA

9, Bd des Italiens, 75002 Paris

qui transmettra

(réponse par courrier)

ETABLISSEMENT FINANCIER

SPECIALISE DANS L'AFFACTURAGE

recherche

CHARGES DE CLIENTELE POUR LE DEPARTEMENT EXPLOITATION

diplômés d'enseignement supérieur ou Ecole de Commerce plus niveau D.E.C.

CAPABLES :

- De gérer les contrats conclus avec une clientèle de P.M.E. tous secteurs d'activités ;
- De proposer à ces clients toutes initiatives de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité des services rendus à la clientèle ;

Ces postes seront confiés à des candidats maîtrisant les techniques d'analyse financière et de contrôle comptable pour les avoir pratiquées au moins 5 ans, de préférence en cabinet d'audit.

Les candidats retenus devront avoir un sens aigu du risque et des responsabilités et allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à : FACTOFRANCE HELLER

Service du Personnel, Tour Malac-Montparnasse

17, PARIS CEDEX 13.

BANQUE PRIVEE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Titulaire d'un D.U.T.

pour le service informatique.

Expérience souhaitée : 3 ans dans la pratique du CAP 2.

de 4331 à 370 sous DOS/VSE et CICS, seraient appréciées.

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 6.200 M à OCBF,

66, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris, qui tr.

JEUNES INGENIEURS

PONTS ET CHAUSSEES - MINES - CENTRALE

postes conviennent à : Ingénieurs formés en Génie Civil - Hydraulique - Béton, débutants ou quelques années d'expérience désireux :

- d'avoir le départ des responsabilités techniques sur des projets France et Etranger
- d'assurer les relations avec les Clients et les Production, Travaux Commercial ;
- d'évoluer d'autres fonctions pour des responsabilités plus importantes en France et l'Etranger.

Les postes nécessitent :

- l'initiative,
- du caractère,
- goût de la technique,



Ecrire avec C.V. et photo sous référence 1345 à Société des Tuyaux BONNA Boite Postale 371 - 08 75365 Paris Cedex 08

OFFRES D'EMPLOI

INGENIEUR

COMPTABLE

RECHERCHE

CHEF PRODUIT

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	1400	1400
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
COMM. CAPITAL	140,00	184,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	1400	1400
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45
COMM. CAPITAL	140,00	184,64

OFFRES D'EMPLOIS

BOULANGERIE INDUSTRIELLE
de 120 personnes
FLEISS ROBINSON
recherche
CHEF COMPTABLE
Rendant compte à la direction
généraliste, il est responsable du
service comptable et assure en
particulier les fonctions
suivantes :
- Comptabilité générale et analy-
tique ;
- gestion et son contrôle ;
- administration du person-
nel.
Ce poste ne peut convenir qu'à
une personne ayant le sens de
l'autorité, de l'organisation et
des relations humaines.
Envoyer lettre manuscrite,
C.V., photo, prétentions à
17012 PARIS.

PANORAMA DU MEDICIN
quotidien réservé
au corps médical
recherche
UN MAQUETTISTE
CONFIRME
Expérience de la presse quoti-
dienne indispensable.
Poste basé à PARIS
quartier Champs-Élysées
Tél. : 582-74-76
postes 13 ou 11.

COMMERCIALE
PARIS 16.
JEUNE DIPLOMÉ
B.T.S./DUT de COMMERCE
INTERNATIONAL
ou équivalent
Pour prospection clientèle
approvisionnement et consom-
mation, principalement des
matériaux de construction.
Anglais indispensable.
Expérience souhaitée.
Adresser C.V. et prétentions
à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES Cedex
qui transmettra.

La direction commerciale
d'une importante société
alimentaire. Membres
recherche une
SECRÉTAIRE
ayant une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans,
pour un poste bénéficiant d'une
large autonomie et exigeant
esprit d'initiative,
sens des responsabilités,
dévouement, discrétion
absolue, goût des chiffres.
Statut : agent
contrat à durée déterminée
pour remplacement maternité.
Env. avec lettre manuscrite
C.V., photo à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
BATIMENT TRAVAILLANT
recherche pour Paris
INGENIEUR
METHODES BATIMENT
confirmé, 11 ans d'exp.
C.V. détaillé à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

Société promotion
immobilière
recherche
COMPTABLE
DECS ou EQUIVALENT
Sera chargé de :
- comptabilité de
commerciales ;
- comptabilité de S.C.I. ;
- décompte micro-infor-
matique de la comptabilité.
Expérience de quelques années
dans société immobilière
souhaitée.
Envoyer C.V. + photo + prêt.
à :
ALAIN VANECK PROMOTION
4, rue de la Paix
75002 PARIS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche
INGENIEUR
COMMERCIAL
C ou équivalent.
Anglais courant.
minimum 5 ans
expérience commerciale.
Rémunération
importante. Envoyer C.V. + photo + prêt.
à M. 51.720 S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

BOO
116-Champs-Élysées
recherche des
INGENIEURS
LOGICIEL
pour TEMPS REEL
sur MIPS et MICROS
en langage évolué.
Activité : PROCESS
INDUSTRIEL (connaissances
METRA ou INTEL appréciées).
Renseignements : M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

PARIS-11 recherche
RESPONSABLE
DES SERVICES
COMPTABLES ET
ADMINISTRATIFS
pour prendre en charge
comptabilité générale,
trésorerie, gestion
du personnel, contrôle
de gestion.
Niveau DECS, expérience
dans la fonction.
Adresser C.V. + photo à
M. 51.720 S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

CHEF DE
PRODUIT
35 ans environ
profil éditeur, expérience,
enseignement et/ou fabrication
appréciée.
Statut cadre édition.
Adresser C.V., photo et préten-
sions à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

Le Centre d'Informations
Françaises recherche
FUTURS CADRES
COMMERCIAUX
- Dynamiques et enthousiastes ;
- Goût du contact haut niveau ;
- Très bonne présentation.
Sans des responsabilités.
Pour l'env. 582-81-30, p. 210.

Organisme d'études et d'ém-
placement recherche
ETUDES DE DEPLACEMENTS
ET DE TRANSPORTS
URBAINS
Le candidat idéal est âgé de
30 ans, il est diplômé d'une
Ecole Supérieure de Commerce
(Option Finance) + D.E.C.S. et
à une première expérience pro-
fessionnelle dans le secteur
privé. Des notions de micro-
informatique constituent un
atout supplémentaire.
Adresser lettre manuscrite +
C.V. et photo à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

1 CHEF DE PROJET
1 ANALYSTE
PROGRAMMEUR
CONFIRME
Rémunération intéressante
C.V. + photo à :
GEICA IM, Forment
88 bis rue du Louvre
75002 PARIS.

INSTITUT TECHNIQUE
AGRICOLE
(70 salariés)
RECRUTE
SON FUTUR
CHEF DE SERVICE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
Le candidat idéal est âgé de
30 ans, il est diplômé d'une
Ecole Supérieure de Commerce
(Option Finance) + D.E.C.S. et
à une première expérience pro-
fessionnelle dans le secteur
privé. Des notions de micro-
informatique constituent un
atout supplémentaire.
Adresser lettre manuscrite +
C.V. et photo à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

STÉ (3000 salariés) rech. son
DIRECTEUR
DU PERSONNEL
Lieu de travail :
région parisienne.
Adresser lettre manuscrite
C.V. et photo à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

GROUPE ANGLAIS
recherche
CHEF DE VENTE
Lieu : Paris.
Formation Ecole de Commerce
ou équivalent. Anglais courant.
Age minimum 30 ans.
Expérience minimum 5 ans.
vente plastique industriel
ou produits industriels
similaires.
Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V., photo sous ré-
f. 3359 M à SWEETS
B.P. 269, 75424 Paris Cedex 08
qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN PUBLICITÉ
à vocation commerciale, intro-
duit milieu espaces. Expé-
rience. Disp. immédiatement.
Env. C.V. + photo + prêt. à
Vendôme, 10, rue de la
Liberté, 75008 PARIS.

Sté de documentation
(M. Gendry) recherche
RELECTEUR
TECHNIQUE
Expérience 5 ans minimum.
Tél. pr. r.v. 11.

représentation
offres
Important groupe spécialisé
mobilité urbaine, implémenté depuis
plusieurs années rech.
REPRESENTANTS (ES)
EN PUBLICITÉ
pour région Ile-de-France + pro-
vince. Frais + 5% impôts. Promis-
sion possible à l'essai. De pré-
férence lundi et mardi 13 et
14 décembre à 10h30 M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

propositions
diverses
L'ETAT offre de nombreuses
possibilités d'emplois stables,
bien rémunérés, à toutes les
échelles, avec ou sans diplôme.
Demandes une documentation
sur notre revue spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (C18)
Boîte postale 40208 PARIS.
Les possibilités d'emploi
à l'étranger sont nombreuses et
variées (Canada, Australie, Afri-
que, Amérique, Asie, Europe).
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (L1)
3, rue de la
Liberté, 75002 PARIS.

travail
domicile
CHERCHE TOUTS TRAVAILLEURS
Cocoon, 3000 salariés, 11000
Téléphone au 30-51-55.

automobiles
Urg. H. 47 ans, bac + 2, solent.
m. 10 ans exp. tech. en in-
form. (poste de chef de projet
4 mois en 800), techn. fin. dé-
c. form. prof. (prog. syst.
Cobol sur mini + post. anal.)
rech. emploi Paris ou R.P. préf.
Bordeaux. Tél. 339-03-36
de 11 h 30 à 15 h.

ventes
RS 18, modèle 800, 1000 cc,
ouvert, vitres teintées, 87.000 km, 1^{er} main, 22.000 F.
Tél. 339-03-36 de 11 h 30 à 15 h.
VEND 1510 GL
BON ETAT, 74.800 KM.
Tél. 339-03-36 de 11 h 30 à 15 h.

divers
A VENDRE :
PEUGEOT 504 BREAK GL
ESTATE, 152.235 km.
Prix à discuter.
Amis de la route, 33-30.
Particular : RENAULT 18
TURBO Diesel, Excellent état,
31.000 km. (16-8) 820-08-16

LANCIA
AUTOBANCHI
A112 1100 83
1100 cc, 1100 cc
PARIS 14^e
539-57-33+

Société REMOISE, spécialisée dans la conception et
la fabrication de biens d'équipement destinés au
secteur agro-alimentaire, recherche
SECRÉTAIRE
DE DIRECTION
120.000 F
Ouvre un poste classique, elle secondera le
Directeur Général dans la constitution et la gestion
des dossiers administratifs, le compte-rendu de
réunions.
Ce poste très complet s'adresse à une candidate
de formation supérieure ayant déjà organisé un
secrétariat de direction.
La pratique d'au moins une langue étrangère
est appréciée (anglais, allemand, langue slave...)
Pour un premier contact, écrire avec C.V. sous réf.
281 M à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue de la Liberté, 75002 PARIS
en contact humain.

ARCHITECTE
ch.
SECRÉTAIRE
DIRECTION
Tous niveaux
Expérience 3 ans minimum.
Dynamique, initiative,
méthode et sens de l'écrit.
Tél. 339-03-36

traduction
demande
Français, anglais, allemand.
Assure la traduction de docu-
ments, d'une ou vers 3 langues.
Français, anglais, allemand.
Téléphone : 786-70-04.

enseignement
LA CALIFORNIE
PEUT-ÊTRE...
L'AMERICAN CENTER
SUREMENT
281, rue Raspail, 75014 Paris
Tél. : 633-87-28
Méthode : 30 conversations.
Cours 10 heures et 1/2.

propositions
commerciales
A VENDRE
poste de micro-informatique
avec logiciels, plan
Prix à débiter, 11000 F.
ENERGY, 82, rue de
Saint-Lazare, 75002 PARIS.

SECRÉTAIRE EUROPEENNE
spécialisée dans la production
d'instruments électroniques de
mesure et contrôle recherche
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
TELECOM
pour commercialisation
de ses produits.
Env. la première contact écrite
sous réf. 24-221 à
COFAP, 10, rue de la
Liberté, 75010 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS
Urg. H. 47 ans, bac + 2, solent.
m. 10 ans exp. tech. en in-
form. (poste de chef de projet
4 mois en 800), techn. fin. dé-
c. form. prof. (prog. syst.
Cobol sur mini + post. anal.)
rech. emploi Paris ou R.P. préf.
Bordeaux. Tél. 339-03-36
de 11 h 30 à 15 h.

REDACTEUR
EN CHEF
management, éco-
nomique, technique, admini-
strative, rédaction, 24-221 à
COFAP, 10, rue de la
Liberté, 75010 Paris.

DOCUMENTALISTE
J. F. 22 ans, diplôme de
bibliothécaire, 10 ans d'ex-
périence, 9, rue de la
Liberté, 75002 PARIS.

JURISTE
DES DROITS PRIVÉS, 11 ans
d'expérience, 9, rue de la
Liberté, 75002 PARIS.

INGENIEUR
REGULATION DE TRAFIC
38 ans exp. sup. collectivité
RHODES-ALPES
propositions :
Tél. : (7) 874-46-94.

J.F. 32 ans architecte diplô-
mé DESA, 8 ans exp. en
bureau d'étude, bil.
ch. contr. à durée
déterminée ou emploi stable
ou proche benévole.
Env. C.V. + photo à M. 51.720
S.I.E.S. 17, rue de la
Liberté, 93407 VINCENNES
qui transmettra.

66, CHAMPS-ÉLYSÉES
SECRÉTAIRE SERVICES
BUREAUX MEUBLES
SALLES RÉUNIONS
S.E.B. - Tél. : 723-90-00.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
RARE LUXUEUX DUPLEX
XVII^e s. m. rénové, 80 m²
+ chambre, m. 1100 F.
Tél. : 339-03-36

3^e arrdt
MARAI ARCHIVES
Bel appartement, 3 chambres,
2 duplex, 2 salles de bains.
Prix : 665.000 F et 760.000 F.
Téléphone : 272-40-13.

4^e arrdt
RUE ARCHIVES 5^e
3 p. plein sud, calme,
820.000 F. 834-06-20.

5^e arrdt
NEUF
1 ET 3, R. POLIVEAU
Vaste terrain 14.500 m²
14 h 18 m dimanche.

6^e arrdt
ODÉON 2P. 70 m²
charme, m. 354-42-70.

7^e arrdt
AV. BOURDONNAIS
(près) 6 p. studio
RENOUVELLEMENT RAPIDE
PRIX 3.500.000 F.
8 places mercredi 14-17 h
R. V. FRANCO-RUBES.

8^e arrdt
RUE DE BEAUNE à rénover
2 p. 80 m², 2^e ét. et cour.
475.000 F. 834-06-20.

9^e arrdt
TRINITE, dans immeuble
rénové, 2 p. 45 m², 2^e ét.
cuisine équipée, 110.000 F.
cuisine, 834-06-20.

10^e arrdt
IDÉAL MÉDICIN
immeuble 5 p., 110 m²,
11^e s. r. 14, 84-03-32-87.

13^e arrdt
M. TOLBIAC
PETITE MAISON RÉNOVÉE
compartiment héberg. 8 m²,
3 p., 2 s. de b., 2 w.c.,
belle vue, 295-35-82.

14^e arrdt
STADE MONTSOURIS
STUDIO 4 p., tout confort,
335.000 F. 834-06-20.

15^e arrdt
MONTMARTRE-GAITE
stand, 2 p., 2 s. de b.,
630.000 F. 834-06-20.

16^e arrdt
MOTTE-PICQUET, Original,
2 p., 2 s. de b., 2 w.c.,
470.000 F. 834-06-20.

17^e arrdt
M. TOLBIAC
PETITE MAISON RÉNOVÉE
compartiment héberg. 8 m²,
3 p., 2 s. de b., 2 w.c.,
belle vue, 295-35-82.

18^e arrdt
M. TOLBIAC
PETITE MAISON RÉNOVÉE
compartiment héberg. 8 m²,
3 p., 2 s. de b., 2 w.c.,
belle vue, 295-35-82.

appartements achats

Recherche à 4 p. Paris 16^e,
4^e s. 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 9^e,
4^e, 11^e avec ou sans travaux.
Prix constants. 834-06-20.

locations
non meublées
offres
Paris
1^{er} TRÈS BELLE
4 p., 2 s. de b., 2 w.c.,
belle vue, 295-35-82.

locations
non meublées
demandes
Paris
PROPRIÉTAIRES
L'Agence de la Région
Parisienne recherche pour sa
direction des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

locations
meublées
demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
8, rue de la Liberté, 75008 PARIS
recherche pour sa direction
des affaires des affaires
Téléphone au : 296-58-10.

même
riétés.
o apé-
adré p.
nthère
euse
a, joli-
31 dé-

ch
je en-
qui lui
à dor-
y Hal-
l'été, la
Plan-
autre,
de de
Fr-
Fr-
1, 1100

s qui
celle
s tra-
Atlan-
tour -
4 ren-
jeux
en un
toute
l'hor-
sique,
ordre
de de

l faut
en an-
tri -
et et
se -
seux
pour
de de
inale -
1.

tant
usi-
3 la
ties,
Jrie
le par
né.

'en-
ter-
du-
ol.
ce-
se lu-

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

17
0,
it
11
1

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

AFFAIRES

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENTREPRISE

Le C.N.P.F. souhaite faire approuver sa politique de négociation avec les pouvoirs publics

Près 6 000 entrepreneurs se sont réunis la matinée du 14 décembre, près de l'École militaire, à Paris, pour les États généraux de l'entreprise organisée par le C.N.P.F. à Villepinte. Ils y ont rejoint plus de 100 patrons venus présenter leurs doléances. Plus de 10 % des chefs d'entreprise ont plus de 100 salariés (il y en a 160 000) et ainsi représentés dans la région nord-est de France.

Les doutes des patrons y étaient largement le poids des charges sociales et financières, qui s'est alourdi en 1982. Mais le président du C.N.P.F., M. Lescage, a insisté sur un caractère positif à cette manifestation. Présentant un film intitulé "Les entrepreneurs", M. Lescage a

montré quelques-unes des réalisations d'entreprises performantes : qui sait que les licences les plus beaux vendus au Japon sont fabriqués en France, ou que les palmiers plantés en Arabie Saoudite grandissent dans le Midi ?

M. Lescage va jouer une partie délicate. Plus qu'il ne l'aide, une partie de la région nationale des entreprises (en 1982, l'investissement industriel devait monter à 40 milliards de francs quand le supplément effectif de 1981 ne dépassera pas 35 milliards), mais que le gouvernement contracte à un rythme plus libéral. Le but du C.N.P.F. est de réconcilier les Français avec les entreprises, donc les entrepreneurs. Une

manière de marginaliser le patronat et la radicalisation de la politique des so-

Des propositions du gouvernement devraient donc être adoptées - par vote électronique - sur l'investissement, la compétitivité et l'emploi (notamment sur le temps partiel et l'emploi à l'échelle de certains chômeurs).

L'Humanité du 14 décembre qualifie cette manifestation d'« États généraux des privilégiés ». Le quotidien communiste souligne que ce rassemblement vise à défendre les privilèges, à faire pression sur le gouvernement pour infléchir sa politique et préparer la revanche politique de la droite.

LE POINT DE VUE DES P.M.I. BRETONNES

Comment les représentants du grand patronat peuvent-ils prendre en compte nos revendications ?

De notre envoyée spéciale

Brest. — « Pendant des années, les chefs d'entreprise se sont crus à construire l'industrie nationale. Ils ont vendu leurs produits, mais sans faire apprécier leur utilité à la France. » M. Alain Gouville, vice-président du Comité économique et social de l'Union patronale de la région, affirme, après les responsables locaux et départementaux, la nécessité de « faire comprendre au gouvernement que l'entreprise est en danger » et de « se réconcilier avec l'opinion publique, car notre activité ne saurait continuer dans le monde, à commencer par les salariés et leur famille ».

La pierre angulaire de cette campagne est la « démission » de tout ce qui met en danger la vie économique, et, plus précisément, de ce qui fait de la « libre entreprise une prise illégitime ». L'affaire n'est pas nouvelle. Mais si « les difficultés ne datent pas des socialistes, elles sont aujourd'hui aggravées ».

La politique des pouvoirs publics, jugée plus « qu'économique », selon les patrons, multiplie les biens dans les entreprises. « Pour vivre, dit-on du Brest à Rennes, nous avons besoin de nous adapter, c'est-à-dire de souplesse. Les entreprises des autres régions, elles naissent, se développent, de vieilles et de se transformer. » Paradoxalement, affirme M. Noël Grignoux (Union patronale du Finistère), libéraliser le droit de licenciement, nous laisser réduire le personnel si nous ne sommes pas de travail, c'est aussi nous permettre d'engager un personnel où l'activité reprend.

Le patronat breton apporte lui, à Villepinte, le dossier P.M.E.-P.M.I. : 70 % des salariés bretons travaillent dans des entreprises employant moins de cinq personnes (on compte ici que trente-sept grandes entreprises). D'où une série de craintes aux P.M.E., les sociétés nationales ne vont-elles pas « récupérer » les emplois des sous-traitants confiés aux petites entreprises régionales afin de renforcer leur activité ? Les pouvoirs publics n'aideront-ils pas les grandes entreprises plutôt que les P.M.E. ? En Bretagne, les responsables économiques ont le quivive : chaque contrat de sous-traitance annulé au cours d'un mois il leur sera recensé.

Le tissu industriel breton apporte-t-il explication au dynamisme régional du S.N.P.M.I., particulièrement dans le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine ? Le syndicat, qui compte plus de huit entreprises dans la région, a la représentativité des unions patronales : « Comment les représentants du grand patronat peuvent-ils prendre en compte nos revendications ? Nous avons des petites entreprises, nous sommes responsables sur des biens propres, nous avons des trésoreries squelettiques. Nous souffrons de la police économique, des inspecteurs du travail et subissons toutes les contraintes fiscales et juridiques des grosses entreprises, alors que nous sommes beaucoup plus fragiles. Les pouvoirs publics élaborent leur politique sociale et économique en fonction des revendications formulées par les syndicats et les réactions des patrons des grosses entreprises. Ces mesures ne sont pas adaptées, et nous demandons la définition de deux politiques sociales et économiques. Il faudrait, par exemple, qu'il existe des rapports sociaux ».

La « anti-professionnelle », noire du S.N.P.M.I., une preuve plus de l'inégalité : « La taxe rapporte 40 milliards de francs, affirme M. Lescage, président régional de ce syndicat. Or, je paie 11 000 francs par an par salarié. Multiplié par le nombre de salariés français, la taxe rap-

porterait milliards de francs. Nous payons donc pour d'au-

Face à ces contestations, les unions patronales bretonnes affirment que la réalité des P.M.E. prise en compte par les représentants du patronat. La représentation horizontale, c'est-à-dire départementale, permet désormais de redonner leur poids aux P.M.E. au sein du C.N.P.F., et, selon M. Gouville, « les déplacements permanents de nos responsables nationaux dans les régions prouvent leur intérêt pour les petites entreprises et petites, qui, du reste, sont majoritaires en France ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

La percée du S.N.P.M.I. dans le collège « employeurs » des prud'hommes.

REGIONS	ABSTENTIONS	INDUSTRIE		COMMERCE	
		A.C.T. (1) C.N.P.F./C.G.P.M.E.	S.N.P.M.I.	C.N.P.F.	S.N.P.M.I.
ALSACE	54,08	75,36	24,63	94,97	5,02
AQUITAINE	46,54	58,89	28,98	75,44	24,56
Auvergne	47,63	46,02	42,97	76,52	23,48
Bourgogne	55,57	100		95,57	4,43
Bretagne	50,78	53,47	44,06	98,96	1,04
Centre	45,20	78,60	21,39	90,10	9,90
Champagne-Ardenne	43,30	93,20	6,79	100	
Corse	50,10	100	100		
France-Comté	47,65	86,20	10,06	96,34	3,66
Langue-doc-Roussillon	52,60	92,15	7,84	96,23	3,77
Limousin	46,37	58,81	41,18	63,14	36,86
Lorraine	49,39	69,88	30,11	92,01	8,00
Midi-Pyrénées	49,61	64,47	28,05	81,52	18,48
Nord-Pas-de-Calais	44,47	55,36	44,63	91,37	8,63
Basse-Normandie	49,73	100		100	
Haute-Normandie	51,38	88,59	11,40	100	
Pays-de-la-Loire	50,66	90,92	9,07	91,31	8,69
Picardie	38,30	66,41	33,58	76,26	23,74
Poitou-Charente	50,60	62,70	37,30	74,83	25,17
Provence-Alpes-Côte d'Azur	53,30	98,84	1,15	100	
Rhône-Alpes	53,49	62,68	37,32	92,71	7,29
Île-de-France	59,76	56,74	43,26	76,84	23,16
Seine-et-Marne	49,76	64,72	35,27	78,79	21,20
Yvelines	51,84	63,16	36,84	100	
Essonne	59,06	55,28	44,71	80,16	19,84
Hauts-de-Seine	57,10	60,80	39,20	90,80	9,20
Seine-Saint-Denis	58,40	50,02	49,97	87,14	12,86
Val-de-Marne	58,01	45,56	54,43	100	
Val-d'Oise	51,62	48,42	51,57	100	
Paris	65,76	59,34	40,65	56,97	43,02

(1) pour la France, les droits des employeurs (A.C.T.), regroupe notamment le C.N.P.F., la F.N.S.E.A.

Dans le collège employeur, le S.N.F.M.I. ne présentait des listes que dans 64 % seulement des conseils prud'hommes à élire et il a obtenu, toutes sections confondues, en moyenne 14,68 % des suffrages.

Dans les sections industrie et commerce, il a obtenu respectivement 29,9 % et 14,07 %. Il faut toutefois relativiser ces résultats en constatant l'importance des abstentions. Ces dernières ont été en moyenne de 46,6 % dans la section industrie, et de 54,28 % dans la section commerce.

Le tableau ci-dessous présente pour la section industrie et pour celle du commerce en pourcentage des suffrages exprimés et, par région, les résultats obtenus par le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E. d'une part, et, d'autre part, ceux du S.N.P.M.I.

Dans la section industrie, ce dernier n'était pas représenté en Bourgogne, en Corse et en basse Normandie. Dans aucune des régions métropolitaines, l'organisation présidée par M. Gérard

Deuil n'a obtenu la majorité des suffrages. Elle l'a frottée cependant dans les Pays de la Loire (49,07 %). Elle dépasse la barre des 40 % dans le Limousin (41 %), l'Auvergne (42 %), la Bretagne (44 %), le Nord-Pas-de-Calais (44 %) et en Île-de-France (43 %). Dans le tableau figurent les scores réalisés par le S.N.P.M.I. dans chaque département du P.M.E.-P.M.I. et dans le P.M.E. et le P.M.I. de la Loire (45,95 %) et dans l'Île-de-France, dans les départements de la Seine-Saint-Denis (42,85 %) et aussi à Paris (43,02 %).

Dans la section commerce, où l'organisation de M. Deuil présentait des listes dans 31 % des conseils à élire seulement, elle a obtenu 14,07 % en moyenne. Elle a fait ses scores les meilleurs dans les Pays de la Loire (45,95 %) et dans l'Île-de-France, dans les départements de la Seine-Saint-Denis (42,85 %) et aussi à Paris (43,02 %).

A.T.

LE BUDGET DE L'AGENCE POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES SERA FORTEMENT ACCRU EN 1983

Le budget de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE) a été déclaré M. Chevènement le 13 décembre. Déjà triplé au second semestre 1982, il est passé de 4 à 12 millions de francs, ce qui se verra attribuer par le ministère de la recherche et de l'industrie 25 millions de francs en 1983, et d'autres ministères pourront compléter ces res-

M. Chevènement a l'accent sur l'enjeu de la création d'entreprises et sur la nécessité de créer une dynamique « largement d'ordre culturel » pour l'encourager. « Il faut », a ajouté le ministre, « éveiller des vocations, créer un vent, tourner les esprits vers davantage d'initiative, de risque, de volonté d'entreprendre ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
S.E.U.	6,9690	6,9720	+ 180	+ 220	+ 360	+ 425	+ 1020	+ 1140
Scan.	5,6420	5,6460	+ 65	+ 105	+ 160	+ 225	+ 485	+ 595
Yen (100)	2,8360	2,8390	+ 115	+ 140	+ 245	+ 285	+ 800	+ 865
DM	2,8340	2,8365	+ 140	+ 165	+ 290	+ 325	+ 885	+ 950
Florin	2,5725	2,5750	+ 140	+ 160	+ 280	+ 310	+ 825	+ 880
F.R. (100)	14,4735	14,4860	+ 515	+ 570	+ 615	+ 625	+ 1085	+ 1145
F.S.	1,0000	1,0000	+ 340	+ 370	+ 480	+ 525	+ 1450	+ 1520
L. (1000)	4,9130	4,9170	+ 630	+ 510	+ 1130	+ 980	+ 2430	+ 2250
£	11,2425	11,2525	+ 170	+ 250	+ 370	+ 495	+ 1360	+ 1580

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/4	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8
S.E.U.	5 7/8	6 1/4	5 5/16	6 11/16	6 5/16	6 11/16	6 1/4	6 5/8
DM	5 1/4	6	5 3/4	6 1/4	5 3/4	6 1/4	5	5 5/8
Florin	17	22	14 1/2	16 3/4	14 1/2	17	13 1/4	14 1/2
F.R. (100)	7 7/8	8	24 5/8	27 1/8	24 7/8	26 5/8	22 7/8	24 1/8
£	10 1/2	11 1/4	10 9/16	11 3/16	10 9/16	11 3/16	10 7/16	11 1/16
F. franc	19 3/4	25 1/4	23 1/4	25 1/4	21 1/4	22 3/4	20 3/4	22 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque du lieu.

CONJONCTURE

Le IX^e Plan doit conduire à une mutation « culturelle » affirme M. Michel Rocard

« La France est devenue un pays industriel pas un pays de vendeurs, il y a là une mutation culturelle à faire », a déclaré M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, s'exprimant devant les membres du Cercle républicain à Paris, sur les enjeux du IX^e plan. Cette mutation constituera l'un des objectifs du Plan, dont la priorité de la production d'énergie, conditions préalables à une mutation du solde de nos échanges avec l'extérieur.

A ce sujet, le ministre a été formel : « La France n'a droit à une croissance plus forte que les autres que si elle équilibre, en préalable, la balance des paiements ». Quant à l'industrie, pénalisée depuis cinquante ans, selon M. Rocard, au bénéfice du logement, de l'agriculture et des collectivités locales, « elle doit faire l'objet d'un effort de promotion ».

Dans un avenir « sombre », la réalisation du Plan sera un « exercice tragique de pyroclastique collectif », la préservation de cet avenir ne pouvant se payer que par la migration, en gros, des Français durant une période. Heureusement, aux yeux de M. Rocard, la France a deux atouts : celui d'avoir un gouvernement de gauche, seul capable d'exporter « un minimum de paix », et celui de posséder une planification, dont le caractère permanent, « il faut le rappeler, fut fixé par M. Antoine Pinay ». Le ministre a ajouté, enfin, que « les milieux qui travaillent dans le domaine de l'épargne sont parvenus, dans l'ingénierie actuelle, à une incisivité, un nombre de précautions, de dogmatismes et d'académismes, voire de mythologies qui ont créé un conformisme au point que les finances de notre pays ne sont pas à notre disposition. Mais aucun gouvernement de la planète ne peut se permettre de violer ce conformisme ».

■ **ERRATUM.** — Dans l'article intitulé « Vivre ensemble » (le 14 décembre), une coquille nous a fait écrire une inexactitude en ce qui concerne la date à laquelle l'impôt sur les grandes fortunes a été renvoyé l'application de l'impôt sur les grandes fortunes à l'outil de travail. Nous aurions dû écrire : « Haut, lorsque le conseil d'Etat a décidé d'écarter l'impôt sur les grandes fortunes jusqu'en 1983 », et non 1982.

même, et c'est là-dessus que le gouvernement français est en train de travailler. Les financiers internationaux : ils ne feront confiance que s'il est jugé conforme. Souhaitons que ce conformisme change ».

UNE NOUVELLE LISTE D'ENGAGEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Une nouvelle liste de quatre-vingt-trois engagements de lutte contre l'inflation a été publiée au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation du 11 décembre. Ces accords, qui couvrent des secteurs aussi divers que l'automobile, la brasserie, les savons et détergents, le verre s'ajoutent aux quatre-vingt-seize accords déjà conclus. Au total deux cent soixante-dix-neuf engagements ont été signés et publiés.

Le ministère de l'économie et des finances a ainsi qu'avec les services de régulation sur les services et les marchandises sur les commerces, la quasi-totalité de l'activité économique est maintenant couverte.

Les engagements de la lutte contre l'inflation concernent une grande majorité de produits industriels. C'est ainsi que les demi-produits d'aluminium, de cuivre ou de zinc augmenteront d'environ 7,5 % en 1983, tandis que les hausses du verre seront de 6,5 % pour le plat et de 7 % pour le verre technique. Les produits en matière plastique augmenteront, pour leur part, de 16 % sur vingt-cinq mois, du 31 novembre 1981 au 31 décembre 1983. D'autres produits industriels de grande consommation sont également concernés : les disques et cassettes (7 % en 1983), les pellicules photos (6,5 % en 1983), les savons et détergents (6,8 % en 1983) ou, en maroquinerie, les articles scolaires de la rentrée prochaine (7 %).

■ **L'indice des prix de la C.G.T.** a augmenté de 1,2 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1981) le prix est de 11,7 %. Elle est de 10,7 % depuis le début de l'année. Les plus fortes hausses ont été enregistrées sur le poste « transports - communications » (+ 3,2 % en un mois) à cause, souligne la C.G.T., des prix des carburants, des transports en commun, des articles scolaires et sur le poste « alimentation » (+ 1,6 %) à cause des prix de boisons et d'un moindre degré, des restaurants.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

SNCF

15,90 %

**EMPRUNT DÉCEMBRE 1982
2 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F**

- Durée : 12 ans
- Intérêt annuel : 15,90 %
- Prix d'émission : 100 F par titre
- Date de jouissance : de règlement : 27 décembre 1982
- Amortissement en 12 tranches égales : soit au pair par tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, soit par rachat.
- Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

15,90 %

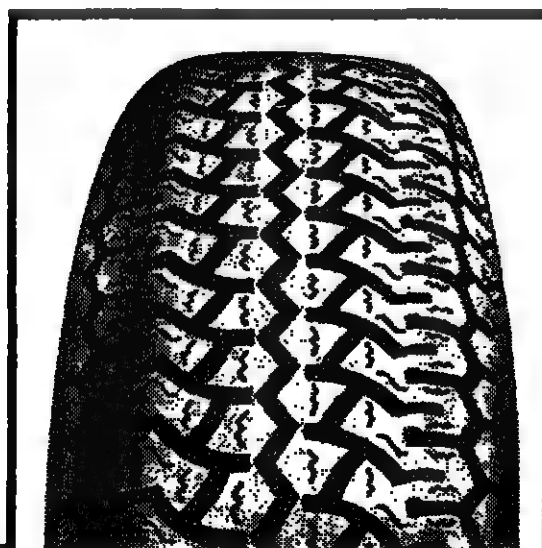
Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agences Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel, les guichets de la S.N.C.F. - 8, rue de Londres, PARIS, ou par correspondance à la même adresse.

B.A.L.O. du 13 décembre 1982

LA RÉPONSE D'UNIROYAL À M. FITERMAN.



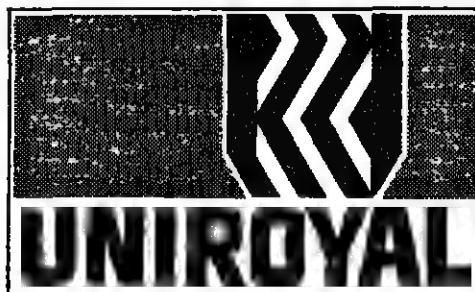
La pluie provoque presque autant d'accidents sur la route que l'alcool. C'est intolérable. Aussi, Monsieur le Ministre, vous avez l'intention de limiter la vitesse à 110 km/h sur les autoroutes et à 80 km/h sur les routes les jours de pluie. C'est courageux, car comme toute mesure obligatoire, c'est une mesure qui risque d'être impopulaire et contestée.

Chez Uniroyal il y a longtemps que l'on sait que la pluie est l'ennemi N°1 de l'automobiliste et cela fait 15 ans que nous avons conçu "le pneu pluie".

Et n'avons cessé de l'améliorer.

Nos mesures nous ont consisté à faire une rainure centrale et des canaux d'évacuation, à créer des lamelles pour mieux adhérer sur sol mouillé.

Comme vous-même, Monsieur le Ministre, nous avons l'obsession de la sécurité et votre projet ne peut qu'apporter un peu plus d'eau à notre moulin.



LE PNEU PLUIE UNIROYAL.

age 19

bre

ge 22.

même
viétés,
o spé-
adré p.
mthère
uleuse
», jolt-
31 dé-

ch

ix en-
ju fait
a der-
y Hal-
sment
ire, le
Plan-
autre,
se, de
ar ca-
té do-
Fran-
ar ses
i, etc.

s qui
cette
à tra-
Atlan-
teur -
omes-
i, ren-
reux
en se
toute
Igor

sique.
ondre
es 50
st de

l faut
an de
iri -
on et
se, -
eaux
pour
e, de
enze,
inale
i, -

l.

—

—

sant

uai-
à la
iles,

irie
le
par

né.

'on-
tier
ah-
du
ol.

ce-
ise
fu-

—

n-

re,
de
:

18
0.

1-
it

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

Les réticences allemandes amènent les Dix à temporiser.

[illegible]

L'AVENIR ÉCONOMIQUE

De notre correspondant

Cette situation de crise est rendue plus aiguë encore par le « désengagement » de l'Etat (la carte des aides n'est pas favorable à l'Alsace), et la diminution de moitié du taux de participation aux investissements routiers (soit 35 millions de francs en moins, en gros la somme que la région tire de la taxe sur la carte grise...).

pour l'industrie agro-alimentaire. Par ailleurs, il prévoit le développement de techniques de pointe : informatique industrielle, automatisation, robotique, etc. Une collaboration avec l'université du Haut-Rhin, d'un institut de recherche polytechnique, la constitution d'un pôle de phonétique appliquée à des usages industriels. Les Alsaciens demandent une aide pour la création d'un parc de l'innovation décidée, en principe, dans la communauté urbaine de Strasbourg, qui regrouperait les entreprises, les établissements industriels, des laboratoires et des centres universitaires.

La région souhaite valoriser, d'autre part, sa vocation naturelle de « zone de communication » et plaide pour l'achèvement de l'axe nord-sud avec l'aménagement des axes transversaux. La réalisation de la voirie urbaine rapide de Strasbourg, le contournement de Colmar, le raccordement au réseau routier allemand, sont aussi prioritaires. Pour mettre en valeur l'environnement

économique, la région met l'accent, dans ses dossiers, sur le développement ou l'implantation d'activités scientifiques nouvelles dans les domaines de la recherche pharmaceutique et phytosanitaire de la biologie moléculaire. En plus de l'amélioration des filières de formation en matière de gestion, elle demande l'aide de l'Etat pour la réalisation d'une infrastructure télématique et informa-

Le réalisation de deux autres projets sur lesquels la région insistait particulièrement paraît d'ores et déjà plus qu'aléatoire : la construction d'une saline dans le bassin potassique, ainsi que le développement de l'activité de l'usine de la Cellulose à Strasbourg.

Sur tous ces projets, le conseil régional n'a pas recueilli, comme il s'y attendait, l'avis du comité économique et social d'Alsace, qui n'a pas encore pu siéger en l'absence des deux personnalités qualifiées qui n'ont été désignées que samedi 11 décembre par le premier ministre.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Justice pour l'environnement

des résidents et des riverains. A proximité s'étale le parc de la Citadelle, aménagé à grands frais il y a quelques années par la municipalité autour d'un intéressant ensemble de remparts, seuls vestiges de l'enceinte fortifiée édifiée sur les plans de Vauban après l'incorporation de la ville au royaume de France en 1681.

A Strasbourg, cette décision intervint quelcques jours a mis fin aux contestations et s'est opo- sée a la qualite de la popula- tion de quartier de l'Eplanade au promoteur d'un projet de tour d'ha- bitation de 50 metres de hauteur. Ce batiment devait etre implante au rond-point de l'Eplanade et com- pletter la perspective de l'avenue de la Gare-Gaulle, entre maitresse d'oeuvre de la ville de Strasbourg qui jouxte le campus universitaire. Ds le Ds, ce projet s'tait heurté a l'hostilité de l'organisation

de l'habitat. Il aurait fallu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France pour la déviance du permis. Le promoteur s'était contenté de requé- rir celui de l'architecte des bâti- ments civils et palais nationaux, qui avait été, en son temps, architecte en chef de l'opération Eplanade. Mais l'appréciation de ce dernier, a estimé le Tribunal, « ne saurait rem- placer celle du Tribunal ».

Le Tribunal a donc annulé les Bâtiments de France. Dans un pre- mier temps, le tribunal administratif avait accordé le sursis à exécution, le dossier présenté par le promoteur

ne comportant pas d'étude d'impact. Il vient à présent d'annuler le permis de construire tacite dont se prévalait le promoteur.

La deuxième affaire opposait l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (A.F.R.P.N.) à un commerçant de Colmar installé à Guebelschwihr.

qui a entrepris depuis le début de l'année la construction d'un petit hôtel en plein vignoble, non loin de la localité. Celle-ci, fort typique du vignoble alsacien, ne connaît pas la célébrité du bourg-musée de Riquewihr, mais possède une église dont le clocher est une des plus belles illustrations de l'art roman rhénan du douzième siècle. Le site lui-même du village, berti au pied des premiers contreforts des Vosges tout en pente, figure l'aspect d'un véritable site pittoresque. Situé à flanc de colline, l'hôtel devrait offrir une vue imprenable sur le village et son clocher. Le bâtiment, dont les fondations et le rez-de-chaussée sont déjà sortis de terre

dominera la commune et masquera en partie — « verrue dans le paysage », selon l'A.F.R.P.N. — la vue sur l'église, distante seulement de 400 mètres.

Le tribunal a estimé que le préfet avait commis une « *erreur manifeste d'appréciation* » en délivrant un permis pour une construction destinée à s'élever dans un site protégé, sur un territoire dépourvu de tous les équipements publics nécessaires, et entraînant par ailleurs le risque d'une « *urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants* ».

L'affaire se complique dans la mesure où les pouvoirs publics n'avaient pas fait respecter un sursis à exécution intervenu au printemps dernier. Le commerçant a continué la construction de l'hôtel et soutient qu'il est arrivé à un point de non-retour, ayant déjà investi deux millions de francs dans son entreprise.

J.-C. H.

Villes toutes voiles dehors

Les régions sont à vendre ! Après le catamaran géant *Charente-Maritime*, le trimaran *Côte-Basque*, verra-t-on bientôt l'hydroptère *Bordeaux* piloté par Eric Tabarly ?

En choisissant le « sponsoring voile » (financement d'un voilier) comme moyen de promotion, les régions de l'Ouest se mettent à la page. Si la méthode employée est toujours la même — un voilier sandwich dans les grandes courses au large, — la démarche est bien souvent différente.

L'opération « Charente-Merlu » est certainement de loin la plus homogène, car il s'agit d'une réalisation à 100 % départementale : l'architecte naval est rochelais (Joubert), les chantiers qui ont fabriqué la coque également (Hervé et Fontaine, Pajot), le résine vient de l'usine Rottand, de La Rochelle, le mât Steam, les voiles Cheret, le gréement Soromarp, la survie Zodiac, ont été fabriqués dans un rayon de 30 kilomètres.

Il s'agit bien, comme tient à le préciser le pilote du voilier, Jean-François Fountaine, « d'une vitrine des industries nautiques de Charente-Maritime », vitrine qui, soit dit en passant, allait remporter sa première course « La Rochelle-La Nouvelle-Orléans » un mois après sa mise à l'eau. Si un voilier devait porter le nom d'un département, ce serait sans conteste celui de Charente-Maritime !

La démarche bordelaise présente quelques points communs avec l'opération rochelaise : il s'agit de mettre en valeur un des points forts de la région dans le domaine industriel, les matériaux composites structuraux avec des entreprises comme la S.N.I.A.S.,

D'assaut, la Société européenne de propulsion (SEP) et la Société nationale des poudres et explosifs (SNEP) qui sont à tu et à toi avec le carbone, le kevlar, l'époxy et autres fibres nobles. Pour cela, précise M. Jacques Valade, sénateur (R.P.R.) de Girondie, en ajoutant que le projet n'est pas encore signé, « il nous faut un volier extraordinaire, exceptionnel à la fois au niveau des matériaux et à celui de la conception ». C'est pourquoi le ministre de l'Air, Tahar Ben

M. Jacques Valade de citer les vins - mais également donner un coup de fouet au sport dans son ensemble. Actuellement, le projet bute sur une question de budget, bien que la municipalité ait favorisé la prise de participation de certains organismes dans cette opération. Il est vrai que le chiffre global de 10 millions de francs a été avancé récemment, ce qui semble assez exceptionnel que le voilier lui-même !

Les gens de la côte basque n'ont pas du tout pensé pour une opération industrielle puisque la région possède peu de chantiers navals (Minaut à Biarritz, Hennebault à Biarritz, Citba à Bayonne...) et encore moins d'astilleros ! Par contre, le pilotage est - dit-on - le meilleur du monde de voiles à Socoa. Il a eu l'idée de lancer une souscription régionale, véritable opération France III, au niveau local. Celle-ci a porté ses fruits malgré le peu d'enthousiasme du département des Pyrénées-Atlantiques pour la course à la voile : Saint-Jean-de-Luz est en effet, avec La Rochelle, le seul grand port de la côte atlantique qui possède des bateaux dans le Tour de France à la voile, version nautique du tour cycliste.

Côte-Basque est donc le fruit d'une collecte qui a pris, dans cette région indépendantiste, une allure de combat. Au départ de la Route du Rhum, à Saint-Malo, chanteurs basques, musiciens, bérêts rouges et ceintures assorties, ont longuement fêté le départ du trimaran de Munduteguy. Cette opération est également destinée à démontrer que les Basques ont été, et sont encore, de grands navigateurs.

Qu'une ville, d'un département ou d'une région soutienne un navigateur n'est pas nouveau : il y a eu le voilier *Moribian* dans la course autour du monde 1982 et bien avant des secteurs industriels entiers (*British Steel*, *Shop*, *bank of Finland*) ont financé des voiliers, tout comme certaines associations européennes (*Euro-Rome...*). Nul doute que si l'accord « Bordeaux »-Tabarly se réalise, il va donner un coup de pouce à ce nouveau type de financement dans les années à venir.

La réponse est pour bientôt, car l'hydrotère de Tabarly doit être mis à l'eau dans le courant du printemps 1985. Le projet est baptisé « Lorient-Les Bermudes ».

Lorient ». Selon M. Jacques Vadade, « la baie est actuellement dans le camp d'Eric Tabarly »...

DOMINIQUE GAUTRON.

**goutez
au soleil.**

clémentines



QUALITÉ
SIGNÉE



© 1985 S.I. S.®

AVIS

**Ouverture d'un consulat honoraire
de la Jamaïque à Paris**

Le gouvernement de la Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'il a confié à M. Albert Bickel, 60, avenue Foch, 75116 Paris, tél : 500-62-25, la fonction de consul honoraire de la Jamaïque à Paris. Tout renseignement pourra être obtenu en téléphonant au numéro ci-dessus mentionné.

Halte au Vol

1

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10'

+
4 goudjons d'acier
anti-dégondage

+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier

+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

+
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE
valable jusqu'au 31.12.82
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
 Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION
 55, av. de la Motte Piquet
 75015 PARIS

☎ **566.65.20**

CREDIT GRATUIT
 4 Virements

**Devenez une lumière
en anglais!**

**PROCHAIN COURS INTENSIF
ET TRIMESTRIEL
le 3 janvier 1983**

ILC

**INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE**

20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37

A black and white line drawing of two stylized human figures standing side-by-side. Their heads are replaced by the Union Jack flag. They are both smiling and have their arms crossed in front of them.

Sté Paris Rénov

FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit



**changez
vos
vieilles
fenêtres**
(bâti compris)



MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)

- Les fenêtres RÉNOV S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Prix bloqués jusqu'au 31/12/82

Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

RÉGIONS

Ile-de-France

LA DISCUSSION DU BUDGET POUR 1983

Les socialistes proposent une augmentation de la pression fiscale

Socialistes et communistes ne sont pas satisfaits du projet de budget pour 1983 soumis le mardi 14 et mercredi 15 décembre à la discussion du conseil régional d'Ile-de-France (le Monde du 23 novembre). « Il manque sérieusement de courage et de dynamisme », pour les premiers ; il présente « une orientation réactionnaire de déclin économique et social », pour les seconds. La gauche, minoritaire au conseil,

présidé par M. Michel Giraud (R.P.R.), salue pourtant l'effort mené dans le domaine des transports. Les socialistes proposent une augmentation plus forte de la fiscalité régionale. Les crédits d'investissements alors dégagés seraient orientés en priorité vers le développement économique et le logement social. Les communistes n'envisagent pas d'augmentation des impôts mais leur meilleure répartition.

Le budget de la région Ile-de-France est le plus important des budgets régionaux : 3.055 milliards de francs de recettes et de crédits de paiement dans la version préparée par la majorité R.P.R.-U.D.F. du conseil régional pour 1983. Tout en approuvant la priorité accordée aux transports - 65,4 % des crédits - les élus de l'opposition régionale, communistes et socialistes, estiment qu'il faut encourager le développement économique de la région parisienne et mener une politique énergétique du logement social.

« La majorité de droite du conseil régional combat les orientations du gouvernement, en particulier ses mesures sociales », estime M. Serge Le Guennec, membre du groupe communiste, qui explique que « 101 millions de francs seraient consacrés au développement économique. Sur 3 milliards de francs, cela fait ridiculement peu : le conseil pèse de tout son poids pour que continue la désindustrialisation de notre région, affaiblir la classe ouvrière et refouler le mouvement populaire ».

Même son de cloche du côté des socialistes : « 3,5 % des autorisations de programme pour le développement économique, c'est un effort insuffisant. Alors que certaines régions comme la Picardie, l'Auvergne, Champagne-Ardenne vont consacrer jusqu'à 30 % de leur budget à ce chapitre, l'effort de la région Ile-de-France nous semble dérisoire », souligne M. Philippe Bassinet, député (P.S.) des Hauts-de-Seine.

Les propositions présentées par M. Michel Giraud en faveur du logement sont aussi durement criti-

quées par la gauche. « Au moment où il faudrait accompagner les efforts importants du gouvernement pour le secteur aidé du logement », indique M. Jacques Guyard, député (P.S.) de l'Essonne, « voilà que l'exécutif régional nous propose un budget en nette régression : les subventions prévues pour l'action foncière et l'amélioration du logement social sont pour 1983 de 185 millions de francs contre 199 millions en 1982, soit une chute de 10 % en francs constants. Les subventions pour l'amélioration du parc ancien et logement locatifs H.L.M. sont simplement reconduites, 121 millions de francs, alors qu'il a manqué au moins 40 millions en 1982 pour accompagner l'effort de l'Etat, un effort qui se poursuivra en 1983 : 90 000 logements réhabilités en 1982 ; 190 000, en 1983. »

Trois taxes à relever

Communistes et socialistes proposent donc d'amender ce projet de budget. Les communistes « ne pensent pas pour autant augmenter les impôts ». Ils ne font qu'une seule proposition : augmenter le taux de la taxe additionnelle à la taxe de publicité foncière ou au droit d'enregistrement, qui « est en Ile-de-France trois fois moins élevée que dans les autres régions. La région dispose de sommes importantes, beaucoup peut être fait si les choix sont bons ». Si les priorités sont claires, le groupe communiste ne donne pas plus de précision sur les chapitres à revoir à la hausse ou à la baisse.

Les socialistes vont beaucoup plus loin. Ils proposent de dégager 226 millions de francs de recettes supplémentaires en augmentant le

taux de trois taxes dans des proportions qu'ils estiment « tout à fait négligeables pour les contribuables ». Le taux de la taxe spéciale d'équipement passerait de 12 à 14,45 % pour gagner 17,5 millions de francs. Le taux de la taxe additionnelle sur les cartes grises passerait de 30 % à 50 %, et dégagerait 43,5 millions de francs. Le taux de la taxe additionnelle au droit d'enregistrement passerait enfin de 0,5 % à 1 %, pour bénéficier de 175 millions de francs supplémentaires.

Au total, ce serait 236 millions de francs de crédits de paiements supplémentaires qui seraient ainsi disponibles, auxquels il convient de retrancher 10 millions en raison du projet de nouvelle répartition de la taxe sur le plafond légal de densité », souligne M. Gilbert Bonnemaison, député (P.S.) de Seine-Saint-Denis et président du groupe socialiste.

Deux cent quatre-vingt millions de francs supplémentaires seraient consacrés au développement économique, soit plus du double des propositions de l'exécutif régional, 79 millions au logement et divers chapitres verraient leurs crédits augmenter : les équipements sanitaires et sociaux, les espaces verts, l'équipement rural et les énergies nouvelles.

Des propositions très concrètes, une présentation précise, argumentée et chiffrée : la meilleure façon de défendre les nombreux amendements préparés par les socialistes. Mais cet effort de sérieux trouverait-il un accueil favorable des élus de la majorité régionale ?

OLIVIER SCHMITT.

NEUF PROJETS EN LICE

Le jury de La Villette désignera dans trois mois l'architecte du parc

L'architecte en chef du futur parc de La Villette n'a pas été désigné, comme prévu, le lundi 13 décembre, on attendait le jury international réuni à Paris depuis le 6 décembre, sous la présidence de M. Roberto Burle-Marx, qu'il décernât un premier prix à l'un des quatre

cent soixante-dix projets examinés. Coup de théâtre : il a distribué neuf premiers prix ex aequo, en demandant à ces équipes de présenter, d'ici au 24 mars prochain, des propositions complémentaires. Une deuxième manche, en somme.

Organisée sous un vaste chapiteau à La Villette, après que le jury eut été reçu à l'Élysée (le Monde du 14 décembre), la proclamation des résultats par M. Jack Lang, ministre de la culture, prit des allures de « meeting » : les candidats et leurs amis avaient été conviés à cette « réunion de presse », et chaque projet fut intensément applaudi ou sifflé, parfois les deux en même temps.

Le ministre souligna l'importance de l'enjeu, rappelant que « entre la cité de la science et la cité de la musique », on allait créer « le plus grand parc de Paris, pour la première fois depuis un siècle ». Sur 30 hectares, le parc de La Villette doit, en effet, être conçu comme un « équipement culturel de plein air », et, selon le programme fourni aux concurrents, intégré à la vie des quartiers populaires environnants tout en assurant la liaison avec la banlieue (ce qu'aucun projet n'a fait vraiment).

Composé de paysagistes, d'artistes, d'architectes français et étrangers, d'élus, de fonctionnaires et d'un représentant des associations, le jury de vingt et un membres « n'a pas estimé qu'il était possible et raisonnable de désigner au stade actuel un lauréat ».

Les raisons avancées officiellement sont de divers ordres : un « vaste débat est ouvert » dans les milieux professionnels à propos des concepts de jardin, de parc urbain, dit le procès-verbal, et les projets témoignent de la diversité des solutions ; les équipes ont rendu des esquisses très sommaires ou à l'extrême formalisées suivant les cas ; le programme fort complexe et la taille de l'opération rendaient le travail des concurrents « très difficile ».

« Il n'y a pas de modèle unique de jardin urbain en cours actuelle-

ment », précise M. François Barré, responsable du parc à l'établissement public et membre du jury. Comment définir un lieu contemporain qui ne soit pas un parc nostalgique ou le duplicata d'un parc d'attractions à l'américaine ?

Certes, mais ces questions étaient déjà posées avant l'ouverture du concours et le travail du jury était précisément de choisir.

Annexé à grand renfort de publicité et présenté un peu vite comme « exemplaire » (anonymat, ouverture très large, forte participation étrangère, jury souverain), le concours de La Villette tourne-t-il à la confusion ?

De nombreuses questions se posent : est-il normal de transformer un « concours à un degré ouvert, sur esquisse, anonyme », comme l'indique le règlement (article 14), en une consultation restreinte, parmi neuf équipes dont les identités sont

LE PALMARÈS

Le jury a distribué deux millions de prix à vingt-cinq équipes (le maximum prévu par le règlement) dont nous indiquons ci-dessous les chefs de file, les équipes comptant parfois une dizaine de professionnels.

• Neuf premiers prix ex aequo (150 000 F) : MM. Sven-Ingvær Andersson (Danemark) ; Adrien Arriola (Espagne) ; Alexandre Chemetoff (France) ; Jacques Goevassart (France) ; Rem Koolhaas (Pays-Bas) ; Bernard Lassus (France) ; Bernard Tschumi (Français installés aux États-Unis) ; Michael Van Gessel (Pays-Bas) ; Gilles Vexlard (France).

Cinq équipes ont été primées : cinq mentions et cinq autres ont reçu une mention spéciale.

désormais connues, mais qui ont plus de trois mois pour répondre aux critiques du jury et présenter des compléments, tout en restant dans le cadre de l'esquisse initiale, comme l'a noté M. Barré : « Le premier concours est clos, mais nous restons dans le cadre d'un concours sur esquisse et le jury s'interdit tout contact direct avec les lauréats ».

La première phase est close. Mais plusieurs jurés eux-mêmes semblaient, lundi, très mécontents de leur choix assez « incohérent » et reconnaissaient qu'un débat très vif avait fait émerger deux propositions, sans qu'elles paissent toutefois recueillir une assez nette majorité.

Il est trop tôt pour analyser, dans la cohue, les projets tels qu'ils ont été présentés. À côté de projets vaguement esquissés (quelques nappes d'arbres abstraites, ou un schéma de collines destinées à arrêter le bruit du périphérique), les deux projets qui avaient particulièrement retenu l'attention du jury émergèrent assez nettement. Ils témoignaient du débat de tendances actuel : un parc paysager très dessiné, d'intention classique et de facture moderne présenté par l'équipe de Gilles Vexlard ; une composition intellectuelle et abstraite résultant du croisement des fonctions contemporaines d'un parc urbain, due à Rem Koolhaas et Elia Zenghelis.

Face aux mêmes projets, le même jury pourra-t-il se décider plus facilement dans trois mois ? Les projets sont visibles et peuvent être commentés. Ils devraient être exposés en janvier à Beaubourg. Puisque le huis clos n'a pas réussi, pourquoi ne pas changer carrément le style de la consultation et demander l'avis de tous, du public, de la population parisienne ? L'applaudissement a très bien fonctionné, lundi, à La Villette.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

les 14 (14 h), 15, 16, 17 décembre, Porte de Versailles, 4 journées consacrées aux Chefs d'Entreprises :

FORUM 5 : des moyens pour construire 83

Des milliers de Chefs d'Entreprises et leur équipe de direction attendus... 400 exposants... 400 occasions de faire le point sur l'entreprise et les moyens pour la faire prospérer.

Des journées professionnelles

- Créer 4 journées d'échanges fructueux.
- Informer, de façon exhaustive, le Chef d'Entreprise mais aussi le Futur Patron des aides, subventions, participations qu'il est en droit d'attendre des organismes officiels. Lui faire découvrir et connaître les différentes techniques que peuvent lui fournir les professionnels les plus divers.
- Déterminer ensemble les moyens d'une solide politique de croissance nationale et internationale. Tels sont les objectifs ambitieux mais réalistes que Forum 5 compte atteindre.
- Pour y parvenir Forum 5 traite et analyse, sur 5 salons, les 5 thèmes essentiels sur lesquels repose la gestion d'une entreprise saine.
- Les moyens financiers pour assurer l'expansion : « COFINEX ».
- Les techniques commerciales, publicitaires et promotionnelles pour vendre plus à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières : « INTERVENTES ».
- Les applications conseils de l'informatique dans la gestion et l'organisation des entreprises : « INFORMATIQUE & ENTREPRISES ».
- Les techniques offertes pour l'implantation, l'aménagement, la construction d'unités de production et la modernisation : « USINAM ».
- Les raisons et les moyens d'améliorer la communication, l'environnement, le cadre et les conditions de travail : « C.R.H.E. ».

Tous ces sujets seront étudiés, examinés, discutés lors de nombreuses conférences qui se dérouleront tout au long de ces journées professionnelles.

Programme des conférences.

Informatique et Entreprises

- Les applications de l'information La gestion commerciale Mercredi 15 à 14 h
- Les aspects juridiques de l'informatisation Mercredi 15 à 15 h
- La démarche de l'informatisation Mercredi 15 à 16 h
- Les partenaires de l'informatique Mercredi 15 à 18 h
- Les aspects humains de l'informatisation ou « une informatisation sans informaticiens » Mercredi 15 à 14 h
- Les moyens de l'informatique ou le panorama des matériels Mercredi 15 à 17 h
- Les applications de l'informatique La gestion de production, la gestion du personnel : La gestion comptable (travaux, tableau de bord) Jeudi 16 de 14 h à 18 h
- La micro-informatique : la révolution du logiciel Vendredi 17 à 14 h
- L'optimisation de l'imprimé en informatique Vendredi 17 à 14 h
- L'impression au laser Vendredi 17 à 18 h
- Approche par le service de la micro-informatique Jeudi 16 à 17 h

Usinam

- La survie de l'entreprise Jeudi 16 à 15 h
- Risk management : informatique : politique Mercredi 15 à 15 h
- Comment réduire les coûts de la production industrielle ? Cours des méthodes industrielles : coûts de distribution - compte d'exploitation Jeudi 16 à 17 h
- Les risques industriels les postes d'exploitation ? Vendredi 17 à 15 h
- Maîtrise des systèmes de production automatisée Jeudi 16 à 15 h
- Critères de choix d'implantation d'une unité de production Mercredi 15 à 15 h

Interventes

- Dynamiser des activités en faible croissance ou en stagnation Jeudi 16 à 16 h
- Les outils de prospection ou comment prospecter ? (Marketing téléphonique - Etude d'identification de marché) Mercredi 15 à 14 h
- Le recrutement commercial Mercredi 15 à 17 h
- Apprendre à travailler avec un conseil extérieur Jeudi 16 à 17 h
- L'image de l'entreprise : son amélioration au travers de la communication Jeudi 16 à 15 h
- Formation - Animation - Stimulation : Force de l'entreprise Vendredi 17 à 15 h
- La franchise industrielle « Une nouvelle voie de commercialisation de vos produits » Vendredi 17 à 16 h
- Marketing téléphonique, accroître les forces de ventes. Jeudi 16 à 17 h

Cofinex

- Le tableau de bord automatisé de l'entreprise : un outil de gestion et de communication avec la banque Mercredi 15 à 14 h
- Les aides à l'exportation pour la PME Mercredi 15 à 16 h
- Les entreprises et la crise Un des aspects « prévenir les impayés pour éviter la défaillance des entreprises. » Vendredi 17 à 16 h

C.R.H.E.

- Comment travailler avec un cabinet extérieur Jeudi 16 à 14 h
- Le Cercle de qualité Mercredi 15 à 15 h
- Statistiques et économie au sein de la PME - Mercredi 15 à 16 h/17 h30
- La communication dans l'entreprise, pourquoi ? Jeudi 16 à 16 h
- Marketing interne Vendredi 17 à 14 h

FUTURS CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Vous, qui débordez d'audace, de courage, de volonté d'entreprendre. Vous qui êtes à la recherche de techniques, de conseils, de moyens nouveaux pour CONCRETISER VOS IDEES. Vous trouverez sur Forum 5 des membres du mouvement ETHIC. A l'initiative de 25 Chefs d'Entreprises, dynamiques, ETHIC est né en janvier 1976 d'une prise de conscience de l'identité spécifique des Entreprises de Taille Humaine qui ont pour devise économique : « Assez grandes pour être fortes, assez petites pour être indépendantes ».

Depuis lors, ETHIC a grandi et constitue aujourd'hui un réservoir d'expériences individuelles exemplaires et un laboratoire d'idées pour les Chefs d'Entreprises et les futurs dirigeants.

Tous ces Hommes d'entreprise vous conseilleront objectivement et amicalement.

ENSEMBLE VOUS CONSTRUIREZ 83

FORUM 5 est organisé par les Editions Techniques & Communication 88, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne - Tel. 604.81.00

FORUM 5

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 décembre

Une lourdeur persistante

Le repos du week-end n'a pas suffi à la Bourse de Paris pour recouvrer les forces qu'elle avait abandonnées durant la semaine écoulée. Malgré une irrégularité plus marquée, les cours, dans l'ensemble, sont restés, lundi, assez lourds et, à la clôture de la séance une fois encore retardée d'un quart d'heure, l'indicateur instantané enregistrait une nouvelle baisse, la cinquième consécutive, de 0,4 %.

Aux problèmes conjoncturels toujours préoccupants se sont ajoutées les difficultés du franc à se maintenir. Déjà tendus vendredi, les taux à l'éuro-franc ont continué de grimper, le 1 mois dépassant 24 %, le signe évident, assurant une progression de la faiblesse grandissante de notre monnaie. Ajoutons à ce facteur déprimant, la nouvelle baisse de Wall Street et les résultats négatifs de la dernière enquête faite par l'INSEE auprès des industriels sur leurs intentions d'investissements. L'on notera néanmoins que ce nouveau repli s'est fait dans le calme avec peu d'affaires. Assurés de demain de pouvoir attendre jusqu'au 31 mars prochain pour réinvestir les capitaux collectés en décembre, les Sicav Monory restent l'arme au pied, ce d'autant plus résolu que toutes veulent conserver assez de liquidités pour rembourser les porteurs qui ne manquent pas de sortir du système dès janvier.

Malgré le raffermissement continu du dollar, la devise-titre s'est échangée, sans grande variation, de 8,40 F et 8,44 F contre 8,36 F-8,44 F.

Légère reprise de l'or dont le prix à Londres a été fixé à 438,75 dollars contre 435,75 dollars.

A Paris, le lingot a gagné 200 F à 97 700 F, mais le napoleon est revenu de 659 F à 655 F.

Le volume des transactions s'est un peu étoffé, passant de 8,45 à 11,33 millions de francs.

NEW-YORK

13 décembre

Timide redressement

Passablement malmenés ces derniers temps, Wall Street s'est légèrement redressé lundi. Ce n'a pas été sans mal. Tout en baissant, tantôt en hausse, le marché n'a réussi à se hisser un peu au-dessus de son niveau du vendredi précédent qu'à la suite d'un effort de dernière minute, qui a permis de porter l'indice des industriels à 1 024,28 (+ 5,52 points). L'activité, cependant, a été faible, et 63,4 millions de titres seulement ont changé de main contre 86,43 millions le 10 décembre.

Certains opérateurs ont joué une baisse immédiate du taux d'escompte, qui, prématurément et de façon contestable, devait être annoncée par la Réserve fédérale pour attirer la clôture (voir d'autre part). Sur un plan général, la plus grande incertitude a régné autour du Big Board, où, manifestement, on ne sait trop quelle attitude adopter devant une récession inévitable, dont personne ne sait au juste quand elle s'achèvera. La décision du FED d'assouplir les conditions de prêt, quand les conjonctures qu'éprouvent les entreprises ont été prises en compte, a été accueillie avec un certain soulagement. Wall Street réagissait à la réception de ce petit cadeau de Noël ? A cet égard, les avis sont partagés. En tout cas, les forces de contrainte, dans l'immédiat du moins, l'euphorie, qui avait récemment conduit le marché à des sommets, est bel et bien retombée. Sur 1 934 valeurs traitées, 790 ont baissé, 769 ont monté et 375 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours de 10 déc.	Cours de 13 déc.
Alcoa	28 1/2	28 1/4
Am. Int'l.	32 1/4	32
Boeing	32 1/4	32
Chrysler	32 1/4	32
Gen. Electric	32 1/4	32
IBM	32 1/4	32
Int'l. Harb.	32 1/4	32
Johnson & J.	32 1/4	32
McDonald	32 1/4	32
Merck & Co.	32 1/4	32
Philips	32 1/4	32
Rockwell	32 1/4	32
Spacelabs	32 1/4	32
Union Carbide	32 1/4	32
Westinghouse	32 1/4	32
World Corp.	32 1/4	32

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. - Le conseil d'administration de la société a décidé de mettre en paiement, le 20 décembre prochain, un acompte de 12 F par action en titre du dividende 1982 (aucun s'ajoute au versement de 6 F).

POMPE FUNÉRAIRES GÉNÉRALES. - Filiale du groupe de la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, la firme va absorber la société Mésange de pompes funéraires, qui avait été créée en 1979, avait procédé, en août 1982, à une offre publique d'échange sur les actions des Pompes funéraires générales, dans le cadre d'une restructuration de l'organigramme du groupe, qui a

permis à l'ensemble de gestion et de financement, société holding, de cofinancer dorénavant les P.F.G.

ROUSSEL-ULAF. - Le chiffre d'affaires de la société Roussel-Uclaf, à fin septembre, est de 1 559 millions de francs, en progression de 14,3 % par rapport à celui qui avait été réalisé au 30 septembre 1981. Le bénéfice net, à fin septembre 1982, se monte à 109,8 millions de francs, soit une augmentation de 22,2 %. La marge brute d'autofinancement s'établit à 213,7 millions de francs, en progression de 11,6 %.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 5 802 millions de francs, soit une augmentation de 23,7 %. Les ventes à l'étranger progressent plus que les ventes en France et atteignent 67,2 % du chiffre d'affaires consolidé. Le bénéfice net consolidé est de 113,6 millions de francs, en progression de 13,6 %. La marge brute d'autofinancement, en augmentation de 15 %, atteint 290,3 millions de francs.

Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le chiffre d'affaires consolidé devrait progresser d'un peu moins de 20 % par rapport à l'exercice précédent et, le bénéfice consolidé devrait s'accroître dans une proportion sensiblement moindre.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général 104,5

Indice des entreprises 133,7

Cote des AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général 100,5

Indice des entreprises 133,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Euros prêts de 14 jours 13,14 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) 245,05 / 245,80

BOURSE DE PARIS Comptant 13 DECEMBRE

VALEURS	% de variation	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	27	0 008	Orléans	101 80	101 80	Marseille Créd.	288	288	Étrangères	120	120	Sab. Mobil. Conv.	120	120
5 %	4 329	0 008	C. Sab. Seine	110	110	Alc. Delyard	238	238	Alco	101 50	101 50	S.A.P. (Ag. m.c.)	80	80
5 % amort. 45-54	71	1 110	Danley S.A.	84 50	84 50	Mic	235 20	235 20	Alcan Alum.	203	203	S.P.A.	80	80
1 1/4 % 1983	100 35	0 063	De Dietrich	315	320	Mors	205	208	Alpi	101 50	101 50	Total C.F.R.	80	80
Emp. 7 % 1972	112	3 222	Département	100	100	Moda S.A.	7 08	8 20	Alpi	101 50	101 50	Uffers	203	203
Emp. 7 % 1972	8628	4 942	Dubouché S.A.	102	102	Renal Worms	113	115	Alpi	101 50	101 50	Voyeur S.A.	1 35	1 35
5,80 % 78/83	102	4 942	Edison-Vieljeux	500	500	Navig. (Int. del.)	56	52	Alpi	101 50	101 50			
5,80 % 78/83	82 80	4 162	Div. Hdg. P.J.C. L.I.	120 50	123 50	Nicolas	348	358	Alpi	101 50	101 50			
5,80 % 78/83	83 20	0 048	Dider-Berth	288	285	Nodet-Gouge	80	81	Alpi	101 50	101 50			
10,80 % 78/83	85	2 388	Dist. Indochine	340	340	Occident. Part.	30		Alpi	101 50	101 50			
13,25 % 80/87	95	7 042	Drac. Trav. Pub.	190	188 50	QIPR Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
13,80 % 80/87	86 20	2 221	Dunlop	220	220	Orgy-Chenouet	128	128	Alpi	101 50	101 50			
15,75 % 81/87	96 65	12 880	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
16 % 80/82	102 20	3 341	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
E.D.F. 7,8 % 81	130 80	13 716	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
E.D.F. 14,5 % 80-82	98 20	7 116	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 3 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 5 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 8 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 10 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 12 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 15 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 18 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 20 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 22 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 25 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 28 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 30 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 32 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 35 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 38 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 40 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 42 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 45 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 48 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 50 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 52 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 55 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 58 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 60 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 62 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 65 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 68 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 70 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 72 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 75 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 78 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 80 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 82 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 85 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 88 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 90 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 92 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 95 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 98 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			
Ch. France 100 %	97 05	7 214	Euro-Vieljeux	500	500	Paribas	123	122 40	Alpi	101 50	101 50			

Page 19

bre

de 22.

même

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

après

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. IMPASSE AU PROCHE-ORIENT : R.F.A. : le chancelier a engagé le processus constitutionnel qui doit conduire aux élections de mars 1983. U.R.S.S. : quand M. Andropov joue les justiciers.
- ÉTRANGER**
34. EUROPE
- R.F.A. : le chancelier a engagé le processus constitutionnel qui doit conduire aux élections de mars 1983.
 - U.R.S.S. : quand M. Andropov joue les justiciers.
4. DIPLOMATIE
- A la veille de l'escalade à Paris du président Chirac.
 - La fin du voyage de M. Mauroy en Malaisie.
5. AFRIQUE
- ALGÉRIE : vingt-trois intégristes seront jugés pour appartenance à des organisations subversives.
 - ISRAËL : deux procès mettent en cause le comportement des militaires dans les territoires occupés.
6. ASIE
6. AMÉRIQUES
6. AFRIQUE
- POLITIQUE**
7. M. Lalonde : la gauche a enterré des trésors d'enthousiasme.
8. La France, l'Afrique et le tiers-monde.
9. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES : à Paris, M. Quilès a pour unique cible M. Chirac.
- SOCIÉTÉ**
10. JUSTICE
11. « Les bas-côtés de la ville » (III), par Michèle Champenois.
12. ÉDUCATION : la consultation dans les lycées.
- LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES**
13. Dieu joue probablement aux dés.
14. La créationisme devient un phénomène international.
15. L'usine militaire d'enrichissement de l'uranium de Pierrelatte ferme deux de ses réacteurs.
- CULTURE**
16. CINÉMA : la semaine des Cahiers au festival d'automne.
17. MUSIQUE : Counting, de Tom Johnson.
18. DANSE : les projets de Roland Petit.
19. COMMUNICATION : les initiatives de l'opposition.
- ÉCONOMIE**
20. AFFAIRES : les états-général du patron.
21. CONJONCTURE
22. SOCIAL : le projet de loi d'intégration des agents non titulaires de l'État.
23. COMMERCE INTERNATIONAL : les relations commerciales des Dcs avec le Japon.
- RÉGIONS**
24. ALSACE : pour relancer l'activité économique, le conseil régional soutient au gouvernement treize propositions.
25. ÎLE-DE-FRANCE : la discussion du budget 1983.
- RADIO-TELEVISION (17-18) INFORMATIONS « SERVICES » (18-19) :**
- Journal officiel ;
 - Météorologie ;
 - Mots croisés ;
 - Carnet (19) ;
 - Programmes des spectacles (16-17) ;
 - Annonces classées (24 à 35) ;
 - Marchés financiers (41).

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1982 a été tiré à 555 968 exemplaires.

Publicité

7 Ordinateurs domestiques

Prix charter Duriez

LES INCROYABLES OUTILS d'enseignement, jeux, gestion, calcul, finance, travail, mémoire, musique, sont au Quartier latin chez Duriez, champion des ordinateurs et calculateurs pour tous.

Texas Instruments, Commodore, Casio, Hewlett Packard, Sharp, Thomson, Atari, Marel, Sanyo, de 950 à 3.600 F TTC.

Chez Duriez, des conseils et des déconseils, avec catalogue-banque d'essai gratuits, bibliothèques de programmes et accessoires. Prix charter toutes taxes incluses.

« Duriez, 132, bd St-Germain, Paris-6^e, M^o Odéon, St-Michel. Mardi au samedi 9 h 35 - 19 h.

A B C D E F G

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ENTREPRISES

« Cette réunion n'est pas une manifestation politique »

déclare M. Gattaz

Un gros succès. Dès 10 heures, ce mardi 14 décembre, dans le tout nouveau Parc des expositions à Villepinte, au nord de Paris, des milliers de chefs d'entreprise et de cadres dirigeants sont là. Douze mille déjà, quinze mille peut-être, sont au rendez-vous que leur a donné le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) pour tenir les états généraux de l'entreprise. Plus tard, viendront des milliers d'autres patrons, ceux du bâtiment et des travaux publics, qui sont partis, eux, au cœur de la capitale pour témoigner publiquement des difficultés de leurs firmes.

Un spectacle d'abord que ces états généraux. Un spectacle très au point. Un peu narcissique aussi : les patrons à Villepinte sont heureux d'être là, entre eux. Encadrant une vaste tribune, deux écrans géants (des vidéoprocesseurs) projettent pour l'ensemble du public - un public sage, chaleureux sans excès et sans provocation - celui qui parle à la tribune. On a vu ainsi MM. Jean Thèves, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, et

Michel Maury-Larivière, un vice-président du C.N.P.F., présenter cette journée.

A 10 H 30, c'est M. Yvon Gattaz, président de l'organisation patronale, qui ouvre officiellement les états généraux. « La réunion historique de ce jour, la plus importante organisée en France avec les seuls chefs d'entreprise et leurs cadres dirigeants, n'est pas une manifestation politique. Nous défendons nos entreprises en péril et cette défense ne supporte ni ne supportera ni compromission ni compromissions.

« Nous voulons être des militants, des militants du seul parti de l'entreprise, celui qui nous unit sans restriction, sans escadale verbale, sans injures personnelles. » M. Gattaz dira en conclusion : « Nous démontrons à ceux qui ne le savent pas encore que l'entreprise, fondement de notre économie, pilier de la société de demain, promoteur du niveau de vie, facteur de progrès social, oui, que l'entreprise est vraiment au service de la nation. »

Le Brésil, l'Argentine et le Mexique doivent recevoir un soutien financier massif

En attendant le versement du prêt de 4,5 milliards de dollars (30 milliards de francs) que va consentir le Fonds Monétaire au Brésil (le Monde du 14 décembre 1982) et qui devra être approuvé par les magistrats du Fonds avant le 1^{er} février 1983, les créanciers du Brésil vont devoir prendre les mesures d'urgence pour éviter la mise en cessation de paiement de ce pays, dont la dette réelle s'élève non plus à 80 milliards de dollars (560 milliards de francs), mais probablement à 100 milliards de dollars (700 milliards de francs) et même davantage, comme le souligne le Financial Times. La dette à court terme, estimée officiellement à 17 milliards de dollars (120 milliards de francs), aurait en effet été fortement sous-évaluée et dépasserait largement 40 milliards de dollars (280 milliards de francs), et plus de 3 milliards de dollars (23 milliards de francs) manquent pour honorer l'échéance du 31 décembre en attendant que le prêt du F.M.I. soit mis en place. Le relais doit donc être assuré dans l'immédiat. Déjà, les États-Unis ont consenti un prêt à trois mois de 1,23 milliard de dollars (8,5 milliards de francs) et une réunion des créanciers du Brésil est prévue le 20 décembre à New-York pour organiser un sauvetage en règle avec l'octroi, probable, d'un « Jumbo Loan », crédit d'un montant très élevé couvrant les échéances des premiers mois de 1983.

Déjà, la filiale new-yorkaise du Banco do Brazil, première banque du pays, qui n'a pu honorer une échéance de plus de 200 millions de dollars en devises étrangères, a dû être « dépannée » la semaine dernière par deux établissements américains, Citibank et Bankers Trust.

Lundi 13 décembre, les gouvernements des banques centrales, réunis à Bâle, auraient examiné une demande d'aide d'urgence présentée par le Brésil pour 1,5 milliard de dollars : la rumeur d'un accord à ce sujet a été officiellement démentie à Washington et à Paris.

Quant à l'Argentine, les onze banques, qui négocient le refinancement de sa dette extérieure, sont parvenues à mettre au point un crédit global de 8,1 milliards de dollars

(5,5 milliards de francs), qui doit permettre à ce pays de faire face à ses échéances jusqu'à la fin de 1983. Le Mexique, enfin, a demandé aux banques internationales un nouveau prêt commercial de 5 milliards de dollars (35 milliards de francs) pour l'échéance de fin d'année, et, à plus long terme, une « restructuration radicale » de sa dette extérieure publique, venant à échéance en 1982, 1983 et 1984, pour un montant de 25 milliards de dollars (175 milliards de francs).

Le président d'un tribunal d'instance est condamné pour fraude fiscale

De notre correspondant

Reims. — Après trente ans d'une vie d'avocat, M. le bâtonnier Claude Soulière, de Verdun, pensait pouvoir couronner sa carrière en passant de l'autre côté de la barre. Le 1^{er} février 1979, M. le bâtonnier devenait donc M. le président Soulière, du tribunal d'instance de Sarreguemines (Moselle). Installation, discours du procureur, réception. Tout aurait été pour le mieux si, le 17 mars suivant, M. Soulière n'avait reçu de l'administration des impôts un avis de vérification. Le contrôle dura quatre mois. « Je me réveillais et je me demandais avec mon affaire fiscale », dira-t-il. Enfin, le couperet tomba : M. Soulière se vit infliger un redressement fiscal de 1 345 773 francs pour avoir dissimulé volontairement en 1976, 1977 et 1978 une partie de ses revenus.

M. Soulière accepta toutes les conclusions du vérificateur. Le 30 juin, il ne devait plus un sou à l'État, mais il n'avait plus un villa à Verdun, ni pavillon de chasse en Moselle, ni ferme dans le Haut-Doubs d'installations. Au moins se croyait-il quitte avec le fisc. Il déchantait quand il apprit que la commission des infractions fiscales avait donné un avis favorable à l'ouverture de poursuites pénales. L'administration ne l'épargnait pas. Il comparait donc, lundi 13 décembre, devant le tribunal correctionnel de Reims. Son jeune collègue, le président Michel Jeannotot, le traita comme un prévenu ordinaire. « Vous voulez donc vous en-

L'AFFAIRE DES « FICHIERS » DE LA C.G.T.

- La confédération porte plainte.
- Un sénateur R.P.R. demande une enquête.

M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France et sénateur R.P.R. du Pireux, a demandé au premier ministre de mener une enquête sur une « lettre » en date du 5 novembre 1982, émanant du « service central des fichiers » de la C.G.T. Dans ce texte, signé par M. Jacques Obriet, « responsable du service central », il est notamment indiqué : « Nous vous adressons des imprimés comportant des listes de noms de militants de la droite. Nous vous demandons de les compléter et de les retourner avant le 15 décembre 1982. (...) Dans la rubrique « divers », vous mentionnez si possible la banque et le numéro de compte de l'intéressé ainsi que sa situation familiale (célibataire, marié, divorcé). Vous complétez qu'il est dans l'intérêt de tout le mouvement syndical de disposer d'éléments d'appréciation sur l'influence des éléments réactionnaires.

La C.G.T. a démenti dès le 18 novembre la teneur de cette lettre et l'existence d'un « service central des fichiers ». M. Jacques Obriet, que nous avons interrogé, est responsable du service central des élections de la confédération. Le 5 novembre, il a effectivement adressé une lettre aux syndicats d'entreprise en leur demandant de retourner les résultats des élections professionnelles afin de disposer à l'occasion des élections prud'homales d'éléments d'appréciation sur l'influence réelle de la C.G.T. M. Obriet nous a adressé l'original de sa lettre, qui accreditait l'hypothèse d'un faux à propos du document incriminé par M. Giraud. La C.G.T. a porté plainte pour vol de document et falsification.

« Paris : les éboueurs toujours en grève. — Les éboueurs parisiens C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé de continuer la grève entamée le 4 décembre. Celle-ci est suivie à 55 %, selon la C.G.T.

« Trente-cinq personnes ont été tuées par les inondations catastrophiques qui ont frappé récemment le Sri-Lanka, en particulier la région de Polonnaruwa, grenier à riz du pays. Plusieurs milliers d'habitants sont sans abri. (A.F.P.)

Le tribunal n'a rien voulu entendre. Outre une peine de dix mois de prison avec sursis, il a ordonné l'affichage du jugement pendant trois mois sur les panneaux officiels de la ville de Verdun, son insertion au Journal officiel et dans deux quotidiens régionaux (toutes éditions).

M. Soulière n'est plus aujourd'hui que M. le président... de la fédération départementale des pêcheurs à la ligne. A ce titre, il collabore à la nouvelle rédaction du code rural, à la demande de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement.

MAURICE SALECK.

Une vie primitive sur un satellite de Jupiter ?

Une forme de vie primitive pourrait exister sur Europa, l'un des satellites de la planète Jupiter ? Cette hypothèse formulée par deux chercheurs qui travaillent pour le compte de la NASA, MM. Ray Reynolds et Steven Squyres, est à prendre avec précaution. Loin de se contenter dans des affirmations définitives, les deux chercheurs ont précisé, en présentant leur thèse, que la probabilité pour les organismes primitifs de vivre dans certaines parties des océans gelés d'Europa serait faible.

Dans un article qui sera prochainement publié par la revue britannique Nature, ils estiment qu'il existe peut-être des « oasis » à l'intérieur d'Europa, dont la surface est recouverte par une carapace de glace.

Les deux scientifiques se fondent, pour cela, sur les données recueillies par les sondes spatiales américaines Voyager, données selon lesquelles la chaleur dégagée par le cœur d'Europa empêcherait les eaux de geler en profondeur.

Les nombreuses fractures qui marquent la glace d'Europa seraient alors autant de fenêtres qui laisseraient passer la lumière et permettraient à des organismes primitifs de vivre, comme cela existe en Antarctique. Aussi séduisante soit-elle, cette hypothèse reste sujette à caution. S'il est un domaine où les découvertes sont nombreuses, c'est bien celui de l'exploration planétaire. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de Mars et de Titan. — J.-F.A.

VIOLENT SÉISME AU YÉMEN DU NORD

Plusieurs centaines de morts

Sanaa (A.F.P.). — Un violent tremblement de terre, de magnitude 6 selon des calculs américains, s'est produit le 13 décembre à 12 h 15 (heure locale, soit 10 h 15 heure de Paris), en République arabe du Yémen (Yémen-du-Nord). Il aurait tué plusieurs centaines de personnes dans la région de Dhamar, à environ 125 kilomètres au sud de Sanaa. Soixante-dix-sept villages auraient été totalement ou partiellement détruits. Secours et informations sont difficilement acheminés : la région est montagneuse et les routes carrossables sont presque inexistantes, à part celle qui relie Sanaa à Ta'ez.

Les maisons, construites en briques crues, ont souvent plusieurs étages, ce qui explique l'étendue des dégâts. Des centaines de blessés auraient été délogés des décombres. L'armée nord-yéménite a pris les opérations de secours en main. La République démocratique et populaire du Yémen (Sud-Yémen) a offert son aide et aurait déjà envoyé une équipe médicale dans la région sinistrée.

« Aux États-Unis

UN HOLD-UP QUI FROLE UN RECORD HISTORIQUE

New-York (A.F.P.). — Deux malfaiteurs ont réussi, dimanche 12 décembre, à New-York, un des plus importants hold-up de l'histoire américaine, en s'emparant de quelque 5,3 millions de dollars (environ 37 millions de francs) les deux hommes, armés de fusils et de pistolets, ont pénétré dans le siège dissimulé par des cages, sont entrés dans les locaux d'une société de convoyage de fonds du Bronx, un quartier de New-York.

Le hold-up du Bronx frôle par son montant le record établi dans ce domaine aux États-Unis en 1978, lorsque six hommes masqués avaient pénétré dans les locaux de la compagnie ouest-allemande Lufthansa à l'aéroport Kennedy de New-York et dérobé le contenu de la chambre forte : 5 millions de dollars en liquide et 800 000 dollars en traites postales. Glasgow-Londres, en 1963, avait rapporté quelque 6 millions de dollars à ses auteurs.

Ancien P.-D. G. de R.M.C.

M. MICHEL BASSI

REVIENT AU FIGARO

La rédaction du Figaro devrait apprendre ce mardi 14 décembre, de la bouche même de M. Robert Maréchal, le retour dans le journal à poste importante de responsabilité de M. Michel Bassi, actuellement directeur du bulletin confédéraliste Mardi matin.

L'ancien collaborateur de M. Giscard d'Estaing à l'Élysée, chargé de superviser les services politiques, économiques et sociaux du Figaro.

[Né le 9 juillet 1935 à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), Michel Bassi, licencié es-lettres, est journaliste depuis 1956. Entré au Figaro en 1967, il y devient chef du service politique, puis rédacteur en chef adjoint (1971-1974). Après un court passage à l'Agence centrale de presse, il anime la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing, puis devient conseiller à l'Élysée (1976-1977).

Nommé P.-D. G. de Radio-Montecarlo en 1978, il doit quitter ce poste en juillet 1981 à l'occasion de l'information.]

VOTRE ORNATEUR POUR NOËL

Pour Noël, choisissez LISEZ FORNATEUR

NOËL - NOUVEL AN

Offrez un beau vêtement LEGRAND

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES ET PARDESSUS MESURE

A partir de 1.450 F

3.000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme TAILLEURS et MANTEAUX sur MESURE

Prêt à porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61

Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

SAPHIR & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.

9, 80 DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.53.18.

JACQUES TOUR

VOTRE AMI JOAILLIER

la Règle à Calcul

HEWLETT-PACKARD, un vrai Noël pour un futur ingénieur.

A la Règle à Calcul, venez découvrir la gamme des programmables Hewlett-Packard de poche (dimensions 127 X 80 X 15) à cristaux liquides et mémoire permanente :

HP 10C : calculateur scientifique et statistique, 79 lignes de programme, 10 registres mémoire.

HP 11C : calculateur scientifique programmable, de 70 à 203 lignes de programme et 21 registres mémoire, 106 fonctions, 15 labels, 2 indicateurs binaires, touches programmables.

La Règle à Calcul™ distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP 65/67 Bd St-Germain 75005 Paris Tel. 325 68 88 Telex ETRAV 2200647/303 RAC

HP 12C : calculateur financier programmable, 20 registres mémoire, taux interne de rentabilité et valeur actuelle nette.

HP 15C : calculateur scientifique programmable, jusqu'à 448 lignes de programme et 67 registres mémoire, calculs matriciels, fonctions d'intégration.

HP 16C : calculateur programmable pour programmeurs et techniciens, conversions et calculs en décimal, hexadécimal, octal et binaire.

HEWLETT PACKARD